

# Communiqués internationaux du Bureau exécutif du Parti socialiste (1971-1983)

1971

## Communiqué du 15/09/1971 sur le Monde

Le Comité Directeur du Parti Socialiste se félicite de l'accord des Quatre sur Berlin qui :

- consacre un allègement certain des servitudes imposées depuis de longues années aux Berlinois de l'Ouest ;
- ouvre la voie à la normalisation des rapports entre les deux Allemagne et à terme à un règlement souhaitable et satisfaisant du statut diplomatique de la R.D.A. ;
- rend enfin possible la ratification par le Bundestag des traités germano-soviétique et germano-polonais et favorise la négociation prochaine et nécessaire d'un traité similaire avec la Tchécoslovaquie.

Cet accord dont les effets et les conséquences devront encore être appréciés à la lueur des règlements d'application qui restent à négocier entre les deux gouvernements allemands a déjà pour résultat important de lever le dernier obstacle à la réunion d'une Conférence européenne de sécurité.

Une telle Conférence, qu'il n'y a plus de motifs valables de retarder, compte tenu du temps nécessaire à sa bonne préparation, peut, désormais retenir à son ordre du jour :

- \* la mise en œuvre d'un Plan de réduction équilibrée et régulière des forces militaires ;
- \* la création de zones de désengagement en Europe centrale et méridionale.

Indépendamment de ces deux sujets majeurs, la Conférence pourrait également inscrire à son ordre du jour, tous problèmes dont la solution est importante à la sécurité de l'Europe et au rétablissement de la paix à sa périphérie. La notion de sécurité devant ici être comprise dans son acception la plus large c'est-à-dire qu'elle doit englober tous les aspects politique, économique et culturels du problème. Ainsi s'affirmerait mieux la volonté des pays européens de ne pas abandonner la maîtrise de leur destin, aux seules grandes puissances mondiales, essentiellement l'U.R.S.S, et les États-Unis. La réunion d'une Conférence mondiale sur le Désarmement, à laquelle la France doit reprendre sa place,

Aurait dans cette perspective une importance et un relief nouveaux.

Prolongeant naturellement la Conférence européenne, elle trouverait dans le succès de cette première étape, les motifs, les conditions et les moyens d'un premier accord international de désarmement progressif, équilibré et généralisé.

\*\*\*

L'évolution positive de la situation internationale se trouve cependant assombrie par des résurgences de violence qui se sont manifestées, un peu partout dans le monde au cours des dernières semaines, alors que se prolonge toujours la guerre du Viet-Nam.

Le socialisme répudie le recours à la violence comme moyen de l'action politique dès lors qu'il vise à imposer des solutions de force aux différends entre les Etats, ou qu'il tend à assurer la consolidation d'un pouvoir fragile sur un peuple.

A ce titre, le Parti Socialiste condamne également :

- Le génocide généralisé systématiquement entrepris par le gouvernement pakistanais contre le peuple deux fois éprouvé par la misère endémique et les catastrophes naturelles du Bengale oriental.
- La liquidation brutale et souvent sanguinaire de toute opposition au Soudan, en Jordanie, au Maroc et en Egypte.
- Le coup d'Etat pro-fasciste de Bolivie et le renforcement des tendances totalitaires au Brésil.
- La permanence d'une répression intolérable en Indonésie.

En Europe reine, l'incapacité des gouvernements responsables à assurer la coexistence et le développement solidaire des deux communautés irlandaises et plus particulièrement à garantir effectivement les droits politiques, économiques et sociaux de la minorité catholique, à entraîner de nouvelles poussées de violence.

\*\*\*

La situation mondiale actuelle accuse le désordre et l'impuissance de systèmes politiques dont la seule vocation est l'appât de profit ou la volonté de puissance.

Elle exige un effort accru vers plus d'unité réelle ; des moyens nouveaux pour l'ordre international, l'arbitrage des conflits et la sécurité des peuples ; le dépassement des égoïsmes nationaux et une vision plus solidaire et plus globale de l'avenir.

Dans l'ordre international, comme dans l'ordre intérieur, le socialisme s'impose plus que jamais.

### Communiqué du 10/11/1971 sur l'Espagne

Sur le voyage en Espagne de M. Schumann

M. Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères, se trouve en Espagne en réponse à l'invitation de son homologue espagnol, M. Gregorio Lopez Bravo.

Rappelons que cette visite était prévue pour janvier dernier et qu'elle avait dû être différée en raison de l'indignation soulevée dans le monde par les procès de Burgos.

Cependant, la coopération entre le gouvernement UDR de la France et le régime de Franco s'est poursuivie depuis, et c'est dans le cadre de relations qualifiées « d'excellentes » que le gouvernement français a accepté d'expulser cet été le Secrétaire Général du Parti Communiste espagnol, Carrillo.

Il s'avère certain d'autre part qu'outre la poursuite de es relations bilatérales, c'est l'ensemble des grands problèmes internationaux qui feront l'objet des discussions, et notamment celui du rôle de l'Espagne dans la construction européenne.

Le Parti Socialiste proteste vivement contre cette vocation que le pouvoir entend donner à la France des porte-parole des pays de dictature méditerranéens.

Il s'élève avec indignation contre cette politique cynique qui consiste à trouver auprès de ces pays, des partenaires dociles, en les réintroduisant dans la Communauté Européenne, alors qu'ils ont été condamnés (l'Espagne comme la Grèce) par l'opinion démocratique toute entière, et par les institutions européennes elles-mêmes.

### Communiqué du 10/11/1971 sur le Bangladesh

Depuis le début de l'été, le peuple du Bengale Oriental, victime d'une entreprise de génocide, lutte pour sa liberté. La répression et la guerre civile risquent de déboucher à tout moment sur un conflit généralisé entre l'Inde et le Pakistan.

Il ne suffit pas de dénoncer, au nom de l'humanité, les atrocités perpétrées tous les jours au Bengale et favorisées par les grandes puissances fournisseurs d'armement. Il ne suffit pas de dénoncer l'indifférence et l'hypocrisie de gouvernement qui, comme le gouvernement français, ont fourni ou fournissent encore des armes au Pakistan et se comportent en fait comme des complices de l'impérialisme.

Le Gouvernement français doit clairement opter et défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Bengale Oriental se bat aujourd'hui pour sa vie et son droit à l'autodétermination. Le combat héroïque de tout son peuple lui permettra de sauvegarder l'une et de conquérir l'autre.

Le Secrétariat du Parti Socialiste prendra, en ce qui le concerne, les contacts nécessaires avec l'ensemble des organisations ouvrières, syndicales et démocratiques, pour apporter au drame que connaît à l'heure actuelle le Bengale Orienta, une solution conforme aux principes humanitaires et aux aspirations légitime du peuple Bengali.

### Communiqué du 24/11/1971 sur l'Espagne

Manque.

### Communiqué du 22/12/1971 sur Divers

Manque.

## 1972

### Communiqué du 23/03/1972 sur la CEE

Après avoir enregistré l'échec des conversations entre les délégations du parti communiste et du parti socialiste, le bureau exécutif de cette dernière formation, réuni jeudi après-midi, a rendu publique la déclaration suivante : Catégoriquement opposé à la gestion du pouvoir et aux principes qui l'inspirent, le parti socialiste considère qu'il ne serait ni opportun ni utile de revenir sur l'adhésion pratiquement acquise de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège au Marché commun.

Le parti socialiste pense que seul le refus motivé de toute la gauche de se prêter ou de participer à un référendum privé de portée politique sur le plan des intérêts véritables de la France et dénué de tout critère moral (la ruse ne pouvant servir de fondement aux grands choix nationaux) apporterait une réponse honnête et appropriée à la manœuvre du pouvoir.

C'est pourquoi le parti socialiste a proposé à l'ensemble de la gauche une position commune : l'abstention. Il renouvelle solennellement cet appel.

### Communiqué du 26/04/1972 sur la CEE

Le Parti socialiste estime que la mauvaise humeur affichée par le chef de l'état contre 47 % des Français est compréhensible mais regrettable. Il constate que dans l'extrême difficulté où se trouvaient les électeurs de voter blanc dans ce référendum, la seule façon pour eux de refuser d'entrer dans un jeu qu'ils réprouvaient était de s'abstenir. Ils l'ont fait en grand nombre. Le Parti socialiste s'en réjouit dans la mesure où il est évident que la majorité de nos concitoyens a condamné dimanche, en même temps que le référendum inutile de M. Pompidou, la politique intérieure du gouvernement.

### Communiqué du 10/05/1972 sur le Viet Nam

D'escalade en escalade, d'échec en échec, la politique américaine indifférente aux leçons de l'Histoire s'enferme dans la guerre.

Il mandate son Premier secrétaire pour traduire cette protestation auprès des autorités américaines et demande à ses militants, dans les fédérations et sections, de prendre des initiatives du même ordre.

### Communiqué du 17/05/1972 sur Madagascar

Au cours de la réunion du bureau, F. Mitterrand a exprimé son inquiétude devant les développements récents de la situation à Madagascar.

- déliquescence du pouvoir exécutif,
- oppositions et rivalités tribales,
- crise économique, hausse des prix,
- chômage,
- maladresses diplomatiques, etc...

Les socialistes redoutent une évolution de la situation qui risquerait d'entraîner ou de précipiter l'intervention des troupes françaises en application des accords militaires qui lient la France à Madagascar.

Le PS est intervenu directement auprès du Président Tsiranana, et auprès de l'Internationale Socialiste pour obtenir l'arrêt des mesures répressives qui, après avoir frappé A. Resampa, il y a un an, ont frappé il y a quelques semaines les étudiants de Tananarive.

Le PS considère, qu'une des premières mesures d'apaisement devrait être la libération de tous les détenus politiques, et au premier chef, celle de l'ancien vice-président du Conseil malgache.

### Communiqué du 24/05/1972 sur Divers

Manque

### Communiqué du 25/08/1972 sur l'URSS

Des informations dont l'authenticité ne peut être mise en doute, ont révélé les nouvelles procédures décidées par les Autorités Soviétiques pour freiner l'émigration des familles juives désireuses de s'installer dans d'autres Pays.

Ne peuvent désormais être autorisés à émigrer, au terme du décret 572 du 3 Août 1972, que ceux d'entre eux qui rembourseront à l'Etat Soviétique le montant des dépenses consenties pour leur éducation.

Le Parti Socialiste attentif à tout ce qui affecte la dignité et la conscience des hommes, joint sa protestation à toutes les autres organisations qui se sont déjà élevées contre cette nouvelle pratique discriminatoire.

Il a d'autre part, décidé d'intervenir directement auprès des Autorités Soviétiques pour que soit reportée sans délais cette mesure contraire à la Charte Internationale des Droits de l'Homme, dont l'Union Soviétique est signataire.

### Communiqué du 06/09/1972 sur les Territoires palestiniens

Le drame de Munich vient de rappeler cruellement l'existence du conflit du Moyen Orient et la violence des passions qu'il soulève. Faute d'un règlement politique négocié, la situation justifie aux yeux des pires extrémistes le recours à des méthodes déshonorantes et intolérables, qui ne servent en rien la cause qu'elles prétendent défendre. Au contraire, elles ne peuvent que rendre plus difficile la réconciliation nécessaire entre des peuples qui doivent apprendre à vivre ensemble.

Adopté à l'unanimité, moins la voix de Notebart

### Communiqué du 04/10/1972 sur le Danemark

SCANDINAVIE

En dépit du résultat malheureux du référendum NORVEGIEN -25 sept.72- « Le B.E. s'est félicité de l'adhésion du DANEMARK à la CEE, venant renforcer l'influence syndicaliste et socialiste au sein des institutions communautaires »

### Communiqué du 19/10/1972 sur l'Amérique latine

Manque

### Communiqué du 25/10/1972 sur la CEE

Il ne suffit pas de fixer des orientations et de tracer des échéances, si on néglige dans le même temps de se donner les moyens de leur mise en œuvre. Certes, des propositions ont été faites pour permettre au mouvement syndical d'intervenir concrètement dans la construction européenne ; toutes n'ont pas été retenues, et celles qui l'ont été resteront sans effet du fait de l'autorité maintenue au Conseil des ministres. Aucun progrès sérieux, aucun engagement contraignant n'ont été enregistrés pour donner réalité et consistance à la démocratisation des institutions et au renforcement du contrôle parlementaire.

Face au nouveau partage du monde qui s'organise entre les superpuissances, l'Europe a manqué une fois de plus l'occasion de s'affirmer vraiment comme une force autonome dans le domaine de la politique étrangère, de la défense et de la monnaie.

### Communiqué du 22/11/1972 sur la RFA

Le bureau du Parti Socialiste a pris connaissance avec satisfaction du résultat des élections législatives, qui se sont déroulées dimanche dernier en R.D.A., et se félicite du succès obtenu par le S.P.D.

Devenant la première formation politique du pays, le S.P.D. pourra également traduire avec une force accrue les aspirations du peuple allemand vers une plus grande justice sociale.

1973

### Communiqué du 24/01/1973 sur le Viet Nam

Manque

### Communiqué du 04/04/1973 sur la Grèce

A la suite de la révolte universitaire, 6 avocats Grecs ont été arrêtés pour avoir assuré la défense des étudiants lors du procès du 18 Février à ATHENES.

AMNISTIE INTERNATIONALE possède les preuves des tortures infligées aux détenus au Quartier Général de la Police militaire d'Athènes.

Le Parti Socialiste s'élève contre ces brutalités et demande au gouvernement grec que soit mis fin à de telles pratiques qui ne peuvent que déshonorer et isoler davantage des pays démocratiques ceux qui en sont responsables.

### Communiqué du 04/04/1973 sur l'Espagne

Les travailleurs espagnols du bâtiment sont une nouvelle fois en grève pour protester contre les conditions de travail qui leur sont imposées.

Le gouvernement espagnol a répliqué par la force et, hier soir, un ouvrier était tué à Barcelone, plusieurs autres blessés.

Le Parti Socialiste élève une nouvelle et vigoureuse protestation devant de tels agissements. Il affirme son entière solidarité avec les travailleurs espagnols en lutte.

### Communiqué du 04/04/1973 sur le Maroc

Le gouvernement marocain vient de suspendre l'Union Nationale des Forces Populaires. Cette décision qui vient frapper une formation politique importante s'ajoute aux arrestations et aux procès intentés par les autorités marocaines aux dirigeants de l'UNFP pour « leur intelligence avec l'ennemi ».

Le Parti Socialiste s'émeut d'une telle décision qui porte atteinte aux principes de la démocratie et aux libertés fondamentales.

### Communiqué du 11/04/1973 sur le Moyen-Orient

Les développements récents au Moyen-Orient, marqués par une recrudescence des actes de terrorisme viennent accuser la détérioration croissante de la situation dans cette région du monde.

Il rappelle une nouvelle fois l'absolue nécessité de parvenir à une paix négociée au Moyen-Orient, dont une des premières étapes est l'application de la résolution votée par le Conseil de Sécurité le 22 Novembre 1967.

### Communiqué du 11/04/1973 sur l'Océanie

En dépit des protestations du monde entier, solennellement exprimées dans une résolution de l'ONU, le gouvernement français s'obstine à poursuivre ses expériences nucléaires dans la zone du Pacifique Sud et s'apprête à lancer, dans les prochaines semaines, une nouvelle campagne de tir.

Ces essais, dangereux pour l'environnement, inutilement coûteux et sans réelle portée technologique, portent ainsi directement atteinte à la sécurité des peuples et compromettent sérieusement l'avenir de l'humanité.

Le Bureau du Parti Socialiste demande, en conséquence, au gouvernement, de saisir l'occasion de la visite prochaine en France du Vice-Premier Ministre Travailleiste de Nouvelle-Zélande et du Ministre Travailleiste Australien de la Justice, pour répondre positivement à la légitime revendication des représentants de ces deux pays, et renoncer définitivement aux expériences nucléaires dans le Pacifique.

### Communiqué du 16/05/1973 sur l'Australie

Le Parti Socialiste déplore l'attitude des autorités françaises qui a entraîné les syndicats australiens à prendre une décision de boycottage des produits français, préjudiciable aux échanges entre nos deux pays. En effet, le gouvernement français est resté sourd aux demandes réitérées des gouvernements australiens et néo-zélandais de surseoir aux essais nucléaires dans le Pacifique.

## Communiqué du 16/05/1973 sur la famine dans le monde

Le Parti Socialiste, profondément affecté par le drame alimentaire qui sévit, en ce moment, dans de nombreux pays et menace directement l'existence de plus de 6 millions d'Hommes. - demande au gouvernement de prendre ou de compléter, dans toute la mesure des besoins connus et des moyens disponibles, les initiatives d'urgence, permettant de réduire les conséquences dramatiques des déficits constatés dans les 6 pays du Sahel Africain, en Inde, au Bangla-Desh et dans tous les autres pays touchés par cette calamité.

- Souhaite que 10 Parlement Européen et la Communauté Economique Européenne, affirmant davantage leurs responsabilités solidaires avec les Pays africains auxquels ils sont liés par les Accords de Coopération, prennent, sans délai, l'initiative de proposer un plan alimentaire mondial permettant, notamment, la constitution et le financement international de stocks de réserve dans les pays périodiquement menacés, et impliquant, également, l'étude des solutions et des moyens à mettre en œuvre, en collaboration avec ces pays, pour éliminer, progressivement, le retour de la faim et les malnutritions endémiques.

## Communiqué du 04/07/1973 sur les essais nucléaires

Engagé dans la course aux armements nucléaires, le Gouvernement français a, jusqu'ici, maintenu sa décision de procéder à de nouvelles explosions en atmosphère.

L'isolement de la France est à peu près total. Condamnée par l'ONU, par la Conférence Internationale de Stockholm sur l'environnement, par l'Organisation mondiale de la santé, elle vient de se voir ordonner par la Cour internationale de Justice de La Haye de surseoir à ses essais.

La France n'a, en effet, aucunement le droit d'imposer de tels risques à d'autres peuples.

Et rien du point de vue français ne justifie une telle politique nucléaire ; illusoire quant à la garantie de notre sécurité nationale, elle alimente de plus une course aux armements dangereuse pour la paix du monde.

Depuis 1963, les accords de Moscou, qui tenaient compte des avertissements de nombreux savants et organisations scientifiques, interdisent les essais nucléaires dans l'atmosphère et sous les eaux et ont été ratifiés par plus de cent pays. Loin de s'associer à ces accords, le gouvernement français prétend poursuivre ses campagnes d'essais et l'élaboration de sa force de frappe. Il maintient son refus de siéger dans les conférences du désarmement.

Nous condamnons cette politique qui gaspille nos ressources nationales, qui vaut à notre pays la réprobation des autres peuples et qui, plutôt que de participer aux initiatives favorisant un désarmement nucléaire et général va à l'encontre des efforts de paix dans le monde et contribue à mettre en péril l'avenir de l'humanité.

## Communiqué du 25/07/1973 sur les essais nucléaires

Le Bureau Exécutif condamne la campagne nucléaire qu'en dépit de tous les avertissements le gouvernement français poursuit dans le Pacifique. Il tient à exprimer sa sympathie au Général BOLLARDIERE, qu'atteint une ridicule et odieuse sanction.

Aux yeux du Parti Socialiste, l'objectif à atteindre demeure l'arrêt de toutes les expériences, y compris des expériences souterraines.

## Communiqué du 25/07/1973 sur la Grèce

L'évolution du régime grec, depuis le Coup d'État de 1957, ne tend en aucune façon au rétablissement de la démocratie en Grèce, et le pseudo-plébiscite du 29 juillet n'est qu'une nouvelle tentative visant à abuser l'opinion publique.

En outre il demande au gouvernement français de mettre un terme à la vente d'armes au régime de colonels.

## Communiqué du 25/07/1973 sur le Paraguay

Le gouvernement français vient de faire parvenir au Président du PARAGUAY une invitation à se rendre en France dans les prochains mois.

Le Parti Socialiste proteste vivement contre cette invitation et la politique qui l'inspire.

## Communiqué du 04/10/1973 sur la Guinée-Bissau

Le 12 septembre 1973, l'Assemblée Populaire de Guinée-Bissau, constatant que les  $\frac{3}{4}$  du territoire ont été libérés du joug du colonialisme portugais, a proclamé l'indépendance de la Guinée-Bissau.

Le Parti Socialiste exprime sa sympathie fraternelle et son entière solidarité au P A I G C, et au nouvel État africain, dans leur lutte contre le colonialisme portugais jusqu'à la victoire finale.

Dénonce la complicité du gouvernement français avec le colonialisme portugais et appelle tous les gouvernements qui se réclament de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à reconnaître l'indépendance de la Guinée-Bissau.

### Communiqué du 10/10/1973 sur le Proche-Orient

La guerre déchire de nouveau les peuples du Proche-Orient. Le Parti Socialiste en appelle à tous les hommes responsables. Tout doit être fait pour aboutir au cessez-le-feu et à la négociation immédiate. Il met en garde contre les risques d'élargissement du conflit qui résultent inévitablement de sa prolongation et condamne tout appel, toute incitation à cet élargissement, notamment par des fournitures d'armes.

– reconnaissance du droit d'Israël à l'existence et à la sécurité ainsi que de toutes autres nations du Proche-Orient, y compris la nation arabe de Palestine ;

– fixation des frontières définitives par des négociations entre les parties intéressées et évacuation des territoires occupés.

Ces principes se réfèrent à la résolution de l'ONU De 1974 qui a consacré la création de l'État d'Israël parmi les États de ce secteur du monde ainsi qu'à la résolution de 1967 qui a prévu les conditions de la négociation. En raison des circonstances présentes et du conflit en cours, on ne peut ignorer la disproportion de l'enjeu dès lors que l'État d'Israël joue sa propre survie. Il est clair au demeurant que son droit à l'existence serait illusoire s'il ne disposait pas de frontières sûres. Certes, la condamnation de la guerre au Proche-Orient ne saurait se réduire à la recherche de l'agresseur mais il est nécessaire d'affirmer qu'aucune solution militaire n'est capable d'établir un équilibre durable au Proche-Orient.

A cet égard, le Parti socialiste récuse la déclaration de M. Jobert. On peut hésiter sur le type de négociation à mener. On ne peut pas hésiter entre la négociation et la guerre.

### Communiqué du 17/10/1973 sur le Proche-Orient

Après avoir pris connaissance du communiqué publié par le Bureau fédéral de la Fédération de Paris sur le conflit du Proche-Orient, le Bureau exécutif du Parti socialiste tient à désavouer une initiative non conforme à la position du parti.

\* \* \*

Cette résolution sera diffusée dans le parti et à l'extérieur. Une circulaire sera envoyée immédiatement sur la nécessité de la discipline et de la cohésion. Elle comportera en particulier un rappel à l'ordre sur la participation à des groupes extérieurs au parti et dont les positions sont contraires à celle du parti.) »

### Communiqué du 07/11/1973 sur la CEE

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste a examiné l'ensemble des problèmes internationaux, notamment les développements de la situation au Proche-Orient, la crise pétrolière et la portée de la convocation d'une Conférence européenne au sommet.

Le Bureau Exécutif a décidé l'envoi, dans les prochains jours, de représentants de la Direction Nationale du Parti Socialiste auprès des dirigeants des partis frères dans les 8 pays associés à la France au sein de la Communauté économique Européenne.

Ces émissaires auront pour mission d'exposer les points de vue des socialistes français et de s'informer de l'appréciation par les partis socialistes européens des événements actuels avant la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement européens.

Le Bureau Exécutif a également étudié l'évolution des problèmes monétaires internationaux et a précisé quelques points à ce sujet dans le cadre des dispositions du Programme commun de gouvernement de la Gauche.

### Communiqué du 07/11/1973 sur le Chili

Quatre militants socialistes, Fred TABERNA, Jorge SAMPSON, Juan Antonio RUZ et Rodolfo FUENZALIDA, ont été fusillés la semaine dernière par les fascistes du Chili.

Le Parti Socialiste en appelle à la conscience de tous les français pour intensifier le mouvement de solidarité et de soutien à la lutte quotidienne du Peuple chilien.

Tous les Socialistes, tous les Démocrates doivent savoir que le temps qui passe ne fait que rendre plus tragique la situation des travailleurs et des militants chiliens, plus pressante la nécessité de les soutenir.

-Le Parti Socialiste se félicite qu'en dépit des prises de position politiques du Gouvernement français à l'égard de la Junte militaire, l'Ambassade de France à Santiago ait contribué à sauver la vie d'un certain nombre de chiliens et d'étrangers pourchassés.

Le dimanche 4 Novembre, un certain nombre de réfugiés qui avaient trouvé asile dans notre Ambassade sont arrivés à Orly. Malheureusement, la police française leur avait préparé un accueil inadmissible, les empêchant de prendre contact avec les parents et les amis qui les y attendaient.

Le Parti Socialiste proteste contre ces agissements. Il exige que l'accueil de ces réfugiés se fasse dans des conditions compatibles avec les traditions démocratiques de notre peuple.

- Au cours de sa réunion du 7 Novembre, le Bureau Exécutif a reçu le camarade TETELBOIM, Secrétaire Général Adjoint du P.C. Chilien qui venait d'avoir un entretien avec François MITTERRAND. Dans son allocution, a confirmé sa reconnaissance au Parti Socialiste français et à tous les mouvements qui ont manifesté leur solidarité avec les partis de l'Union populaire du Chili

### Communiqué du 14/11/1973 sur l'Espagne

Le 28 octobre dernier, la police espagnole a arrêté à Barcelone 114 travailleurs responsables de l'ensemble des forces politiques socialistes et démocrates de Catalogne.

Le Parti Socialiste exprime sa solidarité avec l'ensemble des travailleurs en lutte pour la justice sociale et le rétablissement de la démocratie en Espagne

### Communiqué du 05/12/1973 sur le Chili

Des informations concordantes font état de la prochaine ouverture du procès de Luis Corvalan, secrétaire général du Parti communiste chilien.

Avec lui, ce sont tous les responsables de l'Unité populaire emprisonnés dans des conditions inhumaines, parmi lesquels l'ancien sénateur Erich Schnake, membre du Bureau du Parti socialiste, ainsi que des milliers d'autres militants, détenus et torturés, qui sont menacés d'assassinat.

Face à l'accentuation d'une répression déjà féroce, le Parti socialiste lance un cri d'alarme.

Le Bureau exécutif demande à toutes les sections, les fédérations du Parti, à toutes les organisations démocratiques, à tous les démocrates d'exprimer leur protestation à l'Ambassade du Chili, 2 avenue de la Motte-Picquet, Paris 7e.

Il faut exiger la libération de tous les démocrates socialistes, communistes, radicaux, chrétiens de gauche.

Il faut amplifier le mouvement de solidarité au peuple chilien en lutte contre la dictature des militaires fascistes.

### Communiqué du 05/12/1973 sur le Portugal

Herminion DA PALMA INACIO, militant ouvrier et socialiste portugais, vient d'être arrêté. Sous des prétextes divers, le gouvernement portugais le prive de toute possibilité de se faire assister d'un avocat. En cela, le gouvernement du Portugal confirme, une nouvelle fois, aux yeux de l'opinion publique, son caractère anti-démocratique.

Le Parti socialiste exprime son inquiétude quant à la façon dont vont être menés les interrogatoires et procès. Il demande au gouvernement portugais de faire respecter les règles les plus élémentaires des droits de l'homme en permettant à Herminion DAPALMA INACIO de se faire assister tout au long de son procès de l'assistance juridique élémentaire. Il se réserve de saisir sur ce plan l'opinion publique et les instances internationales compétentes.

### Communiqué du 19/12/1973 sur le Portugal

Nouvelle vague de répression au Portugal

Depuis quelques semaines une nouvelle vague répressive s'abat sur de larges secteurs de l'opposition portugaise. La présente vague de procès et d'arrestations résulte de l'agitation publique que la divulgation de quelques-uns des massacres commis par l'armée coloniale portugaise au Mozambique en particulier a provoqué. Mais elle prend aussi son origine dans les problèmes de sécurité intérieure posés par la multiplication d'actions armées contre l'appareil militaire colonial, menées par des organisations de différents horizons politiques (ARA, Brigadas Revolucionarias, LUAR).

La crise s'est aggravée, à l'occasion de la dernière « farce » électorale pour le renouvellement de l'Assemblée Nationale (Octobre 1973), au cours de laquelle le régime a usé de la plus grande dureté à l'égard de l'opposition en annulant ou en interrompant des séances électorales et même en arrêtant des candidats.

A cela s'ajoutent les mesures prises à l'encontre des universitaires et des intellectuels.

Le PS dénonce une nouvelle fois le gouvernement fasciste et colonialiste du Portugal et réaffirme sa solidarité avec tous les démocrates et les socialistes qui luttent pour le retour à la démocratie dans leur pays.

### Communiqué du 19/12/1973 sur la Grèce

Le Congrès extraordinaire du Parti Socialiste, réuni à Bagnolet, condamne vigoureusement le rétablissement en Grèce d'un régime militaire et policier qui tend à priver le peuple grec de ses véritables droits démocratiques. Le peuple grec lutte malgré tout contre les forces qui veulent l'empêcher d'exercer ses droits démocratiques. Le Parti Socialiste renouvelle sa pleine solidarité avec le peuple grec en lutte, les jeunes étudiants et travailleurs, tous les démocrates et socialistes grecs, il les assure de sa totale solidarité dans leur combat courageux pour faire de la GRECE un pays démocratique qui pourra ainsi participer, à part entière, à l'avenir de l'Europe.

### Communiqué du 19/12/1973 sur l'Europe du Sud

Un monde qui privilégie la violence sur le droit, l'arbitrage et la justice est exposé, à tout moment, aux excès de la haine et aux explosions de la terreur.

Le Parti Socialiste qui a toujours refusé le terrorisme comme moyen d'initiative politique, condamne cet attentat criminel qui dessert la cause qu'il prétend soutenir.

Il demande aux Nations unies, à tous les gouvernements démocratiques, au gouvernement français, de prendre les dispositions qui s'imposent pour assurer, par tous les moyens possibles, la sécurité et la liberté de déplacement des personnes civiles, étrangères par définition au drame qui bouleverse le Proche-Orient.

1974

### Communiqué du 09/01/1974 sur l'Espagne

Le gouvernement espagnol renforce de toutes les façons possibles la répression et vient de condamner à mort PUIG ANTICH, ouvrier du MOUVEMENT IBERIQUE DE LIBERATION, dont le seul crime et d'avoir réagi par les seuls moyens dont il dispose à la violence du pouvoir franquiste.

### Communiqué du 23/01/1974 sur Soljenitsyne

Le Parti Socialiste n'a pas besoin de rappeler son attachement historique au respect des libertés publiques individuelles et collectives.

C'est le sens même de son combat qui tend, sous toutes ses formes, à la libération de l'Homme.

Dans le cas précis de SOLJENITSYNE, il paraît clair que cet écrivain doit disposer, comme tout, autre, du droit et du moyen de s'exprimer et de diffuser ses écrits quelque appréciation qu'on porte sur ses choix politique et philosophique.

L'intervention de Gilles MARTINET au Journal Télévisé du Dimanche soir 20 Janvier était sur ce plan conforme à la position de fond du Parti.

Cependant, en raison même des conditions suspectes dans lesquelles cette émission a été préparée et réalisée par l'ORTF, et du fait qu'elle n'a pas fait l'objet d'une délibération préalable au sein du Secrétariat du Parti, le Bureau Exécutif estime inopportun le débat public engagé sur cette question.

### Communiqué du 23/01/1974 sur le Proche-Orient

Le bureau exécutif du Parti socialiste considère que le désengagement militaire au Proche-Orient qui vient d'être amorcé par la Conférence de Genève constitue la première étape d'un processus qui doit conduire à l'établissement d'une paix durable dans cette région.

### Communiqué du 13/02/1974 sur Soljenitsyne

Manque

### Communiqué du 20/02/1974 sur le Chili

Manque

### Communiqué du 27/02/1974 sur le Vietnam

A l'occasion du premier anniversaire de la signature de l'accord de Paris sur le Vietnam, le Bureau du Parti socialiste réuni le 27.2.74 tient à renouveler sa solidarité avec le peuple du Sud-Vietnam.

Alors que :

— les États-Unis poursuivent leur engagement militaire et leur ingérence dans les affaires intérieures du Sud-Vietnam en doublant l'aide militaire accordée à l'administration de Saïgon pour l'année fiscale 1974-1975, cette situation constitue une violation des accords de Paris.

— le représentant des États-Unis à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du Droit international humanitaire applicable dans les conflits armés a bloqué la participation du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam qui a adhéré aux quatre conventions de Genève de 1949 sur la protection des victimes de guerre.

Ce fait est contraire aux buts de la conférence ainsi qu'aux procédures établies selon lesquelles les parties adhérentes aux Conventions de Genève ont le droit de participer à la Conférence.

L'Accord de Paris sur le Vietnam et l'Acte de la Conférence internationale sur le Vietnam ont, en effet, l'un et l'autre consacré l'existence au Sud-Vietnam des deux administrations.

Le Bureau du Parti Socialiste demande que le gouvernement français, qui s'est flatté, en son temps, de son action diplomatique en faveur de la paix au sud Vietnam, mette enfin ses actes en accords avec ses déclarations :

— en usant de son influence pour que le GRP puisse participer à la Conférence de Genève.

— en cessant toute politique discriminatoire à l'égard du GRP, ce qui est contraire à l'esprit et à la lettre des Accords de Paris.

Cette attitude est néfaste aux intérêts actuels et futurs de la France, dans la péninsule indochinoise, et compromet la formation d'un Conseil national de réconciliation et de concorde nationales à trois composantes qui représente la seule chance pour la paix au Sud-Vietnam.

Le Parti socialiste demande finalement au gouvernement français de reconnaître le GRP et d'accepter une représentation officielle du GRP en France.

### Communiqué du 06/03/1974 sur l'Espagne

L'exécution de PUIG ANTICH remet une nouvelle fois en lumière la répression exercée en Espagne par le régime franquiste. Cet assassinat, perpétré de sang-froid, confirme, s'il en était encore besoin, le caractère totalitaire du gouvernement espagnol et traduit son inquiétude devant une opinion nationale et internationale de plus en plus scandalisée par le viol des libertés fondamentales en Espagne.

### Communiqué du 10/07/1974 sur la RFA

Le Parti Socialiste se déclare ému et choqué par le verdict qui vient d'être rendu à Cologne au procès de Beate KLARSFELD.

Emu par la sanction trop sévère qui frappe une jeune femme dont le seul tort est de lutter pour l'honneur de son pays en liquidant les séquelles d'un passé trop lourd de sang et de larmes. Choqué par l'attitude des juges allemands qui ont toléré des brutalités policières sur la personne d'anciens déportés et résistants et qui, tout en invoquant l'indépendance de la magistrature allemande, n'ont fait que révéler l'influence persistante de certains groupes sur certains secteurs de la vie de ce pays.

### Communiqué du 10/07/1974 sur l'Afrique du Sud

Manque

### Communiqué du 17/07/1974 sur Chypre

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste dénonce la dernière en date des manifestations agressives du pouvoir militaire—fasciste d'Athènes.

Déjà compromis dans les attentats terroristes d'Italie, le régime des colonels s'engage maintenant ouvertement dans l'aventure extérieure. La subversion, manipulée de Nicosie par des officiers non chypriotes de la Garde Nationale, en est l'aveu flagrant. Ses conséquences peuvent être dramatiques, non seulement parce qu'elles mettent en cause l'indépendance et l'intégrité territoriales d'un Etat souverain, membre des Nations Unies mais aussi parce qu'elles risquent de modifier une des bases du fragile équilibre de la Méditerranée Orientale. Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste s'étonne du silence complice du gouvernement français. Il lui demande de mandater nos représentants aux Nations Unies et au Conseil de Sécurité pour qu'ils apportent un soutien sans équivoque aux autorités légales et démocratiques de CHYPRE, qui avec le soutien de la grande majorité de la population, luttent dans des conditions difficiles, non pas contre une tentative intérieure de Coup d'Etat, mais contre une intervention extérieure ouverte.

Le Parti socialiste se prononce, pour sa part, en faveur de l'exclusion de la Grèce du Conseil de l'Europe, dont elle vient, ouvertement, de trahir la Charte et les obligations.

Il demande, d'autre part, la suspension des engagements économiques préférentiels du Marché Commun à l'égard de ce pays, aussi longtemps que celui-ci sera dominé par un régime qui menace, par son comportement, la liberté et la sécurité des nations du Proche-Orient.

### Communiqué du 24/07/1974 sur la Grèce

Le Bureau exécutif du Parti socialiste se félicite des événements qui viennent d'intervenir en Grèce et ont entraîné la disparition de la scène politique de la Junte militaire qui, depuis plus de sept ans, maintenait le pays sous un régime d'oppression et de tyrannie. Il espère que le nouveau gouvernement saura prendre les mesures qui s'imposent pour le retour de la paix civile et de la vie démocratique dans le pays, par la libération des prisonniers politiques, le rétablissement des libertés civiques, la rénovation de la législation d'exception, la levée de la loi martiale, etc.

Une des premières responsabilités du nouveau gouvernement sera également de contribuer, par toutes les mesures appropriées, au rétablissement de la paix civile à Chypre, en particulier par le rappel des officiers grecs de la Garde nationale.

Le Bureau du Parti socialiste exprime sa confiance aux militants et aux responsables des forces de gauche et du mouvement socialiste et démocratique grec, dont les leaders viennent de quitter l'exil pour reprendre le combat politique dans leur pays.

### Communiqué du 18/09/1974 sur la Grèce

Le Parti Socialiste français suit avec intérêt l'évolution de la situation en Grèce qui a marqué un progrès sensible dans le rétablissement de la démocratie. Il salue les efforts accomplis dans le processus de démocratisation de la vie politique économique et sociale de la Grèce.

Le processus de démocratisation de la vie politique en Grèce est un facteur déterminant dans la solution du problème Chypriote. Le Parti Socialiste, quant à lui, souhaite un règlement pacifique de ce problème dans le cadre de l'indépendance de l'île et le respect de l'existence autonome des deux Communautés.

### Communiqué du 02/10/1974 sur le Chili

La junte militaire de Santiago vient de faire assassiner le général PRATS, ancien chef d'état-major et ancien ministre de Salvador ALLENDE. Quels qu'en aient été les auteurs directs, la responsabilité de ce crime incombe pleinement en effet aux militaires fascistes et félons du Chili. Cet acte témoigne en même temps de l'inquiétude et de l'isolement croissants du régime, conduit par là-même à durcir encore davantage la répression.

### Communiqué du 02/10/1974 sur le Portugal

Une nouvelle tentative des forces réactionnaires pour entraver le cours de la démocratisation du Portugal vient d'être brisée par le mouvement des forces armées, les partis de gauche, le peuple portugais tout entier uni pour défendre ses libertés. Le Parti Socialiste exprime son entier soutien à l'ensemble des forces démocratiques et progressistes du Portugal et assure le Parti Socialiste du Portugal de la solidarité fraternelle de tous ses militants.

### Communiqué du 16/10/1974 sur le Viet Nam

Plus de vingt mois après la signature des Accords de Paris, la guerre continue au Sud Vietnam. Une guerre vietnamisée sans intervention directe des troupes américaines mais avec l'appui des dollars, de l'armement et de dizaines de milliers de conseillers de Washington ; une guerre qui depuis la signature des Accords de Paix a fait encore des centaines de milliers de victimes

Limité en crédits par le vote du Congrès, le gouvernement américain cherche à mobiliser sous le couvert de la Banque mondiale une aide multilatérale par les organismes internationaux et les gouvernements de quinze états; apportant ainsi un soutien moral et financier au gouvernement Thieu des pays d'Europe et d'Australie.

Le Parti socialiste condamne fermement cette tentative et suivra avec vigilance la prise de position du gouvernement français à l'égard de ce problème

Le Parti socialiste réaffirme son soutien aux mouvements populaires, aux formations politiques et religieuses, aux personnalités de la troisième composante, en lutte actuellement au Sud Vietnam.

Le Parti socialiste considère que la seule solution au problème du Sud Vietnam est l'application stricte des Accords de Paris concrétisée dans la déclaration en six points du GRP le 22 Mars 1974.

### Communiqué du 06/11/1974 sur la France

Le BE du Parti Socialiste, la suite du débat de mercredi après-midi à l'Assemblée Nationale sur l'affaire STEHLIN, affaire qui révèle à quel point s'accroît au sein de la majorité présidentielle la conclusion entre les intérêts privés étrangers ou Français et l'intérêt national, donne mandat au Groupe Parlementaire de reprendre sans délai la proposition de loi tendant à nationaliser les entreprises DASSAULT, déposée par FM au cours de la dernière législature.

Il mandate également le Groupe parlementaire pour que l'opinion obtienne toute information sur la présence de parlementaires français dans les Conseils d'Administration de firmes multinationales et de sociétés étrangères.

### Communiqué du 20/11/1974 sur le Viet Nam

Le Parti Socialiste a reçu une délégation du GRP, conduite par Monsieur PHAM DANG SUM. Les deux Partis ont constaté que la violation systématique des Accords de Paris par le régime du Général THIEU avait généralisé l'état de guerre : arrestations, tortures, assassinats, se multiplient.

Les deux Partis dénoncent la répression systématique subie par la population du Sud Viet-Nam et en particulier par l'ensemble des opposants du régime de THIEU. Ils appellent les travailleurs et les démocrates à exiger la fin des engagements militaires américains, l'application des Accords de Paris, et l'établissement à Saïgon d'une administration susceptible de les respecter, comme l'a demandé le GRP, dans sa déclaration du 8 Octobre 1974.

## 1975

### Communiqué du 10/02/1975 sur l'Espagne

Les 11 et 12 février 1975 le Tribunal Suprême de Madrid se saisira du recours formulé par les condamnés du procès dit des « Commissions ouvrières » plus connu sous le nom de procès 1.001. En Décembre 1973, on s'en souvient, le Tribunal d'Ordre Public de la capitale avait condamné Marcelino Camacho, le prêtre Francisco Garcia Salve et huit de leurs camarades à des peines de prison totalisant 162 années. Ils étaient accusés de participation à des réunions illégales en vue de coordonner l'action des « Commissions ouvrières ». L'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate (Parti Socialiste et Mouvement des Radicaux de Gauche) demande avec toute l'opinion publique internationale que ce verdict monstrueux soit cassé et les prisonniers de Carabanchel immédiatement libérés. L'UGSD demande, en outre, au moment où en Espagne même une pétition en ce sens vient de rassembler 160.000 signatures, la libération de tous les prisonniers politiques sans exception. Il est inadmissible que l'exercice normal du droit et du devoir du citoyen proclamés par la déclaration des droits de l'homme continue d'être considéré en Espagne comme un crime et réprimé comme tel. Avec le peuple espagnol qui lutte aujourd'hui avec une détermination croissante, socialistes et radicaux de gauche continueront de mener le combat pour le rétablissement des libertés essentielles au-delà des Pyrénées.

### Communiqué du 5/03/1975 sur la CEE

Manque.

### Communiqué du 12/03/1975 sur la CEE

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste adresse ses chaleureuses et amicales félicitations à Georges SPENALE pour son élection à la Présidence du Parlement européen où il représente depuis plus de 10ans les Socialistes français.

### Communiqué du 12/03/1975 sur le Portugal

Le Bureau Exécutif du Parti socialiste se réjouit de l'échec de la tentative de coup d'Etat contre-révolutionnaire au Portugal. Il confirme sa solidarité avec le gouvernement du Portugal et l'ensemble des forces civiles et militaires pour consolider la démocratie et ouvrir la voie au socialisme.

La mobilisation de l'ensemble du mouvement ouvrier et de l'opinion démocratique en Europe est de la plus haute importance pour assurer un environnement favorable au développement du processus engagé le 25 Avril 1974. Le Parti socialiste entend, pour sa part, tout faire pour y contribuer.

### Communiqué du 09/04/1975 sur le Viet Nam

La campagne tendancieuse développée par l'information officielle ne peut donner le change. La situation actuelle au Vietnam confirme brutalement la faillite d'une politique et d'un régime.

Faillite d'un régime : celui de Saigon qui, corrompu et brutal, se décompose sous nos yeux, voyant des pans de son armée se disloquer, abandonnant des régions entières, provoquant des mouvements de panique dans la population.

L'échec de la politique américaine et du régime Thieu -qui pour les socialistes était inscrit dans les faits-, entraîne de nouvelles souffrances pour les populations vietnamiennes.

Le Parti socialiste fera tout ce qui est en son pouvoir pour apporter à ces dernières son aide matérielle et financière.

Le Parti socialiste pense que c'est dans la pleine application des accords de Paris par les parties en cause (comme s'y déclarent prêt le G.R.P. et la "troisième composante") et par l'établissement à Saigon d'un gouvernement de concorde nationale susceptible d'en garantir le respect, que peut être trouvée une solution politique propre à ramener la paix et la justice dans un pays depuis trop longtemps malmené par l'histoire. Le Parti socialiste rappelle qu'il a demandé à plusieurs reprises depuis la signature des Accords de Paris au gouvernement français de reconnaître le GRP.

### Communiqué du 16/04/1975 sur Divers

La réunion des pays industrialisés et des producteurs de pétrole et de matières premières, que l'on avait baptisé « conférence Giscard », n'a pas dépassé le stade de la réunion préparatoire.

La fermeté des pays producteurs, leur adhésion à une position commune exprimée plus particulièrement par l'Algérie, ont fait échouer cette stratégie. Les pays riches ne pourront plus dicter leurs conditions aux Etats qu'ils ont si longtemps exploités.

Un nouveau type d'échanges internationaux doit, comme le Parti Socialiste l'a toujours soutenu, être fondé sur la définition d'objectifs communs et la recherche d'avantages mutuels, permettant d'une part un développement concerté des uns et des autres, conforme aux aspirations de leurs peuples, et d'autre part, l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial »

### Communiqué du 16/04/1975 sur l'URSS

Après délibération du Bureau Exécutif, il a été décidé que la délégation du Parti socialiste français se rendra à MOSCOU le 23 Avril.

### Communiqué du 16/04/1975 sur le Japon

Le Bureau Exécutif se félicite de la victoire des candidats de gauche aux élections municipales japonaises. Il rappelle le récent voyage de François MITTERRAND qui avait pu, sur place, rencontrer les différents leaders de la gauche japonaise et favoriser leur entente pour ces élections.

### Communiqué du 28/05/1975 sur le Djibouti

Le Bureau Exécutif après avoir entendu l'exposé du Délégué National aux TOM-DOM et celui de Monsieur Ahmed DINI, ancien Ministre, membre du Comité Directeur de la Ligue Populaire Africaine pour L'Indépendance affirme sa solidarité avec le juste combat mené par les populations du TFAI contre la dictature du gouvernement de Monsieur Ali AREF. Il proteste contre la fraude électorale qui sévit à chaque scrutin et condamne les conditions dans lesquelles des pouvoirs exorbitants ont été conférés au chef du gouvernement local sans que le Parlement français ait été saisi.

Enfin il dénonce l'usage qui est fait par Monsieur Ali AREF des fonctionnaires français, civils et militaires, en service dans le TFAI.

Le Bureau Exécutif a assuré la Ligue Populaire Africaine pour L'Indépendance, seul parti d'opposition légalement constitué dans le Territoire, de son appui fraternel. Il rappelle à cette occasion que le Groupe Parlementaire du P.S. a déposé sous la signature d'Alain VIVIEN, une proposition de loi tendant à instituer une Commission d'enquête dans les TOM-DOM.

### Communiqué du 28/05/1975 sur le Portugal

Dans la phase actuelle du processus révolutionnaire au Portugal, le PSP a clairement exposé sa position qui se fonde :

- sur le souci, maintes fois réaffirmé, de respecter les engagements contractés envers le Mouvement des Forces Armées, et plus précisément, le pacte signé avant les élections ;
- sur le désir de mobiliser ses militants et les masses qui lui ont manifesté leur soutien pour bâtir une société socialiste ;
- sur l'intransigeante volonté de ne céder en rien sur les principes devant régir une démocratie et notamment sur le plein exercice de la liberté d'association et d'expression qui comporte en particulier l'élection démocratique des municipalités et celle des responsables syndicaux à tous les niveaux.

C'est ainsi que le PSP mène un juste combat pour la réparation du quotidien antifasciste « REPUBLICA » occupé en violation de la légalité démocratique.

Le Parti socialiste français tient cette attitude pour exemplaire et renouvelle, à ses camarades portugais, l'expression de sa complète solidarité.

### Communiqué du 04/06/1975 sur la France

L'aboutissement du projet de fusion entre la société CII et Honeywell-Bull reviendrait à remettre toute l'informatique française entre les mains du trust multinational Honeywell. Celui-ci, en effet, malgré les 53% de parts françaises, détiendrait toujours le pouvoir de décision : études fondamentales, orientation des produits, marché à l'exportation qui lui est soumis. Une société multinationale d'informatique ne fait que développer sur le plan national une sous-traitance généralisée de produits conçus et réalisés ailleurs.

Le Parti socialiste a déposé une proposition de loi visant à une nationalisation de ces deux compagnies qui permette de garantir l'emploi des salariés, d'assurer une politique autonome de l'informatique et d'assurer une coopération sur une base égalitaire avec d'autres pays. Seule cette mesure permettra de sauvegarder à la fois le patrimoine informatique national et l'intérêt des travailleurs.

Le succès remporté par François MITTERRAND lors du meeting organisé le 29 Mai devant le siège social de la section socialiste Honey-well-Bull, la chaleur de l'accueil, montrent l'adhésion de plus en plus grande des travailleurs aux propositions et aux actions du Parti socialiste.

Le Parti socialiste réaffirme son soutien à la lutte engagée par les travailleurs d'Honeywell-Bull et de la CII.

### Communiqué du 04/06/1975 sur le Portugal

Le Parti Socialiste salue la visite à Paris du Président de la République Portugaise, le général COSTA GOMES.

Il affirme sa solidarité avec les travailleurs du Portugal en lutte pour détruire dans leur pays les racines du fascisme qui y a sévi pendant 48 ans et son appui au processus révolutionnaire qui ouvre la voie à la démocratie et au socialisme.

Le Parti Socialiste attend du gouvernement français le développement des relations économiques et financières avec le Portugal. Il exige la cessation des facilités dont bénéficient les fascistes portugais pour développer leurs activités sur le territoire français.

### Communiqué du 02/07/1975 sur la France

Dans la nuit de samedi à dimanche, les C.R.S. sont intervenus une nouvelle fois chez Chausson, en expulsant les grévistes de Gennevilliers et Meudon.

Le Parti Socialiste condamne les attitudes de la direction qui, encouragés par les organisations patronales et le Pouvoir, multiplie les revendications particulièrement légitimes, c'est-à-dire une augmentation uniforme des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la fin des brimades racistes à l'égard des travailleurs étrangers. Le Parti Socialiste salue la lutte des travailleurs français et immigrés, unis derrière leurs organisations syndicales et les assure de son soutien.

### Communiqué du 30/07/1975 sur le Portugal

LE BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE rend publique une fois de plus sa pleine solidarité avec le combat du Parti Socialiste portugais et avec son Secrétaire Général Mario SOARES dont les choix clairement exprimés à de multiples reprises, sont ceux du socialisme démocratique et autogestionnaire.

Le Parti socialiste français considère comme une donnée fondamentale du processus révolutionnaire qui doit conduire au socialisme le respect du suffrage universel et la libre expression des citoyens.

Il exprime son inquiétude devant les décisions récentes qui font d'une fraction du M.F.A. le seul détenteur réel du pouvoir au Portugal et ignorent la volonté exprimée par le peuple portugais lors des élections à l'Assemblée Constituante.

Il regrette de constater que le Parti communiste portugais ne se trouve pas du côté du respect du suffrage universel et qu'il approuve la réduction du rôle des partis politiques.

Il condamne avec la même fermeté et les violences dont sont victimes les militants socialistes, et la mise à sac de permanences communistes et les agissements de toutes sortes qui en se développant, aggravent la situation présente.

LE BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE souhaite que le Portugal, libéré du fascisme s'engage dans les prochaines semaines par le moyen d'un plan économique et d'un gouvernement représentatif de sa volonté populaire sur le chemin du socialisme dans la liberté.

Adopté par 10 voix contre 2

### Communiqué du 29/10/1975 sur l'Espagne

La fin du long gouvernement du Général Franco, qui depuis 1939 exerçait un pouvoir dictatorial et sanguinaire sur l'Espagne, à la suite de la défaite militaire de la République acquise avec l'appui des régimes fascistes d'Allemagne et d'Italie, n'implique pas par elle-même l'avènement d'une ère nouvelle fondée sur la démocratie et le respect des droits de l'Homme.

Par contre, la lutte des démocrates espagnols va connaître, à partir d'aujourd'hui, une dimension nouvelle, leurs responsabilités s'accroître également d'autant. L'héritier désigné par le dictateur et son complice direct depuis 6 ans dans la conduite de la répression apparaît déjà comme totalement disqualifié pour parler au nom du peuple espagnol.

Aujourd'hui, face à cette situation nouvelle, la responsabilité accrue de la gauche espagnole est de faire en sorte

que s'amplifient les actions de masse dans tous les milieux : ouvriers, universitaires, régionalistes, autonomistes, pour provoquer la rupture démocratique et la mise en place d'un gouvernement provisoire, représentatif de tous les secteurs démocratiques espagnols sans exclusive. La première tâche de ce gouvernement serait de rétablir les libertés fondamentales et d'organiser une libre consultation des peuples d'Espagne qui, seuls, peuvent décider souverainement de l'avenir institutionnel de l'Etat. C'est ce qu'ont déclaré à plusieurs reprises les différentes organisations de gauche qui luttent sur le sol espagnol.

Les socialistes français mettront tout en œuvre pour aider les organisations démocratiques d'Espagne et notamment le PSOE et l'UGT dans un combat qui va connaître une nouvelle ampleur et est déjà chargé d'un nouvel espoir.

### Communiqué du 19/11/1975 sur le Sahara Occidental

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste a débattu du problème du Sahara Occidental.

Le Parti Socialiste pense que tout doit être fait pour permettre aux sahraouis d'exprimer librement leur volonté (sous le contrôle des organisations internationales).

Une consultation démocratiquement organisée sera en effet le moyen le plus sûr de respecter le vœu des populations et de garantir la paix dans cette région.

### Communiqué du 26/11/1975 sur les Comores

Le Bureau Exécutif rappelle les principes fondamentaux qui doivent présider à toute consultation dans les Départements et Territoires d'Outre-Mer : droit à l'autodétermination, non balkanisation, organisation démocratique des scrutins.

-que le droit à l'autodétermination a été arbitrairement restreint par la majorité gouvernementale au Parlement lors des Scrutins des 23 novembre 1974 et 3 juillet 1975.

-que le principe de la non-balkanisation n'a pas été respecté,

-que la consultation démocratique de la population n'a pas eu lieu en l'absence de tout état civil et de toute liste électorale régulière.

Par ailleurs le Bureau Exécutif constate que la proclamation multilatérale de l'indépendance, le 6 juillet 1975, et la reconnaissance du nouvel état par les instances internationales (ONU le 12 novembre 1975), les COMORES ne participent plus de la République Française.

Il demande en conséquence, aux deux groupes parlementaires

1 – d'opposer une exception de recevabilité au projet de loi gouvernemental N°1951,

2 – si cette exception est rejetée, de dénoncer les erreurs et les conséquences de la politique gouvernementale vis-à-vis de l'Archipel et de voter contre le projet.

### Communiqué du 26/11/1975 sur l'Espagne

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste proteste énergiquement contre la décision du Président de la République de participer personnellement aux fêtes du couronnement de Juan CARLOS, lui apportant ainsi un chèque en blanc.

Le Parti Socialiste rappelle que Juan CARLOS ne détient sa légitimité que par la seule volonté de Franco, se plaçant ainsi en continuateur d'un régime dictatorial qui a asservi l'Espagne pendant près de quarante ans.

Le Parti Socialiste soutient la revendication du P.S.O.E. et de l'ensemble des forces démocratiques et populaires espagnoles qui exigent, non pas une grâce partielle qui ne touche qu'une faible partie des détenus mais une véritable amnistie permettant la libération immédiate de tous leurs prisonniers politiques, le retour des exils et l'organisation d'élections libres et démocratiques qui, seules, peuvent fonder la légitimité du pouvoir en Espagne.

### Communiqué du 02/12/1975 sur le Chili

Le PARTI SOCIALISTE note l'isolement international croissant de la junte chilienne, les divisions qui apparaissent en son sein comme conséquence de l'échec économique et social de sa politique. Aujourd'hui, la solidarité internationale avec le CHILI en lutte contre le fascisme doit s'affirmer avec d'autant plus de vigueur que la solution choisie par la junte pour résoudre ses difficultés est une répression dont la violence rappelle celle des premiers jours qui ont suivi le coup d'état. Les arrestations de Manuel DINAMARCA, ancien secrétaire général de la C.U.T., d'Ivan NUNEZ, ancien dirigeant du syndicat des enseignants SUTE, de Carlos MORAL, syndicaliste, enseignant, tous les trois membres du PARTI SOCIALISTE Chilien, les assassinats des cadres du PARTI COMMUNISTE Chilien, l'arrestation de religieuses et de religieux et la dissolution du Comité pour la Paix, les menaces qui pèsent sur la vie de Pascal ALLENDE et Nelson GOUTTIERZ, dirigeant du M.N.R. et les provocations

auxquelles se livre la junte concernant une soi-disant condamnation à mort par le Comité Central de leur mouvement, sont les manifestations les plus visibles d'une répression de masse fondée sur la terreur. Le PARTI SOCIALISTE français lance un appel solennel à tous les hommes épés de liberté et de justice, pour qu'ils manifestent auprès des autorités chiliennes leur indignation auprès du peuple chilien, leur solidarité.

## Communiqué du 03/12/1975 sur les États-Unis

Manque

## Communiqué du 03/12/1975 sur Divers – Europe occidentale

Le malaise de l'Armée est un fait qui n'est pas nouveau. Il est la conséquence de la politique gouvernementale. Rien n'a été fait, en temps opportun, pour le dissiper, malgré les engagements pris et notamment les promesses de libéralisation du Service militaire faites par le Général BIGEARD lorsqu'il est devenu Secrétaire d'Etat.

Le nouveau règlement de discipline générale prévoit (article 17) la participation des soldats à la vie des collectivités militaires. Il n'est pas appliqué. C'est une preuve de plus des tergiversations gouvernementales.

Les socialistes demandent que les soldats responsables au sein des commissions prévues par ce règlement soient le plus tôt possible désignés par tous les appelés. L'aspiration des militaires d'active à pouvoir débattre collectivement de leurs conditions matérielles, de leur carrière, des conditions d'application de leur mission est parfaitement légitime. De même que se justifient les revendications des appelés sur :

- leurs conditions matérielles d'existence (solde, rapprochement du domicile),
- les libertés démocratiques élémentaires
- droit d'expression, d'information, et d'association, libertés totales en dehors du service
- la suppression des brimades et des punitions injustifiées

Ce sont ces aspirations qu'exprime la revendication des Comités de Soldats représentatifs. C'est le refus du pouvoir de toute réforme sérieuse qui renvoie ceux-ci aux comportements antimilitaristes au demeurant minoritaires.

Comme le précisèrent les positions de la Convention des appelés pour l'Armée nouvelle, « nous refusons la technique de constitution de groupe ultra-minoritaire « d'avant-garde » pour prôner au contraire, des Comités de Soldats réellement représentatifs ».

Il ne s'agit nullement d'entretenir une opposition stérile entre appelés et encadrent, mais d'établir, au contraire, un lien entre la Nation et son Armée, instrument et garantie de l'indépendance nationale.

En R.F.A., en Belgique, en NORVEGE, en HOLLANDE, en FINLANDE, des Commissions ou des Comités de Soldats ont été créés pour désigner des « hommes de confiance » représentant les soldats pour traiter les conditions de service avec leurs supérieurs. Cela est conforme au projet de recommandation émis par l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale le 14 novembre 1974.

Le malaise de l'Armée à tous les échelons vient aussi du fait que ni le gouvernement, ni le Président de la République n'ont défini depuis l'élection de M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING les missions des Forces Armées Françaises.

Le BUREAU EXECUTIF du PARTI SOCIALISTE rappelle que l'ensemble de la Gauche représente près de la moitié des Français. En s'en prenant comme il l'a fait au PARTI SOCIALISTE et à l'ensemble de la Gauche Française, M. CHIRAC a contribué à aggraver le malaise.

Le PARTI SOCIALISTE a demandé au gouvernement de fixer avant la fin de la session un débat sur le Service militaire, sur le malaise dans l'Armée, sur l'organisation de la Défense et sur les missions des Forces armées françaises. En ne répondant pas à cette demande, le gouvernement porte atteinte gravement à l'organisation de la Défense en France.

Qui plus est, le pouvoir a choisi la répression par l'intermédiaire d'une juridiction d'exception – la Cour de Sûreté dont le PS a constamment demandé la suppression. A cet égard, le PS élève une forme de protestation contre l'inculpation de quinze appelés. Il constate que la détention préventive contre laquelle le gouvernement s'est récemment prononcé à l'occasion de l'incarcération de certains patrons, frappe plus rigoureusement des jeunes appelés et des responsables syndicaux dont le PS demande la libération immédiate.

Adopté à l'unanimité

## Communiqué du 10/12/1975 sur la RFA

Le Parti Socialiste est très vivement ému par les informations concernant la répression exercée, à l'égard de plusieurs militants socialistes et communistes, dans la Fonction Publique en Allemagne Fédérale. Il demande au Parti Social-Démocrate SPD d'intervenir avec énergie auprès du Gouvernement allemand pour

que ces mesures discriminatoires soient immédiatement rapportées et pour que les garanties démocratiques inscrites dans la loi Fondamentale allemande soient appliquées sans réserves.

## 1976

### Communiqué du 07/01/1976 sur l'Angola

Sur l'Angola, le parti socialiste s'inspire des principes suivants : droit à l'indépendance, respect de l'intégrité territoriale.

Le parti socialiste a, le 11 novembre dernier, salué l'indépendance de l'Angola et, à cette occasion, adressé un message à Agostinho NETO, dirigeant du MPLA, considérant que ce mouvement représente l'élément principal de la lutte pour l'émancipation du peuple angolais.

Le parti socialiste soutiendra tous les pas en avant qui pourront être faits pour favoriser le retour à la paix et permettre aux populations angolaises de décider librement de leur destin.

### Communiqué du 04/02/1976 sur Madagascar

Le PARTI SOCIALISTE français suit avec la plus grande attention l'évolution de la situation politique à MADAGASCAR.

Il rappelle sa position officielle, définie en Bureau Exécutif le 10 juillet 1974, qui est de n'entretenir présentement de relations privilégiées avec aucun parti politique malgache.

- le respect des libertés civiles et politiques fondamentales dans les formes spécifiques qu'elles prennent selon les contextes sociaux et économiques,
- la lutte contre la domination du capital étranger et les rapports inégaux entre nations,
- la recherche d'une politique économique conçue et exécutée par le peuple et pour le peuple, c'est à dire d'abord dans le Tiers-Monde, la masse des paysans déshérités et des prolétaires urbains,
- la volonté de faire de l'Océan Indien une zone de paix, et le refus de toute alliance avec les sous-impérialismes qui tentent de faire la police dans cette zone,

### Communiqué du 23/02/1976 sur l'Algérie

A PARIS, LYON, STRASBOURG, une série d'attentats ont été perpétrés durant le weekend contre des locaux de la République Algérienne. Ceux-ci surviennent alors que les actes de terrorisme commis ces dernières années contre des établissements et des travailleurs algériens en FRANCE, restent impunis.

Pour le PARTI SOCIALISTE, l'amitié entre les peuples algériens et français est un patrimoine commun qui doit être entretenu et enrichi. Il tient à marquer sa solidarité aux travailleurs et à la population algérienne en FRANCE.

### Communiqué du 16/03/1976 sur la France

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste, après avoir examiné la situation créée par la décision gouvernementale de laisser flotter le franc, constate que l'affaiblissement de notre monnaie est une manifestation de plus de l'échec de la politique économique et sociale du Président de la République et de son gouvernement. Cette dévaluation de fait résulte en effet des spéculations engagées au vu de la détérioration de notre balance des paiements, de l'ampleur du déficit budgétaire attendu pour 1976, et de la reprise déjà perceptible de l'inflation. Les cours des changes n'enregistrent que des résultats de mouvements économiques profonds, et c'est à ces trois problèmes qu'il faut porter remède. Les transformations de structures proposées par les forces de gauche sont la seule solution possible.

Enfin, la sortie du serpent confirme l'échec de la politique européenne du pouvoir - le libéralisme économique n'est plus aujourd'hui que l'anarchie monétaire, et ce n'est pas sur ces bases, que pourra se construire l'Europe - .Le flottement du franc démasque aussi les engagements de Rambouillet, qui n'étaient qu'un nuage de fumée.

Le Parti Socialiste juge en outre essentiel de poser quelques questions :

- Pourquoi les comptes de la Banque de France sont-ils présentés de manière qu'il soit impossible de savoir quelles pertes en devises la France a subies ?
- Combien a coûté le fait que cette décision, inéluctable depuis une semaine, a été reportée jusqu'au dimanche 14 dans la nuit pour ne pas effaroucher quelques électeurs supplémentaires.

Le chiffre de 2 milliards-et-demi de dollars perdus cette semaine-là a été cité. Est-il exact ?

Il représente plus que le coût pour un an des 150.000 emplois publics dont la création a été prévue dans le programme socialiste.

Le Gouvernement annonce qu'il entend "tout de même" soutenir le franc en chute. Où compte-t-il en prendre les moyens s'il ne fait pas de changements structurels profonds, puisque le pays a perdu en une semaine l'équivalent de tous ses excédents de commerce extérieur enregistrés en 1975 ?

### Communiqué du 07/04/1976 sur l'Espagne

Le BE du PS s'élève avec force contre l'arrestation, en Espagne, de plusieurs leaders syndicalistes. Cette répression touche directement les représentants des travailleurs et est une nouvelle preuve du caractère fallacieux de la prétendue libéralisation du régime proclamée à cors et à cris par le gouvernement post-franquiste.

Le Parti Socialiste, quant à lui, réaffirme son appui total à la lutte des travailleurs espagnols pour parvenir à la rupture démocratique.

### Communiqué du 14/04/1976 sur le Brésil

Le PS s'élève contre la venue en France du Général GEISEL, dictateur brésilien, qui séjournera à Paris du 26 au 28 avril à l'invitation de M. Giscard d'Estaing.

Le général Geisel vient à Paris demander au gouvernement et aux grandes firmes françaises d'investir dans son pays afin de tenter de le sortir de la crise économique où l'a plongé 12 ans de dictature militaire. Et en effet, attirées par le très bas prix de la main-d'œuvre brésilienne, des firmes comme Rhône-Poulenc, Peugeot, Creusot Loirs, etc... Dans le même temps où elles licencient ou menacent de licencier des milliers de travailleurs français, implantent des filiales au Brésil. Elles espèrent y réaliser des taux de profit élevés grâce à l'exploitation outrance de la classe ouvrière brésilienne que leur promet le régime dictatorial.

Le Parti Socialiste dénonce l'appui que leur apporte le pouvoir giscardien, au détriment des peuples français et brésilien. Il demande au gouvernement français d'annuler l'invitation du Général GEISEL. Pour sa part, le Parti Socialiste tient à apporter son soutien à la campagne qui se développe au Brésil pour l'amnistie générale et sans restriction de tous les prisonniers, exilés et bannis politiques.

Il affirme sa solidarité avec la lutte des travailleurs brésiliens pour l'exercice effectif de leurs droits politiques et syndicaux. Le Parti Socialiste s'élève contre toutes les formes de censure auxquelles est soumise la presse brésilienne. Il soutient le peuple brésilien dans son combat pour la reconnaissance de ses droits démocratiques et pour son indépendance.

### Communiqué du 21/04/1976 sur Djibouti

Le PS déclare que le Territoire de DJIBOUTI a vocation à l'indépendance. A la veille du processus d'émancipation qui paraît s'engager, il rappelle que les consultations prochaines, comme le demande la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance de Djibouti, doivent être loyales et sincères. Pour y parvenir, le retrait du Président du Conseil de Gouvernement s'impose comme préalable à toute concertation.

Par ailleurs, le Parti Socialiste réaffirme solennellement la nécessité d'une refonte totale de la législation sur la nationalité qui conditionne la révision des listes électorales. Cette refonte et cette révision doivent être opérées par l'administration française sous le contrôle des formations politiques représentatives du Territoire. Le Parti Socialiste déclare enfin que la souveraineté du futur Etat de Djibouti doit être entière et que pour prévenir tout risque d'ingérence étrangère, il convient d'écarter tout système de garantie autre que la participation de plein droit du nouvel Etat aux instances internationales.

### Communiqué du 05/05/1976 sur le Tiers-Monde

Le Parti Socialiste salue l'ouverture de la Quatrième, Conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement.

Les pays du Tiers-Monde attendent des pays Industrialisés, au cours de cette Conférence, l'ouverture d'une véritable négociation sur les problèmes les plus urgents pour leur développement :

- organisation des marchés des matières premières,
- accroissement de l'Aide au développement,
- mise en œuvre d'un nouvel ordre économique.

Ils ont tiré ensemble à Manille les conclusions du piétinement de la Conférence sur la Coopération économique, dû au refus des pays industrialisés d'accepter les concessions indispensables pour asseoir les relations économiques internationales sur des bases plus équitables.

Les propositions contenues dans la Charte de Manille constituent une plateforme de négociation sérieuse pour éviter l'échec du dialogue Nord-Sud.

Le risque d'échec est évident si tous les pays industrialisés s'alignent sur la position des États-Unis, qui entendent bien persévérer l'essentiel de l'ordre économique actuel.

L'intérêt de la France n'est pas de se rallier aux positions des États-Unis.

Pour faire avancer les négociations, il lui revient au contraire :

- de favoriser l'instauration de nouvelles règles commerciales internationales reposant sur :
- l'organisation des marchés des produits de base,
- la création de stocks régulateurs dotés d'un fonds commun de financement,
- la fixation de, prix équitables pour le consommateur et rémunérateurs pour le producteur.
- de prendre des engagements précis en matière d'aide au développement :
- consacrer 0,7% du PNB à l'aide publique au développement (hors DOM-TOM) avant la fin de la deuxième décennie du développement
- accepter un moratoire des dettes accumulées par les pays les plus démunis.
- d'apporter une contribution active aux transferts de technologies que demande le Tiers-Monde en prenant une part décisive à leur équipement et à leur industrialisation,
- de contribuer à l'instauration d'un nouveau système monétaire internationale, plus stable et équitable

Pour leur part, les socialistes français savent que l'instauration de relations économiques plus équilibrées entre pays industrialisés et pays du Tiers-Monde suppose une transformation radicale de la nature des échanges internationaux.

Ils appuient les revendications du Tiers-Monde qui, tout en demandant un effort aux pays industrialisés, vont dans le sens d'un développement équitable des nations riches et pauvres.

### Communiqué du 26/05/1976 sur le Liban

La proposition du Président de la République d'envoyer des troupes françaises au Liban doit être considérée comme une initiative aventureuse formulée avec légèreté.

D'ailleurs elle a provoqué immédiatement des réactions négatives de la part de l'ensemble des parties intéressées qui ont jugé inopportune une telle initiative. Les formations progressistes musulmanes libanaises, les organisations palestiniennes, certaines forces chrétiennes représentatives (notamment le parti de M. Eddé), le gouvernement d'Israël et les gouvernements arabes ont tous exprimé leurs inquiétudes et leur désapprobation. Cette initiative révèle une étonnante méconnaissance de la situation au Liban et dans la région (où le gouvernement a pourtant envoyé MM. GORSE et COUVE DE MURVILLE), Elle méconnaît l'attachement des libanais et des peuples arabes à leur indépendance et leur volonté de régler eux-mêmes leurs propres problèmes, aussi délicats soient-ils. Elle donne crédit à la thèse d'un "complot" extérieur à la région et complique gravement la tâche de ceux qui, sur place, s'efforcent de maîtriser le conflit et de rapprocher les protagonistes.

Elle procède d'une conception tout à fait dépassée et en tout cas inacceptable, qui est celle de la responsabilité directe des puissances extérieures dans; les conflits régionaux. La France ne doit pas devenir le gendarme de la Méditerranée.

Rien ne peut donc justifier une telle position.

Aux yeux du Parti Socialiste, le conflit libanais, dans l'Etat actuel des choses, ne peut trouver de solution que de trois façons : Il peut être réglé par les libanais eux-mêmes et notamment dans le cadre de la "table ronde" préconisée par le nouveau président E. Sarkis. Il peut être porté par l'ensemble de parties intéressées devant une instance régionale. Il peut enfin être abordé dans le cadre des instances de la sécurité collective, et notamment les Nations-Unies. Dans ce cadre-là, la France pourrait alors jouer un rôle positif en faveur de la paix et du règlement du conflit, en respectant la souveraineté et l'indépendance de tous les Etats.

L'intérêt véritable du Liban est de trouver en lui-même la force et la volonté de régler ses propres problèmes.

### Communiqué du 26/05/1976 sur l'Amérique latine

L'assassinat en Argentine de deux députés uruguayens GUTIERREZ RUIZ et ZELMAR MICHELINI confirme les craintes exprimées par le Comité Directeur du Parti Socialiste du 3 et 4 Avril 1976. Il révèle une collusion entre les régimes argentin et uruguayen dans le but d'anéantir toute opposition, quelles que soient ses formes, à l'instauration de dictatures dont la brutalité n'a que peu d'exemples. Après le Brésil, l'Uruguay, le Chili, c'est au tour de l'Argentine "d'expérimenter" un modèle militaire dont les caractéristiques sont la répression, la baisse du pouvoir d'achat de la population, la perte de l'indépendance nationale. Le Parti Socialiste déclare qu'il est de la responsabilité de tous les pays démocratiques de dénoncer le processus qui vise à imposer à un nombre croissant de pays d'Amérique Latine des régimes anti-démocratiques et anti-populaires, et d'affirmer leur solidarité avec ceux qui, sur place, luttent pour le retour à la démocratie et à la liberté.

### Communiqué du 02/06/1976 sur l'Afrique du Sud

En acceptant que des firmes françaises construisent en Afrique du Sud deux centrales nucléaires, le Gouvernement français a pris une décision d'une extrême gravité.

Même si ces deux usines ne contribuent pas directement, comme elles le pourraient, à fournir au Gouvernement de Prétoria l'arme atomique dont il a manifesté l'intention de se doter, elles permettront à ce pays de mieux connaître des techniques dont il fera un redoutable instrument de chantage.

La préférence donnée par les Sud-Africains à des firmes françaises est surtout une prime donnée à la politique du gouvernement français, qui annonce solennellement un embargo sans effet sur des armes quand l'Afrique du Sud peut les fabriquer seule, sous licence française et qui continue de lui livrer des navires de guerre.

Officiellement chantre de la Coopération avec les Etats d'Afrique noire, le gouvernement français est au premier rang de ceux qui apportent leur soutien à un régime mis au ban de l'Afrique et condamné par l'ONU.

Le Parti Socialiste dénonce un accord qui ruine notre crédit auprès des peuples d'Afrique et provoque un périlleux accroissement des tensions dans le sud du continent.

### Communiqué du 16/06/1976 sur l'Inde

Un des principaux dirigeants de l'opposition en Inde, Georges FERNANDES, président du Parti Socialiste, de l'Union des syndicats de cheminots et éditeur d'un journal d'opposition jusqu'en juin 1975, a été arrêté le 10 juin 1976 par les services spéciaux indiens.

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste proteste contre cette arrestation et demande au gouvernement indien de libérer le leader socialiste.

NB : unanimité

### Communiqué du 23/06/1976 sur l'Afrique du Sud

La répression qui s'exerce en Afrique du Sud, les émeutes qu'elle suscite dans la population africaine sont le produit logique de l'apartheid.

Le Parti Socialiste proteste avec force contre la répression sanglante dont est responsable le gouvernement Vorster. Il rappelle sa condamnation d'une politique : celle de l'apartheid, qui prive la majorité noire d'Afrique du Sud de ses droits fondamentaux et conduira la minorité blanche dans l'impasse.

Le Parti Socialiste attend du gouvernement français, qui a armé les forces répressives d'Afrique du Sud, qu'il mette fin à sa politique de collaboration avec ce régime raciste.

Le Parti Socialiste, qui a participé à la manifestation anti-apartheid qui s'est déroulée lundi dernier devant l'ambassade d'Afrique du Sud, s'associera aux nouvelles protestations envisagées par les forces démocratiques.

### Communiqué du 28/07/1976 sur le Sénégal

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste proteste contre la décision injustifiée d'expulsion hors du Territoire français de MOUSSA KONATE.

Le Parti Socialiste demande qu'elle soit rapportée.

### Communiqué du 28/07/1976 sur la RFA

Le BE du PS a entendu les comptes rendus des dernières délégations effectuées au nom du Parti à Moscou et à Bonn.

Le Bureau Exécutif a confirmé à cette occasion ses prises de position antérieures ainsi que les déclarations des dirigeants du Parti concernant les préoccupations que lui inspirent d'une part le problème des limitations apportées à l'accès dans la fonction publique en R.F.A., et d'autre part l'attitude politique révélée par les déclarations d'Helmut SCHMIDT après la Conférence de PORTO RICO. Le problème des libertés publiques en Allemagne Fédérale et en France fera l'objet d'échanges de vues dans le cadre de l'un des trois Groupes de travail mis en place par le S.P.D. et le P.S. à cette occasion.

### Communiqué du 13/08/1976 sur le Liban

Après 54 jours de combat particulièrement meurtriers, notamment pour les populations civiles, le camp de TELL EL ZAATAR est tombé.

Le PS réaffirme la nécessité du maintien de l'unité territoriale et de l'indépendance du Liban.

Nul Etat ne peut s'arroger le rôle de tuteur de ce pays.

Les conditions de liquidation du camp de TELL EL ZAATAR nous font craindre de nouvelles exécutions massives de combattants Palestiniens, voire de populations civiles.

L'attitude des forces conservatrices et le rôle joué par les grandes puissances ont empêché jusqu'à présent, toute solution négociée, susceptible de mettre fin au drame du Liban. Le Parti Socialiste appelle tous les belligérants à une négociation globale qui devrait s'engager sous l'égide d'une instance internationale qualifiée à laquelle il serait nécessaire que la France apporte tout son appui.

### Communiqué du 15/09/1976 sur le Liban

A l'approche du 23 Septembre 1976, date à laquelle le président SARKIS doit normalement entrer en fonctions à Beyrouth, une série de négociations se sont engagées qui peuvent être décisives pour l'avenir du Liban.

Dans l'immédiat, le Parti Socialiste croit que la recherche des objectifs suivants pourrait contribuer à préparer une solution pacifique :

- retrait des troupes syriennes du Liban; sous des formes et dans des délais à débattre entre les parties en conflit;
- prise de fonctions effective du Président SARKIS;
- ouverture d'une véritable discussion entre toutes les fractions de la communauté libanaise.

### Communiqué du 22/09/1976 sur le Chili

Le Parti Socialiste a appris avec émotion l'attentat qui a causé à Washington la mort d'Orlando LETELIER, ancien ambassadeur et ministre des affaires étrangères du gouvernement du Président ALLENDE et militant du PS Chilien. Cet assassinat à la bombe fait suite à celui du général légaliste Carlo PRATS. De même le leader de l'aile gauche de la démocratie chrétienne du Chili, Bernardo LEIGHTON, fut-il grièvement blessé d'une balle, l'an dernier à Rome.

Le Parti Socialiste fait appel enfin à tous les démocrates français pour qu'ils fassent pression sur leur gouvernement afin que soient rompues les relations économiques et diplomatiques avec un tel régime.

NB : unanimité

### Communiqué du 29/09/1976 sur l'Inde

Arrêté le 10 Juin 1976 Georges FERNANDES, président du Parti Socialiste Indien et de l'Union des Syndicats de Cheminots, doit être traduit devant les tribunaux le 4 Octobre prochain. Passé à la clandestinité dès la proclamation de l'Etat d'urgence, George FERNANDES avait cherché à faire revivre les organisations de son parti et de son syndicat dont les cadres dirigeants avaient été arrêtés. On lui reproche maintenant d'avoir comploté contre l'Etat et organisé des attentats tous faits qui n'ont pu être prouvés.

Depuis son arrestation, George FERNANDES a subi des sévices qui mettent sa vie en péril. Le Bureau du Parti Socialiste s'élève contre cette parodie de justice se prépare en Inde. Il demande la libération immédiate du leader socialiste.

### Communiqué du 20/10/1976 sur l'Espagne

Le gouvernement royal espagnol a interdit le Congrès du PSOE qui devait se tenir à Madrid du 4 au 7 Novembre et auquel devait assister une importante délégation du Parti Socialiste conduite par François Mitterrand.

Cette interdiction démontre la fragilité de la volonté largement proclamée de M. Adolfo SUAREZ de rétablir en Espagne, les conditions d'une vie démocratique, revendiquée par l'ensemble de la population espagnole.

Voulant faire preuve d'autorité, le gouvernement espagnol vient d'avouer devant l'opinion publique européenne sa faiblesse et son impuissance.

Le Parti Socialiste proteste énergiquement contre l'interdiction du Congrès du PSOE. Il assure celui-ci de son soutien total dans cette épreuve et souhaite que le plus rapidement possible il puisse réunir son Congrès en Espagne.

NB : unanimité

### Communiqué du 03/11/1976 sur l'Afrique

RHODESIE-MOZAMBIQUE

Au moment où des négociations sur l'avenir de la Rhodésie se déroulent à Genève, le Gouvernement de Salisbury invoque un prétendu "droit de poursuite" pour envoyer ses troupes, appuyés par des avions de chasse, des hélicoptères et des blindés, effectuer des raids particulièrement meurtriers sur le territoire du Mozambique. Le Parti Socialiste condamne une agression qui vise à saboter délibérément les chances de succès de l'actuelle

négociation et qui rendra seulement plus difficile la décolonisation désormais inévitable.  
NB : unanimité

### Communiqué du 03/11/1976 sur les Etats-Unis

L'engagement social du Parti démocrate, le fait qu'aux Etats-Unis les catégories de la population les plus défavorisées (classe ouvrière, minorités ethniques, jeunes) aient pris position en faveur de la candidature de Jimmy CARTER, la volonté exprimée par celui-ci de respecter les choix politiques faits par les peuples européens, sa condamnation du soutien apporté jusque-là par les Etats-Unis à certaines dictatures avaient conduit le Parti Socialiste, à préférer la victoire du candidat démocrate.

Le Parti Socialiste espère que le nouveau Président des Etats-Unis tiendra les promesses de sa campagne et qu'ainsi pourront s'ouvrir de nouvelles formes de coopération entre les Etats-Unis et les nations et européennes dans le respect le plus strict de l'indépendance de chacun des partenaires.

NB : unanimité moins 1 vote contre et 1 abstention

### Communiqué du 10/11/1976 sur la CEE

Le Parti Socialiste a pris connaissance avec inquiétude des procédures mises en œuvre par la Commission des Communautés Européennes concernant les fonctionnaires susceptibles d'être habilités au secret en raison des dossiers qu'ils doivent traiter. Ces procédures impliquant en particulier une enquête sur les opinions politiques des fonctionnaires et invitant de surcroît à la délation, sont en contradiction formelle avec la liberté d'opinion politique, philosophique et religieuse qui est un droit imprescriptible de tout citoyen.

La déclaration orale du Président de la Commission, Monsieur, François-Xavier ORTOLI, confirmant l'existence, le maintien et l'extension des pratiques en question, montre que celles-ci s'inscrivent dans le contexte inquiétant d'une montée de l'autoritarisme dans nos sociétés et de restriction insidieuse des droits démocratiques individuels et collectifs.

Le BE du PS s'étonne, en la circonstance de la démission de la Commission. Cette dernière a accepté, en effet, que –en contradiction avec la lettre et l'esprit du Statut de la Fonction Publique Européenne ces enquêtes de sécurité soient effectuées de manière différenciées suivant la nationalité du fonctionnaire. De plus, le résultat de ces enquêtes étant soumis à l'Etat membre dont relève le fonctionnaire, la Commission se déclare, a priori, liée par un avis négatif éventuel.

Le PS estime qu'il est possible de répondre aux impératifs normaux de sécurité de toute administration publique, par des moyens rigoureux mais sans qu'il soit porté atteinte aux libertés démocratiques élémentaires. A ce à ce qui constitue l'instrument d'une « chasse aux sorcières » - aujourd'hui déguisée, demain peut-être ouverte – le PS exige fermement l'abandon des procédures incriminées

Unanimité

### Communiqué du 10/11/1976 sur l'Iran

Manque

### Communiqué du 24/11/1976 sur l'Iran

Le bureau Exécutif du Parti Socialiste a été informé du fait que 40 étudiants iraniens appartenant à la fédération des étudiants iraniens de France observent depuis le 19 novembre 76 une grève de la faim, dans des locaux qui ont été mis à leur disposition par la ville de Grenoble.

Ces étudiants veulent attirer l'attention sur les conditions dans lesquelles se déroule l'instruction du procès de deux de leurs camarades actuellement inculpés pour l'attentat commis contre un membre de l'ambassade d'Iran à Paris. Ils demandent la mise en liberté provisoire de leurs camarades qui ont toujours nié toute participation aux faits qui leur sont reprochés.

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste :

-s'élève contre la mesure arbitraire du ministre de l'intérieur, frappant d'expulsion 4 étudiants iraniens principaux témoins à décharge de leurs deux camarades inculpés, alors qu'ils semblent être en possession d'un permis de séjour et dans une situation administrative régulière.

-dénonce la constitution sur le territoire national d'un réseau d'information au service de la police politique iranienne.

- demande l'annulation des mesures d'expulsion et le retour en France des quatre témoins, afin que soient normalement assurés les droits de la défense dans cette affaire.

## Communiqué du 15/12/1976 sur l'Iran

Le Bureau exécutif du Parti socialiste s'est inquiété d'apprendre les poursuites engagées par les autorités espagnoles contre Santiago CARILLO, Secrétaire général du Parti communiste espagnol. Cette mesure est révélatrice des limitations réelles de l'ouverture démocratique prétendument engagée par le gouvernement de Madrid. La démocratisation des institutions politiques suppose, en effet, de l'avis du Parti socialiste, l'autorisation de toutes les formations politiques représentatives de l'opinion publique espagnole sans distinction, ni discrimination.

1977

### Communiqué du 12/01/1977 sur Porto Rico

Le Président FORD a annoncé qu'il s'apprêtait à soumettre au Congrès un projet de loi visant à faire de Porto-Rico le 51ème Etat de l'Union. Une telle décision va à l'encontre de la volonté maintes fois exprimée par le peuple portoricain et de la déclaration de 1960 des Nations Unies reconnaissant le droit à la libre détermination et à l'indépendance des pays colonisés. La communauté internationale ne pouvant admettre une telle violation du droit des Portoricains à disposer d'eux-mêmes, le Bureau Exécutif du Parti Socialiste élève une énergique protestation contre cette initiative.

### Communiqué du 12/01/1977 sur le Proche-Orient

Entré en France avec un visa en bonne et due forme, un membre d'une délégation de l'OLP a été successivement reçu officiellement au MAE, emprisonné sur la base d'un mandat d'arrêt international qui s'avère n'avoir pas existé puis expulsé à la suite d'une décision de justice hâtivement provoquée.

Les Français ont le droit de savoir qui sont les auteurs de ces initiatives incohérentes, et dont le seul résultat est d'introduire des difficultés dans les relations entre la France et un certain nombre de pays étrangers. Le PS s'inquiète de voir ainsi notre pays disqualifié pour apporter son concours aux diverses négociations actuellement engagées en direction de la paix au Proche-Orient.

Adopté à la majorité (3 voix contre, 2 abstentions)

NB : ou 14 pour – 3 contre – 1 abstention

### Communiqué du 19/01/1977 sur la Tchécoslovaquie

Le BE du Parti Socialiste exprime son indignation devant la vague de répression politique qui déferle sur la Tchécoslovaquie et a atteint tous ceux qui refusent de dissocier le Socialisme de la liberté et de l'Indépendance nationale. Il affirme sa solidarité avec les militants communistes et socialistes du Printemps de Prague et les signataires du Manifeste des 77.

### Communiqué du 19/01/1977 sur l'Espagne

Les neuf militants basques assignés à résidence à l'occasion de la visite en France du roi d'Espagne, en octobre dernier, ont été maintenus depuis lors à l'île d'Yeu sous une surveillance particulièrement stricte et sans que rien n'ait pu leur être reproché. Ils vivent, en outre, sous la menace d'une expulsion vers une destination qu'ils ne pourraient pas choisir, ce qu'a confirmé le ministre de l'Intérieur, le 28 décembre dernier. Cette situation est indigne de la volonté traditionnelle de la France d'être une terre d'asile pour tous ceux qui combattent en faveur de la liberté. Le Parti socialiste estime indispensable la levée des mesures d'assignation à résidence de ces neuf personnes et l'annulation des décisions d'expulsion qui les concernent. Pour le PS, le combat pour la liberté se mène jusque dans les îles.

### Communiqué du 23/02/1977 sur l'Espagne

Le gouvernement Espagnol vient de refuser de prendre la décision de légaliser le Parti Communiste espagnol, essayant ainsi de gagner du temps puisque c'est maintenant la Cour suprême qui est chargée du dossier. Le Parti Socialiste rappelle qu'il considère qu'un véritable processus de démocratisation de la société espagnole passe par l'amnistie de tous les prisonniers politiques et la légalisation de tous les partis politiques et organisations syndicales sans exception, et que c'est ainsi que le peuple espagnol pourra librement exercer son choix lors des législatives de mai-juin 77.

### Communiqué du 23/02/1977 sur l'URSS

Certaines informations de presse laissent entendre que le Parti Socialiste aurait refusé de recevoir Andréi AMALRIK.

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste précise qu'Andréi AMALRIK a été reçu dès le 2 Décembre 1976 par François MITTERRAND. Hier même, c'est Pierre MAUROY qui s'entretenait avec Léonid PLIOUTCH. Le Parti Socialiste n'a été saisi jusqu'ici d'aucune nouvelle demande d'entrevue de la part d'A. AMALRIK. Le Parti Socialiste, qui mène la lutte pour le respect des libertés partout dans le monde, a toujours condamné les

atteintes aux droits de l'Homme constatées dans un certain nombre de pays de l'Est. Le Parti Socialiste a apprécié les Accords d'Helsinki comme un pas en avant dans la Détente. Il juge positive la campagne d'information menée par AMALRIK et ses amis. Le soutien continuera à manifester à ceux qui luttent pour les libertés à l'Est comme ailleurs est pour lui inséparable de son action en faveur d'une détente véritable. (adopté à l'unanimité)

### Communiqué du 23/03/1977 sur l'Inde

La défaite d'Indira GANDHI et de son fils témoigne de la conscience politique du peuple indien. Elle manifeste le refus très clair de l'évolution de plus en plus autoritaire du parti du Congrès. Elle sanctionne la fuite en avant dans la répression du gouvernement indien depuis l'instauration de l'état de siège en Juin 1975, marqué par la suspension des garanties constitutionnelles, l'aggravation de la censure et l'emprisonnement des dirigeants de l'opposition. Près de 500.000 personnes auraient été ainsi arrêtées depuis le 18 mois. C'est aussi le refus de la brutalité des méthodes employées dans la politique de contrôle des naissances (stérilisation forcées) qui a surtout atteint les minorités.

### Communiqué du 06/04/1977 sur la Tunisie

Le Parti Socialiste tient à manifester son inquiétude à propos des arrestations récemment effectuées en Tunisie parmi les dirigeants et les militants du Mouvement d'Unité Populaire, qui se sont vus inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Le Parti Socialiste souhaite très vivement qu'une solution d'apaisement intervienne le plus rapidement possible, qui permette le plein respect des droits politiques des détenus et facilite l'évolution de la société tunisienne.

### Communiqué du 11/05/1977 sur Djibouti

Le PS prend acte avec satisfaction du résultat du référendum qui a eu lieu dimanche 8 mai dans le Territoire Français des Afars et des Issas. Ce scrutin confirme la justesse de la ligne politique suivie par la Ligue Populaire Africaine pour l'Indépendance. Le PS, qui a milité dès le premier jour pour que le territoire accède à ses propres responsabilités, se réjouit de la naissance du nouvel Etat. La confiance massive dont sont investis désormais les leaders djiboutiens laisse favorablement augurer des liens de coopération qui uniront la future république à la France.

### Communiqué du 11/05/1977 sur Divers

Il n'y a rien de substantiel, dans les résultats de la Conférence du Sommet de Londres, qui puisse incliner à l'optimisme. Les satisfactions de façade, que révèle le communiqué, cachent mal l'embarras des Chefs d'Etat occidentaux devant le prolongement d'une crise dont ils avaient sous-estimé l'importance. En attribuant d'ailleurs au problème de l'énergie le rôle essentiel dans le déclenchement de cette crise, ils persistent dans leur refus de considérer les véritables fondements du désordre économique mondial : un système monétaire international qui provoque et amplifie les déséquilibres, la puissance non-contrôlée des formes multinationales, un modèle de croissance inadapté aux besoins de nos sociétés, des rapports toujours aussi néfastes entre les sociétés industrielles et les nations en voie de développement. Le Parti Socialiste constate donc que les événements lui ont malheureusement donné raison lorsqu'il prédisait, en 1973, que la crise du capitalisme serait profonde et durable.

Il est certes utile que les dirigeants des grandes Nations Occidentales se connaissent mieux et se rencontrent pour débattre des grandes questions de l'heure. Mais cela ne saurait suffire pour s'attaquer aux véritables causes de la situation présente. Or, il n'a nullement été question de reconsidérer les dispositions critiquables adoptées à la Jamaïque en matière monétaire. Par ailleurs, aucune mesure concrète n'a été prise pour organiser et discipliner les échanges internationaux, de telle sorte que les évolutions nécessaires se fassent dans les meilleures conditions possibles tant du point de vue social que du point de vue économique.

Durant toute la Conférence la Communauté économique et européenne, en tant que telle, a été singulièrement absente. Comment ne pas en éprouver des craintes pour son avenir et pour sa capacité autonome de décision ? Notre conception de l'Europe est fondamentalement différente, elle doit selon nous, s'affirmer non pas simplement comme le cadre d'échanges libres, mais aussi comme une communauté capable de projets à l'intérieur comme à l'extérieur et en mesure de nouer des rapports exemplaires avec les pays du Tiers-Monde.

## Communiqué du 01/06/1977 sur la CEE

Le Bureau Exécutif du PARTI SOCIALISTE constatant que le projet de loi relatif au mode de scrutin pour l'élection à l'Assemblée des Communautés européennes a été, bien que déposé par le gouvernement, écarté du débat des 14 et 15 Juin à la demande de ce dernier (ce qui signifie que ce projet ne sera pas inscrit à l'ordre du jour de l'actuelle session), charge le groupe parlementaire de se saisir de ce fait nouveau lors de sa prochaine réunion. Il souligne la gravité de ce manquement aux engagements pris devant l'opinion et examinera à bref délai les conséquences à tirer de la situation ainsi créée.

## Communiqué du 19/10/1977 sur l'Afrique du Sud

### LA REPRESSION EN AFRIQUE DU SUD

Le Parti Socialiste français a appris avec indignation la nouvelle vague de répression qui frappe aujourd'hui le peuple d'Afrique du Sud, et notamment l'interdiction des associations noires les plus représentatives et de l'Institut Chrétien contre l'apartheid.

Le gouvernement de Prétoria s'attaque une fois encore à tous ceux qui luttent pour la justice en Afrique du Sud et montre qu'il s'enfoncé davantage dans la voie d'une répression aveugle qui aura à terme pour la région des conséquences tragiques.

Le Parti Socialiste assure tous les sud-africains qui combattent l'oppression raciste de sa solidarité et de son appui.

Adopté à l'unanimité.

## Communiqué du 20/10/1977 sur la Tchécoslovaquie

Manque.

## Communiqué du 4/11/1977 sur le Sahara Occidental

Depuis deux ans l'ancien territoire espagnol du Sahara occidental est l'objet d'un grave conflit qui ébranle la paix et la sécurité dans toute la région du Maghreb.

Le Parti Socialiste ne peut admettre les pratiques de la "prise d'otages", de l'enlèvement de civils, comme moyens de lutte politique. De telles pratiques ne peuvent qu'altérer les relations existant entre le Mouvement Polisario et les forces progressistes européennes. Tout au contraire, le Front Polisario manifesterait sa force et sa sagesse, et ne retirerait que des bénéfices auprès de l'opinion publique, en accomplissant un geste humanitaire en faveur des otages français qu'il détient actuellement.

Comme il l'a affirmé dès 1976, le Parti Socialiste estime qu'un tel conflit ne peut être réglé en dehors de l'application des principes de l'autodétermination et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ces principes sont indivisibles et doivent s'appliquer en toute circonstance. Le Parti Socialiste ne saurait accepter le fait accompli du Sahara Occidental. Le Parti Socialiste pense que le Front Polisario est représentatif d'une volonté des populations du Sahara Occidental de choisir librement leur destin.

Le Parti Socialiste dénonce l'attitude du gouvernement français dans ce conflit, le caractère unilatéral de sa politique qui a pris fait et cause pour les intérêts marocains et mauritaniens, son oubli constant du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, son refus de reconnaître l'existence du Front Polisario. Une telle politique, outre qu'elle est contraire à tous les principes fondamentaux de la société internationale, met en danger la sécurité des ressortissants français installés dans la région.

Le Parti Socialiste considère que le gouvernement français s'engage actuellement dans une voie dangereuse. Les expulsions arbitraires auxquelles il a été procédé ces derniers jours (et qui ont concerné non seulement les Sahariens, mais également des Algériens et des Marocains), de même que les menaces et les préparatifs militaires, sont les premiers éléments d'une stratégie de l'escalade et de la tension dont le développement rendra plus hasardeuse la libération de nos compatriotes.

## Communiqué du 16/11/1977 sur l'Iran

LE SHAH D'IRAN vient en France après une visite officielle aux Etats-Unis, au moment où des secteurs de plus en plus nombreux du peuple iranien (magistrats, avocats, intellectuels, enseignants...) manifestent courageusement, malgré les menaces de toutes sortes, leur volonté de voir restaurer la démocratie et garantir les droits de l'homme dans leur pays. A ce combat, le Parti socialiste adresse un salut chaleureux. Il tient aussi à réaffirmer qu'il considère le combat pour les droits de l'homme et les libertés comme fondamental et indivisible.

Aucun avantage économique ne saurait justifier que ces principes ne soient pas rappelés avec la plus grande fermeté au visiteur du président de la République.

### Communiqué du 16/11/1977 sur la RFA

La juridiction allemande appelée à apprécier les faits reprochés à l'avocat Klaus CROISSANT, étant une juridiction d'exception dont le caractère politique paraît évident, le Parti Socialiste estime que son extradition est contraire au droit français.

Il rappelle sa condamnation de toutes les formes du terrorisme et la nécessité de les combattre dans le respect du droit et des principes qui inspirent la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et la Convention européenne des Droits de l'Homme ratifiée par la France en 1973.

### Communiqué du 23/11/1977 sur le Proche-Orient

Le Parti Socialiste considère que l'initiative courageuse du Président SADATE doit constituer un tournant important pour l'évolution de la situation au Proche-Orient vers l'établissement d'une solution pacifique du conflit, si fortement désirée par les peuples de la région.

Le discours du Président SADATE devant la Knesset a marqué la reconnaissance de l'Etat d'ISRAEL, assortie des garanties utiles à sa sécurité. Il établit un dialogue direct entre deux pays et fait naître une espérance réelle de paix, qui donnera ses chances à une politique méditerranéenne fondée sur la libre coopération des états riverains pour leur développement concerté.

Le Parti Socialiste estime que les conditions de la tenue de la conférence de Genève où sont présentes toutes les parties concernées, peuvent être réunies dans la mesure où les réponses du Premier Ministre Israélien quant à la représentation des Palestiniens seront précisées, comme il semble aux socialistes français qu'elles auraient dû l'être lors de la séance de la Knesset.

Le Parti Socialiste réaffirme enfin la position qu'il a déjà exprimée tant à Jérusalem qu'au Caire, à savoir que toute paix juste et durable au Proche-Orient se fonde sur le respect et l'application des résolutions 242 et 338 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Elle passe notamment par la reconnaissance de l'Etat d'ISRAEL dans des frontières sûres et reconnues, la reconnaissance du droit du peuple Palestinien à disposer d'une patrie et le retrait négocié des territoires actuellement occupés.

### Communiqué du 07/12/1977 sur la France

Manque.

### Communiqué du 21/12/1977 sur la Sahara occidental

Le Parti Socialiste, qui avait condamné les prises d'otages par le Front Polisario et se réjouit de leur libération, suit avec la plus grande attention l'évolution très préoccupante de la situation au Sahara Occidental.

Dans l'état actuel des informations et des démentis qui sont autant d'aveux, les dernières apparences de la fiction de « neutralité » que le gouvernement prétend respecter dans ce conflit disparaissent. Où est en effet la neutralité du gouvernement si celui-ci, non seulement arme le Maroc et la Mauritanie mais encore envoie des avions de reconnaissance et d'intervention bombarder directement les troupes du Front Polisario ? En se rangeant aussi directement aux côtés de l'une des parties, en contradiction flagrante avec les votes qu'il a émis à l'ONU et avec les proclamations du Président de la République, le pouvoir mène une politique dangereuse.

Cette politique remet en cause le droit à l'autodétermination du peuple saharoui en confortant le fait accompli de l'occupation militaire. Elle est dangereuse car elle pousse à l'escalade, alors que la France devrait contribuer à la paix de la région.

Le Parti Socialiste demande que le gouvernement donne tous les éclaircissements sur les raids d'unités aériennes françaises, et s'explique devant l'opinion sur sa véritable politique dans cette région de l'Afrique.

1978

### Communiqué du 01/02/1978 sur la Tunisie

La Tunisie vient de vivre sa crise la plus grave depuis l'indépendance. Les événements de ces derniers jours manifestent à la fois la protestation de tous ceux que menace la crise économique et les aspirations de plus en plus partagées à une démocratisation de la vie publique. A cela, le gouvernement tunisien a répondu par le refus du dialogue, l'appel à l'armée et une répression brutale à l'encontre de la tradition du socialisme démocratique dont il prétend se réclamer.

Il estime indispensable que Habib Achour et les syndicalistes emprisonnés soient immédiatement libérés, qu'intervienne une très large amnistie et que s'instaure entre toutes les forces vives du pays l'indispensable débat démocratique auquel aspire, face aux graves problèmes que doit affronter le pays, l'opinion tunisienne. Adopté à l'unanimité.

### Communiqué du 21/02/1978 sur l'Iran

Manque.

### Communiqué du 10/05/1978 sur l'Argentine

ARGENTINE et la COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Le Parti Socialiste a manifesté à plusieurs reprises son extrême inquiétude face à l'évolution de la situation en Argentine.

Le régime militaire issu du coup d'Etat du 24 Mars 1976 prétendait rétablir l'autorité de l'Etat et la paix civile. En fait il a instauré le terrorisme comme moyen de gouvernement. Au bilan sanglant de la dictature argentine s'inscrivent aujourd'hui 10.000 morts, 8.000 emprisonnés, plus de 10.000 disparus. Les partisans de la démocratie et les syndicalistes authentiques sont les principales victimes des commandos para-militaires, qui enlèvent, torturent et assassinent en toute impunité. Le terrorisme d'Etat s'acharne tout particulièrement sur les intellectuels et les universitaires, les avocats, les journalistes, les religieux et contre quiconque est susceptible de contester les méthodes fascistes du pouvoir ou la minorité réactionnaire qui a profité du coup d'Etat. La junte présidée par le général Videla couvre de son autorité toutes les exactions commises en son nom, toutes les violations des droits de l'homme, les exécutions de prisonniers ou les assassinats de femmes et d'enfants, tout comme les agissements des milieux antisémites.

C'est donc dans un pays où règne la terreur d'Etat que doit avoir lieu, du 31 Mai au 15 Juin, la Coupe du monde de football. Le Parti Socialiste, considérant que le sport doit œuvrer pour la paix et le rapprochement entre les hommes, a dénoncé le choix de l'Argentine dans les circonstances actuelles comme siège de ce grand événement sportif international, et demande que l'organisation de celui-ci soit confiée à un autre pays. Il était d'autant plus fondé à le faire que les autorités argentines avaient déclaré à maintes reprises que l'organisation de la Coupe du monde devait permettre d'améliorer l'image extérieure de leur gouvernement. Les autorités sportives internationales n'ont pas fait ce choix qui, selon nous, s'imposait, et la Coupe du monde aura lieu à Buenos-Aires. Le gouvernement français ne peut continuer à feindre d'ignorer la réalité argentine. Il ne peut oublier non plus les 18 français emprisonnés sans jugement ou "enlevés" sur le territoire argentin et notamment les deux religieuses vraisemblablement assassinées pour le seul crime d'avoir manifesté leur solidarité avec les mères des citoyens argentins "disparus". Le Parti Socialiste demande que le gouvernement mette tout en œuvre pour exiger la libération immédiate des citoyens français détenus en Argentine.

La France ne peut participer à une opération politique au service d'un régime terroriste en envoyant sans condition l'équipe nationale à Buenos-Aires. Conformément aux traditions de notre pays et à l'attachement de notre peuple aux libertés, il est indispensable de poser fermement au gouvernement argentin le problème de la libération des prisonniers politiques détenus sans jugement et d'obtenir des informations sur les français disparus. Le P.S. qui tiendra prochainement une conférence de presse sur ces questions, lance dès aujourd'hui une campagne nationale destinée à faire connaître la vérité sur la situation en Argentine et à obtenir des garanties sur les conditions de la participation éventuelle de nos footballeurs à la Coupe du monde (refus de toute discrimination envers les Journalistes et non participation à des manifestations officielles du gouvernement de la Junte notamment).

## Communiqué du 10/05/1978 sur l'Afrique

### INTERVENTIONS MILITAIRES DE LA FRANCE EN AFRIQUE

Invoquant abusivement des accords de coopération qui ne prévoient pas une intervention directe des troupes françaises, n'informant correctement ni les élus de la nation ni l'opinion, le gouvernement s'engage dans de véritables guerres locales au service d'une politique africaine rétrograde et dangereuse pour le crédit de la France.

Le Parti Socialiste condamne cette politique, demande un débat au Parlement sur les interventions militaires de la France dans le Tiers-Monde et alerte l'opinion publique sur les dangers qu'elles comportent.

## Communiqué du 17/05/1978 sur la République dominicaine

Un coup d'Etat militaire est en cours en République Dominicaine pour empêcher le décompte complet des votes des élections législatives et présidentielle du 16 mai, parce que les premières indications manifestent l'avance très largo des candidats du Parti Révolutionnaire Dominicain (P.R.D.) et particulièrement du candidat de ce parti, Antonio GUZMAN à la Présidence de la République.

Le Parti Socialiste assure les forces progressistes dominicaines, le P.R.D., son Secrétaire Francisco PENA GOMEZ, son entière solidarité. Il demande au gouvernement, français et aux plus hautes autorités internationales d'exiger l'achèvement du processus électoral afin que le peuple dominicain ne soit pas privé de son espérance et de sa victoire.

## Communiqué du 17/05/1978 sur l'Érythrée

Le Parti Socialiste suit avec une grande attention l'évolution de la situation en Erythrée. Il sait que l'histoire coloniale, puis la lutte contre l'empire du Négus ont fait naître une personnalité érythréenne originale, l'Erythrée n'étant devenue partie intégrante de l'Ethiopie que par un acte arbitraire d'annexion, en 1962. C'est pourquoi l'aspiration à l'indépendance exprimée par les combattants érythréens n'est pas incompatible avec le principe du maintien des frontières issues de la colonisation, tel qu'il est défendu par l'O.U.A.

Il pense que devraient s'ouvrir, dans les plus brefs délais, des pourparlers de paix ayant pour préalable la reconnaissance de l'existence d'une entité érythréenne originale et pour but la recherche de l'intérêt mutuel de l'Erythrée et de l'Etat éthiopien dans le respect des principes des Nations-Unies.

## Communiqué du 28/06/1978 sur l'Argentine

La junte militaire du général Videla tente de tirer par tous les moyens parti de l'organisation en Argentine de la coupe du monde de football pour faire oublier le système de terreur de masse qu'elle pratique et obtenir de l'opinion publique internationale un brevet de gouvernement civilisé. Le parti socialiste rappelle à cette occasion que, pendant la période du "mundial", le nombre des enlèvements recensés s'est élevé à quarante, que presque aucun détenu politique, argentin ou étranger, n'a été relâché, et que le silence qui entoure la disparition de milliers de personnes n'a pas été rompu. On constate au contraire que la dictature ne cesse de multiplier les mesures d'intimidation à l'égard de la presse et de l'opinion publique étrangères.

Devant des menaces non déguisées qui visent, sous couvert de terrorisme, l'ensemble des opposants à la junte qui vivent en Europe, le parti socialiste, depuis longtemps alerté par des exemples de connivence ou de complaisance entre certains éléments de la police française et des polices politiques étrangères met en garde le gouvernement et lui rappelle qu'il lui incombe d'assurer la sécurité des réfugiés politiques en France, sécurité dont il est pleinement responsable.

## Communiqué du 01/09/1978 sur le Nicaragua

Manque.

## Communiqué du 13/09/1978 sur la Tunisie

Le procès d'Habib ACHOUR et des dirigeants de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens s'ouvre demain 14 septembre, devant une juridiction d'exception, la Cour de Sûreté de l'Etat.

Le Parti Socialiste qui, depuis les tragiques événements du 26 janvier dernier, a fait savoir à plusieurs reprises sa condamnation de la répression, demande à nouveau à l'occasion du procès d'Habib ACHOUR la libération des détenus, et la restauration de la liberté syndicale.

## Communiqué du 20/09/1978 sur le Proche-Orient

Le Parti Socialiste considère que les conclusions de la rencontre de Camp David peuvent contribuer à créer les conditions de la paix au MOYEN ORIENT.

Le Parti Socialiste souhaite qu'une dynamique de la négociation et de la paix se développe. Les socialistes, pour ce qui peut dépendre d'eux, feront en sorte de la favoriser. Et cela dans la perspective qui a toujours été la leur : il n'y aura de paix solide et durable au PROCHE ORIENT, que si elle permet la réalisation des aspirations nationales de tous les peuples et notamment de celles du peuple palestinien par la négociation avec ses représentants qualifiés.

Dans cette voie, il apparaît positif que le texte commun de Camp David fasse mention du 'peuple palestinien.

## Communiqué du 26/09/1978 sur l'Europe du Sud

Lors de sa réunion du 8 juillet, le Comité directeur adopté un texte sur l'élargissement de la Communauté à l'Espagne, la Grèce, le Portugal. Il mandatait le Bureau exécutif pour adopter, après consultation des fédérations du Midi, un document précisant les conditions générales pour que s'engage le processus d'adhésion de ces pays à la CEE

Il en indique les grandes lignes, résumant ainsi la position officielle du PS sur l'ensemble des problèmes posés par l'élargissement de la CEE, notamment à l'Espagne.

Le Parti socialiste a l'intention et la volonté de contribuer à l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Il y va du sort d'une démocratie encore fragile en Europe du Sud.

Le traité de Rome, le programme du Parti socialiste, le Programme commun de gouvernement de la Gauche, ne fixaient pas d'autres conditions à l'ouverture des négociations pour l'élargissement que la chute des dictatures qui opprimaient les peuples de ces pays. Ceux-ci sont aujourd'hui aptes, au regard de la démocratie, à poser leur candidature à l'Europe.

Cependant, si la participation de ces trois nouveaux pays aux institutions politiques de la Communauté est souhaitable, l'ampleur des difficultés économiques soulevées par l'élargissement est considérable.

Le 8 juillet, le Comité directeur du Parti socialiste a défini la position du parti à ce sujet. Cette position peut être aujourd'hui précisée, après la large consultation des fédérations socialistes et des organisations professionnelles, qui a abouti à la fin de l'été à la rédaction du rapport présenté par Georges Sutra.

La perspective de l'élargissement suscite chez les travailleurs et dans les milieux professionnels concernés des inquiétudes justifiées. Aussi le Parti socialiste subordonne-t-il son accord à l'adoption préalable d'un certain nombre de mesures qui lui paraissent indispensables.

En l'immédiat, comme l'a écrit François Mitterrand au Premier ministre, un large débat parlementaire doit nécessairement précéder toute négociation. Il n'est pas acceptable que celles-ci puissent s'engager ou se poursuivre dans le secret, sans que le Parlement ait pu en délibérer. Le Bureau exécutif mandate le groupe parlementaire pour tout mettre en œuvre, dès l'ouverture de la session, afin d'obtenir dans les plus brefs délais la consultation du Parlement. Celui-ci précisera alors les conditions qu'il entend voir prendre en compte.

Pour les socialistes, la première de ces conditions sera la refonte radicale de la politique agricole commune. Celle-ci devra comporter une véritable organisation des marchés pour les productions affectées par l'élargissement (viticulture, fruits et légumes en particulier), afin de garantir les revenus et d'améliorer les conditions de vie et de travail. Les spéculations sur la fluctuation des monnaies et les pratiques de dumping pourraient être prévenues conformément à l'article 44, § 1 du traité de Rome, si l'on appliquait à l'Europe élargie un système de prix minimum vérifiés aux frontières dans la monnaie officielle du pays d'importation. Des offices par produit mis en place tôt, des mécanismes régulateurs assureraient l'application de cette politique.

La deuxième condition concerne l'industrie. Il convient de dénoncer l'accord franco-espagnol de 1970, signé par Jacques Chirac, qui établit entre les deux pays une inégalité de traitement douanier intolérable. Des dispositions devront intervenir, après discussion avec les travailleurs intéressés et leurs organisations syndicales, afin de permettre aux secteurs en situation difficile (sidérurgie, chantiers navals, textile, chaussure, etc.) de maintenir et de développer leurs activités.

La troisième condition est un plan détaillé de renforcement de la politique régionale. Au niveau communautaire, le plan impliquera un accroissement des crédits du fonds régional et une redéfinition des procédures d'utilisation de ces fonds. Au niveau national, la politique d'aménagement du territoire devra comporter les calendriers et les moyens des interventions publiques nécessaires à la réalisation des objectifs définis en liaison avec les régions et les collectivités locales les plus directement concernées. Cette politique régionale mobilisera les ressources nécessaires pour assurer le développement économique des régions méridionales.

Enfin, les socialistes estiment qu'un élargissement de la CEE suppose des transitions par étapes multiples et différenciées dont on ne peut déterminer par avance la durée. S'il apparaît souhaitable que, dès la ratification de l'accord le concernant, chaque pays candidat participe pleinement aux institutions de la Communauté, en revanche l'intégration économique ne se conçoit que sur une longue période. Les conditions de passage d'une étape à la suivante devront être vérifiées à mesure par le conseil des ministres de la CEE statuant à l'unanimité, afin de protéger les droits légitimes de toutes les parties.

Valéry Giscard d'Estaing a déjà pris des engagements hâtifs vis-à-vis des pays candidats sans procéder à la moindre concertation. Trop souvent dupées par les promesses gouvernementales, les populations intéressées ne sauraient se contenter de promesses de "garanties" qui suivraient le fait accompli de l'élargissement. Le Parti socialiste affirme que la définition précise, dans l'acte d'adhésion, des mesures indiquées ci-dessus ou, en d'autres termes l'engagement de les mettre en œuvre pris par l'ensemble des États qui composent actuellement la CEE et par ceux qui la composeraient, constitue dans l'intérêt de notre pays et de l'Europe un préalable à l'élargissement.

Le Parti socialiste ne peut suivre ni ceux qui affirment avec Giscard d'Estaing un oui sans conditions à l'élargissement ni ceux qui, avec le Parti communiste, ferment définitivement la porte à l'Europe du Sud par un non, jamais. Il ne prendra sa position définitive que lorsque, la négociation étant terminée, il sera à même d'en apprécier le résultat au regard des conditions préalables ainsi définies. Le bon sens rejoint ici la volonté d'une défense efficace des intérêts de la France.

### Communiqué du 04/10/1978 sur le Brésil

BRESIL

Le Parti Socialiste regrette ce voyage du Chef de l'État alors que les droits de l'homme continuent d'être bafoués au Brésil. Il réaffirme son appui aux luttes que mènent en ce moment même les travailleurs brésiliens pour leurs droits syndicaux et sociaux, et son soutien au peuple brésilien dans son combat pour la démocratie.

### Communiqué du 18/10/1978 sur la CEE

Les pouvoirs publics vont organiser une série de manifestations et de colloques "neutres" sur des questions d'intérêt général "à dimension européenne".

Il ne faut pas s'y laisser prendre. En fait, c'est la campagne de l'U.D.F. et de GISCARD d'ESTAING pour les élections européennes qui est lancée. Les socialistes, pour leur part, refuseront de compromettre ainsi l'idée européenne. Au moment où la politique GISCARD-BARRE aggrave la crise et multiplie le nombre des chômeurs, relayée sur le plan européen par le veto français aux propositions de la Commission Européenne pour un plan d'action en faveur des jeunes à la recherche d'un emploi, les socialistes rappelleront avec vigueur que l'Europe des travailleurs ne se confond pas avec l'Europe du Capital.

Les socialistes s'abstiendront de toute participation aux manifestations en question.

### Communiqué du 18/10/1978 sur le Vatican

L'élection du Cardinal Wojtyla, archevêque de Cracovie, à la tête de l'Eglise catholique, est un événement de grande portée par lequel l'Eglise affirme sa dimension universelle.

Le Parti Socialiste adresse ses vœux au nouveau Pontife pour l'accomplissement de sa mission.

### Communiqué du 25/10/1978 sur la France

Informé de l'organisation par les services du Secrétariat d'Etat d'une semaine du dialogue Français-Immigrés, le Parti Socialiste demande à ses organisations, ses militants et sympathisants de ne pas participer à une manifestation qui a le caractère d'une opération de diversion

Les travailleurs immigrés, qui contribuent au développement économique de notre pays, ne doivent pas être les « boucs émissaires » d'une situation de l'emploi qui se détériore un peu plus chaque jour. Ce sont bien BARRE, BOULIN, STOLERU qui portent la responsabilité écrasante de l'aggravation du chômage. Leurs tentatives pour faire diversion ne sauraient tromper les travailleurs.

Le Parti Socialiste entend mettre en évidence dans les semaines qui viennent la situation inquiétante à tous égards qui est faite aux immigrés.

Des initiatives seront prises en ce sens, tant sur le plan local que régional, par les différentes instances du Parti ; en particulier dans le domaine de la lutte pour les libertés. En effet, à quelques mois des élections européennes, il est intolérable que la situation faite aux travailleurs immigrés au regard de leurs droits les plus fondamentaux, soit la plus mauvaise d'Europe (droit d'association contrôlé, procédure d'expulsion arbitraire).

Il est donc nécessaire que le secrétaire d'Etat s'explique sur sa politique, devant les Français. C'est pourquoi le Parti Socialiste lui propose de débattre publiquement de ces problèmes. En outre, il nous paraît bon de signaler que dans ce domaine, l'exercice du droit de réponse est resté lettre morte, alors que M. STOLERU dispose d'une tribune quasi permanente dans l'émission « Mosaïque » FR3 qui s'adresse en priorité à la population immigrée.

### Communiqué du 29/11/1978 sur l'Érythrée

Le Parti Socialiste s'inquiète vivement de l'intensification en Erythrée d'une contre-offensive éthiopienne dont tout laisse à penser qu'elle est fortement appuyée de l'extérieur tant en techniciens qu'en matériel. Il rappelle que dans un communiqué du 17 mai, son Bureau Exécutif avait affirmé son soutien aux aspirations des érythréens à voir reconnus leur personnalité originale et leur droit à l'autodétermination. Il avait en même temps souligné l'absurdité d'une lutte entre adversaires qui, pour une large part, se réclament d'idéologies voisines et il avait exprimé son désir de voir s'ouvrir des pourparlers dans l'intérêt mutuel des deux parties.

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste exprime donc son souci de voir le conflit actuel réglé par une négociation immédiate entre les seuls éthiopiens et érythréens, qui pourrait être engagée dans le cadre de l'O.U.A. et des Nation-Unies.

### Communiqué du 06/12/1978 sur la CEE

Les résultats de la négociation monétaire européenne confirment les craintes déjà exprimées par les socialistes. A l'issue du Conseil européen des 4 et 5 décembre 1978, il apparaît clairement que, contrairement aux déclarations du Président de la République qui s'était flatté de promouvoir la mise en œuvre d'un système monétaire européen d'inspiration française. Nous nous retrouvons finalement avec un "serpent" à peine modifié auquel seule la France vient pour l'instant s'ajouter.

Échec quant à l'ambition de faire progresser l'Europe d'un même pas: pour l'instant ni la Grande-Bretagne. ni l'Italie, ni l'Irlande n'ont accepté de participer au système. Échec enfin quant à la démarche d'ensemble, qui procède d'une conception et risqué et réactionnaire de la conduite des économies par la seule politique monétaire: de fait aucune action commune d'envergure n'a été décidée pour lutter contre le chômage, diminuer les disparités régionales, relever les défis de la science, affronter la nouvelle concurrence internationale.

Une telle situation aboutira fatalement à un affrontement entre le mark et le dollar, qui ne laissera au bout du compte £1 la France que le choix entre deux servitudes monétaires.

Dans ces conditions, le Président de la République et le gouvernement se livrent à une sorte de fuite en avant et se préparent à renforcer l'austérité, en prenant prétexte de cet accord monétaire. Ce faisant, ils ne feront qu'accroître les déplorables effets de leur politique économique: licenciements et chômage en augmentation continue; accroissement des injustices sociales; affaiblissement de notre potentiel productif qui entraîne certaines régions à un véritable sinistre économique.

Telle n'est ni notre conception du redressement économique. ni notre démarche pour l'Europe à laquelle les décisions du Conseil européen risquent de faire plus de mal que de bien. Le Parti socialiste a dénoncé, avant beaucoup d'autres, le désordre monétaire mondial, l'Europe du laisser-faire, le pouvoir en faste des multinationales, le sacrifice du plein-emploi. C'est en s'attaquant simultanément à tous ces problèmes que l'on pourrait redonner du souffle et ses chances à l'Europe. Tel sera le sens du combat que mènera le Parti socialiste, notamment lors de sa campagne pour l'élection de la future Assemblée européenne.

Il s'opposera donc à la ratification des accords de Brème par le Parlement français.

1979

### Communiqué du 08/01/1979 sur le Cambodge

Le caractère odieux du régime de POL POT, son mépris des droits de l'homme les plus élémentaires expliquent son effondrement brutal. Ils ne peuvent justifier l'occupation d'une partie du territoire cambodgien par l'armée vietnamienne ni l'entrée de blindés étrangers dans Phnom Penh.

Le parti socialiste demande le retrait immédiat de toutes les forces étrangères au Cambodge. Il souhaite que les destinées de ce pays soient confiées par le peuple cambodgien à des personnalités dont le patriotisme, l'attachement aux libertés individuelles et collectives, la foi dans le non alignement et la neutralité soient indiscutables.

Ainsi pourraient être assurés simultanément la sécurité du Cambodge, le retour à une vie normale pour ses habitants et la paix dans la région, c'est-à-dire aussi pour le Vietnam.

### Communiqué du 14/02/1979 sur l'Iran

L'effondrement rapide des institutions laissées par le système impérial, après un assaut final d'à peine deux jours n'a surpris que ceux qui doutaient encore de la volonté du peuple iranien de démanteler complètement l'appareil étatique et de répression construit par la dynastie PAHLAVI.

Pour cela, il fallait, comme l'avaient fait le Parti Socialiste et d'autres organisations progressistes, avoir mesuré l'extrême gravité de la situation économique et sociale, avoir prêté attention aux informations concernant la terrible répression qui sévissait dans ce pays.

Et si le visage qu'a pris ce mouvement populaire d'une ampleur exceptionnelle dans l'histoire contemporaine nous paraît parfois si étranger, n'est-ce pas aussi parce que l'Occident, ou du moins ses dirigeants, et certains de ses mass media, est resté sourd à l'aspiration du peuple iranien à la démocratie et aux libertés ?

Le régime qui s'effondre aujourd'hui a bénéficié pratiquement jusqu'au bout du soutien, empathique ou discret, des Grandes Puissances et de ses voisins immédiats.

Reste aujourd'hui à réorganiser et à faire revivre dans la paix civile un pays profondément traumatisé. Reste surtout à bâtir aujourd'hui un système politique qui apporte enfin au peuple iranien, riche de sa tradition musulmane, mais aussi de ses minorités et de son aspiration, à la démocratie politique et sociale, le sentiment qu'il ne s'est pas battu en vain pour ses libertés.

### Communiqué du 21/02/1979 sur la CEE

Le Bureau du Parti Socialiste enregistre avec satisfaction que sur le rapport de Jean LAURAIN, député socialiste français, l'Assemblée européenne vient d'adopter une résolution sur le volet social de la politique sidérurgique, de la CEE

-l'instauration souple de l'âge de la retraite à partir de 55ans,

-la réorganisation du travail par équipe par l'instauration d'une équipe supplémentaire, plus particulièrement dans l'industrie sidérurgique,

-la réduction progressive du temps hebdomadaire de travail à 35 heures accompagnée de mesures appropriées destinées à supprimer les heures supplémentaires.

Le Parti Socialiste s'étonne de l'attitude des représentants du Parti Communiste Français, seuls à voter contre cette résolution qui constitue un important soutien aux légitimes revendications des travailleurs.

### Communiqué du 21/02/1979 sur l'Asie

Le Parti Socialiste condamne l'intervention militaire Chinoise au Vietnam comme il a condamné l'occupation du Cambodge par l'armée vietnamienne. Les conflits entre Etats doivent être réglés par la négociation.

Le Parti Socialiste souhaite que la Chine et le Vietnam cessent les hostilités et se rencontrent pour négocier, et que toutes les procédures prévues par les Nations Unies puissent jouer en la circonstance.

Quant au Vietnam, c'est en revenant à la politique d'équilibre qu'il avait su maintenir pendant sa guerre de libération, en se gardant lui-même de toute aventure extérieure, qu'il pourra protéger effectivement son territoire et retrouver son prestige international.

### Communiqué du 26/03/1979 sur l'Asie

CONFLIT CHINE-VIETNAM

Manque

### Communiqué du 26/03/1979 sur le Proche-Orient

#### SUR LA PAIX ISRAËLO-EGYPTIENNE

Le Bureau Exécutif du P.S. salue la conclusion de la paix entre l'Egypte et Israël. Il souhaite, comme il est dit dans le Préambule du Traité que celui-ci "constitue un pas important dans la recherche d'une paix intégrale dans la région" pour que soit obtenue la solution du conflit israélo-arabe dans tous ses aspects".

Rappelant sa position constante sur les droits de chacun des peuples de la région, conformément aux résolutions des Nations Unies sur les problèmes du Proche Orient, le P.S. réaffirme sa condamnation de toute forme de terrorisme.

Le P.S. voit dans cet événement une preuve qu'un effort persévérant de négociation peut, ici comme ailleurs surmonter l'enchaînement de la violence.

### Communiqué du 02/05/1979 sur la France

Le Parti Socialiste dénonce avec vigueur l'acharnement actuel du Pouvoir contre les Immigrés, et les étudiants étrangers en France. Après 4ans de pourrissement délibéré du conflit des foyers en grève de loyers (SONACOTRA notamment), et sans même avoir attendu les conclusions du rapport DELMON qui devait proposer des solutions, ce sont les séries de procès, les décisions sans précédent de fermer plusieurs foyers, et maintenant les expulsions massives (Strasbourg, Région Parisienne).

Cette répression au niveau des foyers s'inscrit dans une offensive globale très grave contre les immigrés : refoulements, expulsions du territoire, intensification des contrôles policiers sélectifs, menaces de non-renouvellement des titres de séjour – notamment des Algériens (en contradiction des accords entre la France et l'Algérie), et, enfin, projets de lois gouvernementaux.

Ces projets de lois, que le gouvernement présente séparément afin d'imposer une discussion morcelée plutôt que de permettre un débat global sur l'immigration, tendant à légaliser les pratiques arbitraires déclarées illégales par le Conseil d'Etat en Octobre-Novembre 1978. Ils rendraient la situation des immigrés encore plus précaire, en leur ôtant les garanties et les droits les plus élémentaires. Ils sont un des aspects de la politique globale menée avec le même mépris vis-à-vis de l'ensemble des travailleurs – français ou immigrés.

Le premier projet – le projet de loi BARRE-BONNET – présent d'une manière scandaleuse que la présence des immigrés pourrait être opposée à notre « intérêt national ». C'est ignorer délibérément que si ces travailleurs étrangers sont en France, c'est pour répondre aux besoins de notre économie. C'est désigner officiellement les immigrés comme boucs émissaires d'une crise dont ils sont pourtant victimes.

Extrêmement grave, ce projet BARRE-BONNET met en cause le droit d'asile, élargit le champ des expulsions, et légalise l'internement administratif – c'est-à-dire sans contrôle judiciaire.

Tous ceux qui sont attachés au respect de l'homme, de très hautes autorités morales et religieuses de ce pays, l'ensemble des démocrates, et tous les socialistes sont révoltés face à cette légalisation de l'arbitraire, à cette négation des droits les plus élémentaires, à cette atteinte à la dignité de la personne, à cette incitation au racisme, à et apartheid juridique.

Conscient que seule peut aboutir une réaction unitaire, le Parti Socialiste lance un appel solennel contre ces mesures qui peuvent faire craindre les pires et les plus inquiétants des engrenages.

### Communiqué du 09/05/1979 sur la France

Le Parti Socialiste condamne le projet de réforme de l'enseignement des langues vivantes annoncé par le Secrétaire d'Etat, Jacques Pelletier, sans aucune consultation des intéressés.

Elle conduirait rapidement au monopole de l'Anglais dans le 1er cycle de l'enseignement secondaire, au détriment de l'Espagnol, de l'Allemand, de l'Italien, et des autres langues, nationales ou régionales, actuellement envisagées.

Le Parti Socialiste rappelle que le droit à la différence commence par le respect de la diversité des langues. A l'heure où s'ouvre la campagne européenne, il réaffirme son attachement à une Europe de la pluralité, dans laquelle aucune langue ne domine les autres, et demande, par conséquent, que soit maintenu à l'école un enseignement diversifié des langues vivantes.

### Communiqué du 30/05/1979 sur la France

La majorité conservatrice à l'Assemblée Nationale vient de voter, malgré l'opposition résolue des élus Socialiste, les projets de loi BARRE-BONNET-BOULIN-STOLERU, sur les travailleurs immigrés, portant ainsi gravement atteinte à la dignité des immigrés et aux Droits de l'Homme dans notre pays.

Il est encore temps d'empêcher la mise en place de l'arsenal juridique répressif envisagé par le pouvoir. La saisine du Conseil Constitutionnel décidée par le Groupe Parlementaire Socialiste, le prochain débat au Sénat sur le texte du gouvernement, la mobilisation la plus large possible de tous ceux et celles qui sont soucieux du respect des libertés dans notre pays, peuvent faire échouer une offensive contre les droits des étrangers sans précédent en France depuis la guerre.

Le Parti Socialiste alerte par ailleurs l'opinion publique Française sur la multiplication des atteintes aux libertés que porte le pouvoir giscardien face à l'aggravation de la crise économique et sociale.

### Communiqué du 30/05/1979 sur Divers

La renégociation de la "Convention de Lomé " n'a pu s'achever, comme prévu, le 24 mai à Bruxelles et a dû être reportée sine die. L'attitude du gouvernement français est largement responsable de cette situation : ses propositions en matière d'aide marquaient une progression nettement insuffisante si l'on tient compte de l'inflation. Sa volonté de privilégier strictement la coopération bilatérale explique son attitude en cette affaire.

Le Parti socialiste souligne l'importance qu'il accorde au renouvellement et au renforcement des accords de Lomé. Aucun ordre économique stable ne peut s'instaurer sans un accord entre pays développés et pays du Tiers Monde ; à l'heure des élections européennes, un des enjeux du débat sur la construction de l'Europe est de développer des efforts en ce sens en même temps que pour une réelle indépendance de l'Europe.

La renégociation des accords de Lomé doit aboutir. Les pays de la Communauté doivent également, à Manille dans la Ve C.N.U.C.E.D., prendre un engagement positif et concerté pour la mise en œuvre effective d'un véritable fonds commun de stabilisation des cours des matières premières, fondé sur de réels accords de produits et disposant de ressources nécessaires à son bon fonctionnement. Ainsi pourront-ils apparaître comme des partenaires sérieux et crédibles pour les pays du Tiers Monde.

### Communiqué du 30/05/1979 sur la France

La majorité conservatrice à l'Assemblée Nationale vient de voter, malgré l'opposition résolue des élus Socialistes., les projets de loi BARRE-BONNET-BOULIN-STOLERU, sur les travailleurs immigrés, portant ainsi gravement atteinte à la dignité des immigrés et aux Droits de l'Homme dans notre pays.

Il est encore temps d'empêcher la mise en place de l'arsenal juridique répressif envisagé par le pouvoir. La saisine du Conseil Constitutionnel décidée par le Groupe Parlementaire Socialiste, le prochain débat au Sénat sur le texte du gouvernement, la mobilisation la plus large possible de tous ceux et celles qui sont soucieux du respect des libertés dans notre pays, peuvent faire échouer une offensive contre les droits des étrangers sans précédent en France depuis la guerre.

Le Parti Socialiste alerte par ailleurs l'opinion publique Française sur la multiplication des atteintes aux libertés que porte le pouvoir giscardien face à l'aggravation de la crise économique et sociale.

### Communiqué du 13/06/1979 sur le Nicaragua

Au Nicaragua, le régime dictatorial de la dynastie SOMOZA vacille à nouveau. La très forte participation à la grève générale, le soutien populaire aux combats contre l'armée indiquent clairement la volonté de la population d'en finir avec ce régime.

### Communiqué du 20/06/1979 sur le Nicaragua

#### SOLIDARITE NICARAGUA

Le Parti Socialiste salue la lutte du peuple nicaraguayen autour du Front Sandiniste contre la dictature de Somoza. Il apporte son soutien à la junte du gouvernement provisoire désigné par l'ensemble des forces démocratiques du Nicaragua et demande au Gouvernement Français de reconnaître la junte comme représentant légitime de la Nation nicaraguayenne.

Le PS doit manifester une solidarité active et permanente à l'égard des forces progressistes du Tiers Monde. Dans ce contexte, nous vous rappelons que le PS, soutient la lutte du peuple nicaraguayen contre la dictature de la dynastie Somoza. C'est pourquoi, dans le cadre de nos activités (fêtes de la Rose, manifestations diverses...) il est important que vous fassiez connaître la lutte du Front Sandiniste de Libération nationale (Nicaragua) à l'opinion publique. Dans ce but, vous pouvez vous mettre en liaison avec le Comité de Solidarité du Peuple Nicaraguayen, 67 rue du Théâtre 75015 PARIS, qui peut vous procurer du matériel pour organiser un stand et un recueil de fonds.

Pour tous renseignements, sur la situation au Nicaragua et les rapports que nous entretenons avec les forces politiques de ce pays, contacter le Secrétariat aux Relations Internationales du PS.

### Communiqué du 20/06/1979 sur la CEE

La décision de la Commission des recensements des votes pour l'élection de l'Assemblée des Communautés Européennes, d'enlever un siège à la liste Socialiste avec participation des Radicaux de Gauche pour l'attribuer à la liste gouvernementale de Madame Veil est grave.

Beaucoup de Français marqueront sans doute leur étonnement qu'un certain nombre de personnalités, à commencer par Madame Veil, se prêtent à cette misérable opération.

Le Parti Socialiste a répondu comme il convenait : son Premier Secrétaire, tête de la liste socialiste, a décidé de démissionner de son mandat de député à l'Assemblée des Communautés Européennes. Il exprime ainsi la protestation de tous les socialistes, de tous les démocrates devant le coup de force, leur refus de l'accepter.

Ainsi, bien que le Parti Socialiste soit présentement privé d'un siège, Yvette FUILLET pourra occuper celui auquel le suffrage universel lui donne droit. Ainsi, il y aura bien 6 femmes socialistes ( sur les 17 élues en France ) élues à Strasbourg, le Parti Socialiste, en conformité avec ses engagements politiques, tenant à assurer la plus large représentation aux femmes. Le Parti Socialiste engage devant le Conseil d'Etat, la procédure de recours prévue par la loi. Il appelle tous les Français attachés à la démocratie, au suffrage universel, à soutenir sa protestation et à demander avec lui, que le droit soit rendu.

### Communiqué du 20/06/1979 sur l'Asie

Le sort des réfugiés d'Asie du Sud-Est soulève une légitime émotion dans notre pays. Le Parti Socialiste dénonce le fait que le gouvernement Français puisse, à un moment où la vie de milliers d'hommes et de femmes est en jeu, envisager de réduire le quota d'accueil des réfugiés en France.

Le Parti saisira dans les prochains jours toutes les forces démocratiques et humanitaires de notre pays, afin de faire aboutir ses propositions et mettre le gouvernement devant ses responsabilités.

### Communiqué du 06/07/1979 sur le Viet Nam

Suppression de l'aide alimentaire au Vietnam.

### Communiqué du 11/07/19769 sur l'Argentine

Argentine, le Parti Socialiste demande avec force que toute la lumière soit faite sur le sort des 15 000 disparus. A la suite des déclarations du général Viola, membre de la junte, évoquant " les disparus pour toujours", le Parti Socialiste s'inquiète des menaces qui pèsent sur le sort de ceux dont on sait qu'ils sont en vie et parmi lesquels figurent des enfants et des femmes enceintes. Le Parti Socialiste demande à l'opinion publique de faire preuve de vigilance pour empêcher que ne se produise un véritable génocide en Argentine.

### Communiqué du 25/07/1979 sur le Chili

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste proteste contre l'intention du Gouvernement Français de vendre des avions de combat Mirage 50 au Chili. Venant après la vente d'autres armes à la dictature chilienne et au régime raciste d'Afrique du Sud, cet acte confirme à nouveau l'écart entre les discours du Président de la République sur la paix et la démocratie dans le monde et la réalité d'une politique de soutien aux régimes dictatoriaux.

### Communiqué du 05/09/1979 sur l'Iran

Après avoir refusé toute solution négociée au Kurdistan, Khomeiny et les autorités iraniennes se sont engagés dans la voie d'une répression brutale contre les populations civiles. Le Parti Socialiste qui était déjà intervenu pour exiger l'arrêt de la guerre et demander que soit recherchée une solution politique prenant en compte les aspirations des nationalités, dénonce l'écrasement de la population kurde par un régime qui remplace de plus en plus et dans tous les secteurs de la vie politique et sociale de l'Iran, la démocratie et le droit, par la force et le sectarisme.

### Communiqué du 12/09/1979 sur l'Espagne

ECHAVE

Juan Jose Echave qui réside depuis dix-sept ans au Pays Basque français avait entrepris le 18 août dernier une grève de la faim de plusieurs jours pour protester contre le retrait par les autorités françaises de ses cartes de séjours et de commerçant.

La mesure prise contre le réfugié basque illustre la conception que se fait le gouvernement, de la tradition d'asile qui était celle de la France.

Le Parti Socialiste demande que cette mesure soit rapportée.

### Communiqué du 12/09/1979 sur l'Italie

PIPERNO

Il s'étonne que le mois dernier, le jour même où la chambre d'Accusation rendait sa décision à l'égard de la première demande d'extradition concernant ce ressortissant italien et la rejetait en raison de son caractère politique, les autorités françaises aient été prévenues de l'arrivée imminente d'une deuxième demande d'extradition fondée sur une invraisemblable liste de 46 chefs d'inculpation.

Il rappelle que la France a une longue tradition de terre d'asile et souhaite que la Justice Française puisse se prononcer en toute indépendance, dans le respect des principes de la loi du 10 mars 1927 et de la Convention franco-italienne du 12 mai 1870 qui interdisent l'extradition en matière politique.

### Communiqué du 12/09/1979 sur le Chili

CHILI

Que cette visite se situe précisément lors du sixième anniversaire du coup d'Etat militaire illustre de façon symbolique les penchants du régime de Monsieur Giscard d'Estaing en politique extérieure.

Le Parti Socialiste condamne cette visite et réaffirme son soutien à la lutte du peuple chilien contre le régime discrédité.

### Communiqué du 17/10/1979 sur Divers

Le rapport publié par AMNESTY INTERNATIONAL intitulé "Les enfants aussi" recense 21 pays qui pratiquent une véritable utilisation politique de l'enfance martyre (séquestrations, disparitions, tortures ...).

Les socialistes, profondément révoltés devant de tels agissements, solidaires de tous ceux qui souffrent de dictatures quelles qu'elles soient, apportent et apporteront leur aide aux victimes, dénoncent et dénonceront constamment ces crimes inqualifiables, inlassablement joindront leur voix à toutes celles qui s'élèvent pour défendre les droits sans cesse bafoués de l'Homme et de l'Enfant.

Le Bureau Exécutif du P.S. demande au Gouvernement français de suspendre l'aide qu'il accorde à certains de ces gouvernements qui n'hésitent pas à utiliser de tels procédés avilissants pour se maintenir au pouvoir contre la volonté des populations. Il exige que le Gouvernement français intervienne avec fermeté auprès des gouvernements incriminés afin que les droits élémentaires de la personne humaine soient respectés, en particulier ceux des enfants.

### Communiqué du 17/10/1979 sur la Tchécoslovaquie

Un nouveau Procès de Prague va s'ouvrir lundi 22 octobre.

Avec le refus de laisser rentrer dans son pays le dramaturge Pavel KOHOUT, après un séjour légal à l'étranger (ce qui revient à prendre contre lui, une mesure de bannissement), le gouvernement tchécoslovaque a choisi d'accentuer sa répression contre les hommes et les femmes qui luttent, autour de la Charte 77, pour la liberté et la démocratie dans leur pays.

Les socialistes français dénoncent ces nouvelles atteintes aux Droits de l'Homme, ils réaffirment leur solidarité avec les militants de la Charte 77 et demandent la libération immédiate de tous les emprisonnés d'opinion en Tchécoslovaquie.

### Communiqué du 24/10/1979 sur l'Espagne

LE PROCES DE BILBAO

Le Parti Socialiste Français, solidaire des efforts du P.S.O.E. pour obtenir une législation concernant la contraception et l'avortement conforme au vœu des femmes d'ESPAGNE, réaffirme que le droit à disposer de soi est un droit inaliénable de la personne et que ce droit ne connaît pas de frontière.

### Communiqué du 24/10/1979 sur la France

NOUVELLES EXPULSIONS A LA SONACOTRA

Le Parti Socialiste condamne cette attitude et réaffirme sa solidarité avec les résidents expulsés. Il renouvelle son appel à l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires en cours et à l'ouverture de négociations avec les représentants - sans exclusive - des résidents et avec les organisations syndicales. Il exige la réintégration des résidents expulsés.

### Communiqué du 24/10/1979 sur la Tchécoslovaquie

#### VERDICT DE PRAGUE

Avec tous ceux qui sont attachés à la construction du Socialisme dans la liberté, le Parti Socialiste demande à nouveau que soient libérés tous les prisonniers politiques en Tchécoslovaquie, à l'égard desquels il réaffirme sa solidarité.

### Communiqué du 21/11/1979 sur Israël

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste tient à faire connaître la grave préoccupation que lui cause l'évolution de la situation en CISJORDANIE et, notamment, l'arrestation du Maire élu de Naplouse, Bassam CHAKA.

### Communiqué du 28/11/1979 sur la France

#### PROJETS DE LOI SUR LES IMMIGRES

A l'heure où s'ouvre le débat sur le projet de loi Boulin-Stoléru portant sur le renouvellement et le retrait des titres de travail et de séjour des travailleurs immigrés en France, le Parti Socialiste renouvelle sa condamnation de l'ensemble des projets de loi déposés par le gouvernement.

Les projets de loi Barre-Bonnet (sur les expulsions) et Boulin-Stoléru constituent une approche répressive des problèmes de l'immigration. Tentative de légalisation des pratiques arbitraires condamnées en plusieurs occasions par le Conseil d'Etat, ces projets constituent une atteinte aux libertés fondamentales. Ils représentent une arme redoutable contre des milliers d'hommes et de femmes dont l'apport au développement économique de la France a été et reste très important.

Par ailleurs, dans sa détermination à faire aboutir ses textes, le gouvernement utilise des méthodes inacceptables : il vient de passer outre la volonté exprimée par le Sénat et d'exclure tout représentant à l'Assemblée Nationale des partis de l'opposition à la Commission mixte paritaire qui se réunira le 5 Décembre.

Le Parti Socialiste a mobilisé et continuera à mobiliser tous ses moyens pour lutter contre les mesures proposées au Parlement.

### Communiqué du 12/12/1979 sur l'URSS

#### JEUX OLYMPIQUES à MOSCOU

1. Conçus pour être une fête sportive internationale, pour porter un message de fraternité et de paix, les jeux Olympiques laissent trop souvent la place à un affrontement entre nations. L'émulation entre sportifs de haut niveau est un fait culturel dont le PS reconnaît l'intérêt. Mais il dénonce la conception étroitement utilitaire et nationaliste que, comme beaucoup d'autres, le gouvernement par la voix et l'action de J.P. Soisson, tente d'imposer. En faisant reposer la sélection française pour les jeux sur une nouvelle forme de rentabilité mesurée en gain de médailles oubliant l'héritage des débuts de l'histoire des Jeux Olympiques, le gouvernement utilise de plus en plus le sport à des fins politiques.

2. Dans un monde marqué par la lutte de tant d'hommes et de femmes pour les libertés et les droits de l'homme, une fête internationale comme les Jeux Olympiques ne peut être complète si se poursuivent les atteintes de ces droits.

A l'occasion des Jeux Olympiques à Moscou, les socialistes français tiennent à lancer un appel à toutes les nations participantes pour qu'elles respectent les principes de les Droits de l'Homme tels qu'ils sont notamment affirmés par la Charte des Nations Unies, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les Pactes de 1966 et les Accords d'Helsinki.

Le Parti Socialiste qui voit dans le choix de Moscou par les autorités sportives internationales, un hommage rendu à l'Union Soviétique et à son peuple pour leur contribution au développement du sport tant comme activité de masse que de haut niveau, adresse en premier lieu cet appel au pays organisateur dont les responsabilités sont essentielles pour que les jeux soient une entière réussite.

C'est pourquoi à l'occasion de ces jeux, le gouvernement soviétique doit donner la preuve de sa volonté d'agir en faveur des libertés et de la paix entre les hommes. Le PS demande, comme il l'a déjà fait à de nombreuses reprises, la libération des prisonniers ou internés d'opinion en Union Soviétique, que leur perte de liberté soit due à des raisons religieuses, syndicales, politiques, ou de nationalité. Les socialistes réaffirment leur

attachement à la libre circulation des personnes. Ils demandent que les journalistes puissent pleinement effectuer leur travail d'information.

### Communiqué du 12/12/1979 sur la Tchécoslovaquie

Le Parti Socialiste avait, en Octobre, exprimé son indignation devant les six condamnations prononcées à la suite d'une parodie du procès des militants de la Charte 77. Leur procès vient en appel, à Prague, le Jeudi 20 décembre. Le Parti Socialiste tient aujourd'hui, à exprimer à nouveau son entière solidarité avec ceux, qui, en Tchécoslovaquie, luttent pour que soient respectés les droits de l'Homme, notamment ceux précisés dans les engagements internationaux acceptés par l'Etat tchécoslovaque.

Les Socialistes s'inquiètent devant une recrudescence de procès politiques contraires à l'esprit d'Helsinki et dommageables à la détente, aussi exigent-ils la libération immédiate des emprisonnés du VONS et de la Charte 77.

## 1980

### Communiqué du 02/01/1980 sur l'Italie

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste salue la mémoire de Pietro NENNI, Président du Parti Socialiste Italien. Les socialistes français ressentent sa disparition comme une lourde perte pour le mouvement socialiste international.

### Communiqué du 02/01/1980 sur l'Afghanistan

Déjà présente depuis plusieurs années en Afghanistan, l'Union soviétique franchit un pas supplémentaire en intervenant massivement sur le plan militaire, dans un pays appartenant au mouvement des non alignés, pour imposer un gouvernement.

Le Parti socialiste, opposé à toute ingérence d'un État dans les affaires d'un autre État, condamne cette intervention comme il a condamné les interventions américaines en Asie du Sud-Est et en Amérique latine ou les interventions du gouvernement français en Afrique.

Le Parti socialiste souhaite que l'ensemble des forces de Gauche manifestent en cette circonstance leur attachement à la paix et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

### Communiqué du 16/01/1980 sur le Chili

Suite à l'émission d'Antenne 2 "Les dossiers de l'Écran", du 15 janvier 1980, sur la chute du régime d'ALLENDE, le Parti Socialiste proteste énergiquement contre les procédés scandaleux utilisés à l'occasion de cette émission. Quant à l'exclusion de tout représentant de courants politiques français ayant été solidaires de l'action de Salvador ALLENDE, elle prouve une nouvelle fois la partialité de la télévision française.

Le Parti Socialiste Français demande de pouvoir faire connaître le point de vue de ceux qui en France ont soutenu les principes et les luttes du gouvernement ALLENDE et qui sont toujours solidaires du peuple Chilien combattant pour la Démocratie.

### Communiqué du 23/01/1980 sur l'URSS

SAKHAROV

La décision prise par les autorités soviétiques, en contradiction flagrante avec les engagements souscrits à la Conférence d'Helsinki, n'est pas compatible avec l'esprit de la Détente. Les socialistes français, pour qui le respect de toutes les libertés démocratiques est indissociable de la lutte pour le Socialisme, demandent la libération immédiate d'Andreï SAKHAROV. En le rétablissant dans la plénitude de ses droits, en particulier celui d'exprimer librement son opinion, l'URSS manifesterait sa volonté d'agir en faveur de la Paix.

Projet de communiqué de LJ adopté à l'unanimité

### Communiqué du 23/01/1980 sur l'Afghanistan

C'est un spectacle affligeant de voir le principal dirigeant d'un grand parti, le Parti communiste, tenter de justifier l'injustifiable. En près de deux heures d'émission, lundi soir, Georges Marchais n'a quasiment accordé aucune attention aux intérêts des travailleurs de France, victimes de la politique de répression sociale du patronat et du gouvernement de la Droite. Il a, à l'évidence, ménagé Giscard d'Estaing.

Les dirigeants communistes ne s'y trompent pas : obsédés par l'élection présidentielle, ils veulent à tout prix atteindre le Parti socialiste, au risque de maintenir Giscard et la Droite au pouvoir, et de renvoyer à plus tard la solution aux problèmes des travailleurs.

Le Bureau exécutif exprime au Premier secrétaire du Parti socialiste, dont le rôle a été déterminant pour le rassemblement unitaire du peuple de Gauche, la solidarité et la confiance de tous les socialistes.

Voté à l'unanimité (23 Janvier 1980)

### Communiqué du 30/01/1980 sur l'URSS

Dès le 12 décembre 1979, le Bureau exécutif du Parti socialiste a pris position pour la participation aux Jeux olympiques de Moscou, en dépit des problèmes qui se posaient déjà au regard des Droits de l'homme en Union soviétique. A l'unanimité, il a lancé un appel à toutes les nations participantes pour le respect des Droits de l'homme, en même temps qu'il soulignait les responsabilités essentielles de l'Union soviétique pour que cette manifestation sportive se tienne dans les meilleures conditions.

Le Parti socialiste souhaite donc que les Jeux redeviennent une fête culturelle, universelle et fraternelle, et ne soient pas une confrontation de nationalismes par l'intermédiaire d'athlètes. Il est prêt dans cet esprit à examiner pour l'avenir les propositions allant dans ce sens, que ce soit par la suppression des hymnes et des drapeaux ou par la création d'une « enclave olympique » au choix du Comité international olympique.

Les décisions prises par le gouvernement soviétique d'envahir militairement l'Afghanistan et d'arrêter Andreï Sakharov ont compromis la tenue des Jeux. Et, à l'évidence, ce gouvernement les compromettrait plus encore en poursuivant dans cette voie.

Le Parti socialiste n'entend pas pour autant s'associer à une campagne de boycott. Il veut marquer par là qu'il n'accepte pas de s'engager dans l'engrenage d'un retour à la guerre froide, là où celui-ci peut être évité, et sa volonté de préserver toutes les possibilités de contact entre les peuples.

De plus, le Parti socialiste n'accepte pas l'hypocrisie selon laquelle les hommes d'affaires de l'Ouest et de l'Est pourraient poursuivre entre eux de fructueux échanges pendant que les sportifs seraient, eux, de simples jouets dans les mains des États, et n'auraient pas la possibilité de se déterminer en citoyens libres et responsables.

Le Parti socialiste renouvelle son exigence de retrait immédiat des troupes soviétiques d'Afghanistan et la libération d'Andreï Sakharov. Il demande à ses sections et fédérations d'intervenir dans ce sens auprès des autorités soviétiques.

Il prendra prochainement de nouvelles initiatives concrètes pour la paix et la défense des Droits de l'homme partout où ceux-ci sont menacés.

### Communiqué du 20/02/1980 sur la France

#### OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Le Parti Socialiste proteste contre les conditions dans lesquelles Patrice COU LON vient d'être mis en prison, d'abord à Orléans, puis à Fresnes. Cette incarcération est contraire à la loi qui prévoit explicitement qu'il ne peut y avoir de contrainte par corps dans le cas de délits politiques. Plutôt que de donner un véritable statut aux objecteurs de conscience, les pouvoirs publics préfèrent frapper certains « pour l'exemple » d'une manière totalement arbitraire.

Le Parti Socialiste demande que l'on reconnaisse à Patrice COU LON le statut d'objecteur et qu'on le libère immédiatement.

### Communiqué du 27/02/1980 sur le Zimbabwe

Dès le mois de novembre dernier, le gouvernement d'Afrique du Sud a menacé d'intervenir militairement au Zimbabwe, à la suite des élections générales qui s'y déroulent actuellement si, selon son expression "le chaos s'installait dans le pays". Il a renouvelé cette menace le 20 février.

Le Bureau Exécutif' du Parti Socialiste s'étonne vivement de ce que le gouvernement français qui pourtant a montré par l'envoi d'observateurs, son attachement au processus démocratique en cours, n'ait pas cru devoir manifester sa réprobation des déclarations du gouvernement Sud Africain. Il estime indispensable une telle initiative en un moment crucial pour l'avenir du Zimbabwe et pour la paix sur le continent africain.

### Communiqué du 12/03/1980 sur le Brésil

#### BRESIL : FEMMES VICTIMES DE LA REPRESSION POLICIERE

Un grand nombre de femmes brésiliennes ont manifesté et alerté l'opinion pour que commence une campagne de libéralisation de l'avortement au Brésil. Tous les témoignages de solidarité leur sont utiles. Le Parti Socialiste Français qui mène depuis des années campagne pour qu'en France les femmes disposent du droit de choisir les conditions de leur maternité, soutient dans ce combat l'action du COLETIVO DE MULHERES DO RIO DE JANEIRO et de toutes les organisations qui au Brésil luttent dans le même sens.

### Communiqué du 19/03/1980 sur Divers

La troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer dont la neuvième session se déroule actuellement à New-York achoppe toujours sur la question cruciale de l'exploitation en commun des ressources de la zone internationale des fonds marins.

L'attitude des grandes puissances maritimes et des pays capitalistes paraît largement responsable de cette situation : après avoir obtenu le maintien de la liberté de circulation pour leurs flottes de guerre, ces Etats, qui sont par ailleurs les principaux bénéficiaires du nouveau partage des mers réalisé par la Conférence, s'efforcent

aujourd'hui de limiter au maximum la portée pratique de la reconnaissance des fonds marins comme patrimoine commun de l'humanité.

Si certains progrès ont été enregistrés dans le cadre du marchandage global de la Conférence, le refus des pays industriels d'organiser un transfert véritable de leurs technologies au profit du Tiers-Monde et de reconnaître les pouvoirs de l'Autorité Internationale des fonds marins sur l'organisation de l'exploitation de la zone internationale, risque de mettre en cause l'adoption d'une convention globale sur le droit de la mer, élément indispensable à la stabilité des relations internationales.

Seule des nations industrialisées, la France n'a pas souscrit d'engagement financier en faveur de l'Autorité internationale, portant ainsi une responsabilité particulière dans le blocage actuel de la négociation, s'opposant à une véritable internationalisation de l'exploitation des fonds marins. La diplomatie française apparaît de ce fait très isolée pour garantir les droits légitimes des populations des DOM TOM au contrôle de l'exploitation de leurs zones économiques.

Le P.S. affirme à nouveau avec force l'importance qu'il attache à la conclusion d'un accord sur l'exploitation du patrimoine commun de l'humanité, dans la perspective de la construction d'un nouvel ordre économique international. Après les échecs successifs de la cinquième C.N.U.C.E.D. à Manille et la conférence de l'O.N.U.D.I. à New Dehli, un nouvel échec risquerait d'entraîner des répercussions graves dans le Tiers-Monde et d'inciter à des mesures de représailles mettant en cause la liberté de circulation maritime.

D'autre part, face à la nouvelle pollution provoquée par le récent naufrage d'un pétrolier au large de la Bretagne, le P.S. mandate ses parlementaires membres de la Délégation Française, J.Y. LE DR IAN et A. ANDR IEUX, d'intervenir auprès des représentants du gouvernement français à la Conférence de New York pour faire insérer dans le texte de négociation de nouvelles dispositions contraignantes permettant un contrôle effectif des Etats côtiers sur les normes de sécurité des navires transportant des hydrocarbures et des matières dangereuses.

### Communiqué du 19/03/1980 sur l'URSS

Parce qu'elles refusent de céder à l'interdit de se réunir, de penser, d'agir et d'écrire ce qu'elles pensent, des femmes soviétiques sont harcelées par la police de leur pays, notamment Tatiana Mamonova, Tatiana Gorticheva, Julia Voznessenskaïa et Sofia Sokolova qui sont à l'origine de la rédaction et de la publication de l'Almanach « La femme et la Russie » et de la revue « Maria ». La poursuite de leurs activités risque d'entraîner leur arrestation. Le Parti socialiste français constate que l'attitude de la police d'État est contraire à l'article 50 de la Constitution soviétique qui stipule que « les libertés de parole, de presse, de réunion, de meeting, de défilé et de manifestation sont garanties aux citoyens de l'URSS, et qu'elle est également contraire à l'article 19 des accords d'Helsinki signés par l'URSS, qui reconnaît le droit de libre circulation des personnes et des idées.

### Communiqué du 26/03/1980 sur le Maroc

Le souverain du Maroc effectue un séjour en France et rencontre le Président de la République et des membres du gouvernement dans le cadre d'une « visite de travail » pour discuter du soutien français à sa politique tant intérieure qu'extérieure.

A cette occasion, le Parti Socialiste tient à manifester sa vive inquiétude face à la recrudescence de la répression au Maroc. Il réaffirme son soutien à tous les militants politiques et syndicaux emprisonnés sans jugement et détenus dans des conditions dramatiques. Il appelle ses militants à se mobiliser pour le respect de la démocratie et des droits de l'homme au Maroc.

### Communiqué du 26/03/1980 sur le Salvador

ASSASSINAT DE MONSEIGNEUR OSCAR ROMERO

L'assassinat de cet homme qui symbolisé depuis si longtemps la lutte pour les opprimés est un coup porté à la liberté et à la justice dans le monde entier. A travers ce crime, ce sont tous les démocrates, tous les progressistes qui sont aujourd'hui visés.

Le Parti Socialiste tient à marquer sa vive émotion ; il condamne la répression croissante qui sévit au Salvador et réaffirme son soutien au peuple salvadorien et aux forces progressistes qui luttent pour l'instauration de la démocratie dans ce pays.

### Communiqué du 02/04/1980 sur les États-Unis

MENACES SUR LES ATHLETES AMERICAINS

Le Parti Socialiste s'inquiète de ce qui serait une grave atteinte à la liberté de circuler, rappelée d'ailleurs dans les Accords d'Helsinki. Il proteste à nouveau contre tout ce qui tend aujourd'hui à réduire les sportifs à n'être que des pions manipulés par les pouvoirs politiques.

### Communiqué du 30/04/1980 sur la CEE

#### ECHEC AU SOMMET EUROPEEN

Le Parti Socialiste s'inquiète également avec l'ensemble du monde agricole des conséquences catastrophiques que risquent d'avoir pour les agriculteurs français et européens, le nouveau retard apporté à la décision finale sur les prix et le montant de l'augmentation envisagée avec l'accord du gouvernement français.

En ce qui concerne les prix, le P.S. rappelle ses propositions : 7,9 % en moyenne d'augmentation des prix et démantèlement des montants compensatoires monétaires dès le début de la campagne, ce qui donnerait une augmentation moyenne des prix agricoles en France de 11,4 % à la production ; suppression de la taxe de co-responsabilité et mise en place d'une réglementation européenne pour le marché de la viande ovine avec détermination d'un prix indicatif comme cela existe pour d'autres productions. Il ajoute que seule une profonde réforme de la politique agricole commune pourra éviter que de tels conflits rebondissent chaque année.

Si l'on peut reprocher au gouvernement britannique son manque de solidarité européenne, l'échec que vient d'essayer Giscard d'Estaing est le prix de son absence de volonté politique sur ce plan comme sur d'autres. Ce n'est pas seulement une négociation qui a échoué, c'est toute une politique d'hésitation diplomatique et de mensonge à l'égard des agriculteurs.

Le P.S., quant à lui, a rappelé samedi dernier lors de sa Convention consacrée à la situation internationale que c'est d'une Europe réellement indépendante, économiquement et politiquement, que dépend la satisfaction des besoins des peuples européens. Il poursuivra son action dans ce sens.

### Communiqué du 07/05/1980 sur le Brésil

#### REPRESSION AU BRESIL

De plus, les enseignants du Minas Gerais ont entamé, depuis le 22 avril, un processus de grève.

Tous ces conflits sociaux et la réponse violente que la dictature du Général Figueredo y apporte font la démonstration que l'«ouverture démocratique» devient purement formelle.

Le Parti Socialiste proteste contre toutes les atteintes aux libertés syndicales, exige la libération immédiate des syndicalistes emprisonnés. Il apporte son soutien aux travailleurs brésiliens pour le respect de leurs droits économiques et syndicaux.

### Communiqué du 07/05/1980 sur la France

Le samedi 10 mai 1980, les associations d'immigrés et les associations de solidarité avec les immigrés organisent une marche nationale à Paris. Elle a pour but d'élever une protestation contre la situation faite aux travailleurs immigrés. Ils sont en effet parmi les premiers touchés par la gravité de la crise, parmi les premiers à subir le durcissement de la politique gouvernementale.

Le Parti Socialiste mettra tout en œuvre tant au niveau parlementaire qu'au niveau militant pour faire reculer le gouvernement. Il appelle au soutien de la marche nationale du 10 mai, exprimant ainsi sa solidarité avec les immigrés.

### Communiqué du 21/05/1980 sur le Canada

#### QUEBEC : APRES LE REFERENDUM

A la suite du référendum qui vient de se dérouler, le PS tient à redire au peuple québécois son amitié et sa solidarité.

Il considère que le moment est venu pour les vainqueurs de la consultation de tenir leurs engagements sur la refonte du fédéralisme canadien.

### Communiqué du 21/05/1980 sur l'Europe de l'Est

#### La rencontre de Varsovie

«Mais nous sommes dans une période de tension qui devrait exclure que le gouvernement de la France agisse avec légèreté. De telles rencontres doivent donc être préparées sérieusement pour aboutir à des résultats sérieux. Ce n'est pas le cas de ceux qu'on nous présente. En effet, un constat de désaccord, l'absence garantie sur plusieurs points fondamentaux - dont l'inacceptable occupation de l'Afghanistan par les troupes soviétiques,

un projet de conférence en 1981 tellement vague que le Ministre des Affaires Etrangères n'en a même pas dit mot à la tribune de l'Assemblée, rien sur la Conférence sur la coopération et la sécurité prévue normalement à Madrid en Novembre, - cela ne constitue pas un bilan positif.

Est-ce ce qui explique que le Président de la République et le gouvernement se refusent à informer réellement l'opinion et à débattre au Parlement des raisons et des résultats de cette initiative précipitée ? Faut-il y voir surtout, comme le suggèrent certains, des motifs de politique intérieure ? Ce serait indigne de la diplomatie d'un grand pays, ce serait dérisoire par rapport aux principes qui doivent déterminer la conduite des affaires de la France.

### Communiqué du 28/05/1980 sur la Corée du Sud

COREE DU SUD : LA PAIX EN DANGER

### Communiqué du 28/05/1980 sur l'Afrique du Sud

ARRESTATIONS ET CENSURE EN AFRIQUE DU SUD

Plus d'une centaine de responsables des Eglises d'Afrique du Sud ont été arrêtés le 26 mai à Johannesburg au cours d'une marche de protestation contre l'emprisonnement de l'ancien Secrétaire général du Conseil Chrétien d'Afrique du Sud.

Tous tenaient ainsi à marquer leur solidarité avec les étudiants métis et noirs en grève dans le but de protester contre la politique d'apartheid dans l'éducation. Le fait que les personnalités aient été relâchées après une nuit en prison n'enlève rien au sens de leur protestation.

Le Parti Socialiste condamne ces arrestations et l'aggravation de la répression pratiquée par un régime qui, maîtrisant de moins en moins la situation politique, cherche actuellement à renforcer encore ses moyens de contrôle par un projet de loi sur la censure qui réduira encore plus les possibilités d'expression, déjà fort réduites, de l'opinion.

### Communiqué du 04/06/1980 sur le Moyen-Orient

VIOLENCES EN CISJORDANIE

En ce sens, le Parti Socialiste qui, si souvent dans le passé, a condamné le terrorisme, d'où qu'il vienne et sous toutes ses formes, exprime son indignation devant l'attentat qui vient d'être commis à l'égard de deux personnalités palestiniennes marquantes, les maires de Naplouse et de Ramallah. Un tel acte de terrorisme ne peut qu'aboutir à durcir, une fois de plus, les rapports entre les Israéliens et Palestiniens alors que le seul processus de paix passe par une reconnaissance conjointe et un dialogue direct aboutissant à la coexistence entre les deux peuples. La recherche et le châtement sans faiblesse des coupables, conformément aux engagements pris par le gouvernement israélien, doivent contribuer à enrayer l'engrenage de la violence.

### Communiqué du 04/06/1980 sur la CEE

L'ACCORD DE BRUXELLES

Le Parti Socialiste comprend parfaitement qu'une négociation ait lieu au sein de la Communauté afin de trouver une solution à un problème temporaire posé par l'un des pays membres en difficulté. Mais il constate, qu'en cédant sur toute la ligne aux exigences britanniques en matière budgétaire, le gouvernement français n'a pas fait avancer la solidarité européenne. Il a fait reculer. En effet, la Grande-Bretagne a obtenu pour trois ans une réduction substantielle de sa contribution financière au budget de la Communauté, (7 milliards de F.F. en 1980, 8,4 milliards en 1981 et en 1982) sans que soit mise en question - ce qui est le plus grave - sa possibilité de s'approvisionner en produits agricoles en dehors de la Communauté. Ainsi le manquement au principe de la préférence communautaire n'est plus sanctionnée, ce qui constitue une atteinte importante aux fondements mêmes de la Politique Agricole Commune. Pour les contribuables français cette note supplémentaire sera lourde : 4 milliards de F.F. au minimum pour les trois ans.

En acceptant une hausse moyenne des prix agricoles pour la campagne 1980/81 de 5 % seulement, le gouvernement français a de nouveau condamné les agriculteurs de notre pays à voir leur revenu baisser substantiellement en 1980. Malgré le démantèlement des montants compensatoires français, le revenu agricole par exploitation en francs constants diminuera de 5 à 10 % cette année.

Le PS rappelle à cette occasion ses propositions en matière de prix agricoles : 7,9 % en moyenne d'augmentation des prix européens et démantèlement des montants compensatoires monétaires dès le début de la campagne, ce qui aurait donné une augmentation moyenne des prix agricoles en France de plus de 12 % à la production,

suppression de la taxe de co-responsabilité et mise en place d'une réglementation européenne pour le marché de la viande ovine avec détermination d'un prix indicatif comme cela existe pour d'autres productions.

Il ajoute que seule une profonde réforme de la Politique Agricole Commune pourra éviter que de tels conflits rebondissent chaque année et rappelle qu'il a fait des propositions en ce sens.

Le PS demande, par ailleurs, avec insistance, que des propositions précises soient faites par la Commission au Conseil des Ministres de la CEE pour permettre de nouveaux développements des politiques communes tenant compte, en particulier en matière régionale, sociale, industrielle et agricole, de la situation économique spécifique et des préoccupations prioritaires de chacun des Etats qui composent la Communauté.

Le Parti Socialiste s'opposera dans l'avenir, comme il l'a fait dans le passé, à toute orientation qui accroîtrait l'aspect libre-échangiste de cette Europe communautaire, dont l'absence de volonté camoufle mal l'absence d'identité.

### Communiqué du 04/06/1980 sur le Brésil

#### REPRESSION AU BRESIL

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste apporte son soutien à l'action courageuse de Marli PEREIRA SOARES et de ses camarades brésiliens.

### Communiqué du 11/06/1980 sur l'Afghanistan

En Afghanistan, l'intervention militaire soviétique se heurte à un véritable mouvement de résistance nationale. Devant l'hostilité de plus en plus marquée du peuple afghan et pour perpétuer le gouvernement de BABRAL KARMA L, l'URSS accentue la répression, utilisant, selon des informations de plus en plus précises, des méthodes de guerres terroristes, en particulier, l'exécution physique de certains opposants et le bombardement de villages au napalm, tandis qu'à Kaboul, des lycéens sont massacrés.

A l'heure où l'application des accords d'Helsinki va être évoquée à Madrid, l'URSS doit faire la preuve de sa volonté de paix en respectant les principes de base, et avant tout le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le Parti Socialiste, qui a condamné, dès le premier jour, l'intervention militaire et s'est prononcé pour la recherche d'une solution politique, exige le retrait des troupes soviétiques qui en est la première condition.

### Communiqué du 18/06/1980 sur l'URSS

#### VLADIMIR BORISSOV

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste proteste contre cette arrestation et demande la libération de Vladimir BORISSOV.

Communiqué adopté par le Bureau exécutif le 18 juin 1980 à l'unanimité

### Communiqué du 25/06/1980 sur Divers

Le Parti Socialiste réaffirme que le désarmement, la détente et la sécurité collective sont des objectifs prioritaires. Tous les efforts doivent donc être faits pour préparer activement et favoriser le succès de la Conférence de Madrid. Il rappelle sa proposition de réunion d'une Conférence Européenne de réduction des forces et des tensions qui devra débattre, notamment, des armements conventionnels, des forces stationnées, du déploiement des armes nucléaires en Europe et des mesures de confiance et d'information mutuelle nécessaires à la défense de la paix.

Si l'on peut convenir de moderniser l'arme de la semonce, et de nous donner les moyens d'étude et la maîtrise de la technologie des armes neutroniques, nous n'acceptons pas la décision de leur fabrication et de leur déploiement qui aurait pour conséquence, dans les circonstances présentes, de nous faire participer à la bataille nucléaire de l'avant, contraire aux choix faits par les socialistes, de la stratégie de la dissuasion.

Le Parti Socialiste rappelle que la défense doit rester l'affaire de tous les Français. C'est pourquoi il renouvelle son attachement au service national, réduit à six mois, suivi de périodes de réserve de deux mois, fortement décentralisé et démocratisé.

### Communiqué du 02/07/1980 sur le Guatemala

Au Guatemala, le 21 juin 1980, 24 dirigeants de la Centrale Nationale des Travailleurs ont été arrêtés par les forces de l'ordre. Cette nouvelle atteinte aux Droits de l'Homme ne fait qu'aggraver un bilan déjà très lourd. L'exemple de la répression qui s'abat depuis 1976 sur le Syndicat de la Coca Cola témoigne de la violence de cette dictature : trois secrétaires généraux assassinés, un autre condamné à l'exil après plusieurs tentatives d'attentat.

Le Parti Socialiste continuera à dénoncer toutes les violations des Droits de l'Homme commises par la dictature du Général Roméo Lucas, les interventions étrangères visant à faire taire le peuple guatémaltèque.

Le Parti Socialiste interviendra auprès du gouvernement français pour que soit reconsidérée la politique d'investissements au Guatemala - en particulier celle d'Elf-Aquitaine - tant que ne seront pas rétablies dans le pays des conditions minima de sécurité. Dans le même sens, le Parti Socialiste demande à ses militants et à ses sympathisants, de respecter le boycott touristique du Guatemala demandé par les forces d'opposition.

### Communiqué du 23/07/1980 sur le Bolivie

#### "CONTRE LA REPRESSION EN BOLIVIE

Le Parti Socialiste condamne le coup d'Etat, les assassinats et les arrestations perpétrés par les forces armées, et l'usurpation du pouvoir par le Général Meza qui a destitué la Présidente par interim, Lydia Gueiler.

Le Parti Socialiste rappelle son attachement au processus démocratique brutalement interrompu ; demande la ratification de l'élection à la Présidence d'Hernan Siles Suazo désigné par le suffrage populaire et réaffirme son soutien à la résistance et au combat du peuple bolivien pour retrouver sa liberté.

Il appelle les Français à manifester leur solidarité avec la lutte du peuple bolivien et à demander, avec les socialistes, au gouvernement français de sortir de son silence. En particulier, il exige que l'opinion publique soit informée sur les faits perpétrés à l'Ambassade de France et sur la réponse qui y a été apportée.

Le gouvernement se doit d'interrompre toutes relations avec un régime illégal qui veut faire taire par la force la volonté de son peuple, et de demander au Conseil de Sécurité des Nations Unies de se saisir de cette affaire.

### Communiqué du 23/07/1980 sur le Salvador

Charles JOSSELIN, Président du Conseil Général des Côtes du Nord, député socialiste au Parlement Européen, mandaté par la direction du Parti Socialiste et Jean-Paul LEY, avocat à la Cour d'Appel de Paris, mandaté par la Fédération Internationale des Droits de l'homme effectuent à partir de ce jour, 23 juillet, une mission d'information sur la situation des droits de l'homme au Salvador. A leur retour à Paris, le 31 juillet, ils tiendront une conférence de presse.

### Communiqué du 03/09/1980 sur le Chili

#### SOUTIEN AU FRONT UNI CHILIEN

Le 11 Septembre prochain, date anniversaire du coup d'Etat de 1973 et de la mort de Salvador Allende, le Général Pinochet organise au Chili un plébiscite destiné à mieux garantir sa présence à la tête de l'Etat.

Le Parti Socialiste qui a toujours condamné le coup de force de la junte chilienne et la dictature militaire, qui a apporté sa solidarité, tant politique que matérielle, aux opposants chiliens, dénonce vivement cette tentative de légalisation du maintien au pouvoir du dictateur Pinochet.

Le Parti Socialiste apporte son soutien aux forces politiques qui se sont regroupées au sein d'un Front Uni contre le Plébiscite et pour la Démocratie, et sera présent à la manifestation organisée par les exilés chiliens, qui se déroulera le 10 Septembre devant l'Ambassade du Chili à 18 heures.

### Communiqué du 03/09/1980 sur la Pologne

#### SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS POLONAIS

Cependant que le pouvoir en France, comme il l'avait fait déjà pour l'Afghanistan, qualifiait de rébellion le mouvement populaire, les socialistes français ont affirmé leur solidarité aux travailleurs polonais dans leur combat pour la conquête de nouveaux droits, de nouveaux espaces de liberté. Au moment où se met en place un processus riche d'évolutions vers plus de démocratie en Pologne, le PS met en garde, au nom même de la détente en Europe et de son avenir, contre toute tentation d'intervention dans les affaires intérieures de ce pays. Il s'inquiète à ce sujet de certaines déclarations parues dans la presse soviétique. Il y a une solidarité entre l'avancée démocratique à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe et le desserrement de la logique des blocs.

Une fois de plus, la preuve est faite que le peuple est le véritable acteur de l'Histoire dans l'un et l'autre système, et que le mouvement ouvrier est le principal porteur des exigences démocratiques. L'aspiration à la liberté et à la démocratie ne peut être durablement oubliée par aucun gouvernement.

## Communiqué du 17/09/1980 sur la Corée du Sud

Kim DAE JUNG, chef de l'opposition démocrate en Corée du Sud et que l'Internationale Socialiste a invité à son prochain congrès en Novembre à Madrid, vient d'être condamné à mort par la dictature militaire du Général CHON.

Le Parti Socialiste proteste vivement contre les condamnations qui frappent Kim DAE JUNG et 23 autres opposants et il appelle à une mobilisation nationale et internationale de tous les démocrates. Il multipliera les démarches et mobilisera ses adhérents et ses sympathisants pour obtenir la libération de Kim DAE JUNG, symbole de la lutte pour la liberté en Corée du Sud.

Il demande au gouvernement français d'intervenir immédiatement en faveur de Kim DAE JUNG. Il y va de nos relations avec la Corée du Sud.

## Communiqué du 24/09/1980 sur l'Asie

LE CONFLIT ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Le PS déplore que le gouvernement français en développant massivement ses ventes d'armes, ait favorisé la course aux armements dans cette région du monde.

Ni la France, ni la Communauté Européenne ne sauraient rester indifférentes devant ce conflit. Le PS considère que la France doit multiplier les initiatives, au niveau européen comme à l'ONU, pour rechercher un cessez le feu et assurer un retour au calme dans le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

## Communiqué du 04/10/1980 sur la France

HALTE AU RACISME

Après les assassinats de Laid Sebaaj, Henri Curiel, après les morts et les blessés de la rue Copernic, faudra-t-il de nouvelles tentatives et de nouvelles victimes pour que cessent l'incroyable impuissance de la police, les discours lénifiants du pouvoir et la montée de la violence terroriste.

Le Parti Socialiste exige que tout soit mis en œuvre par les autorités de l'Etat pour que les auteurs de ces actes soient recherchés, découverts et châtiés.

Dès aujourd'hui, le Parti Socialiste adresse une lettre aux présidents des deux Assemblées pour que le Premier Ministre s'explique dès lundi sur son attitude face à la recrudescence des actes racistes et antisémites.

La première question qu'il posera au Gouvernement est celle de la démission du Ministre de l'Intérieur. D'autre part, il demandera la constitution d'une Commission d'enquête parlementaire à l'Assemblée Nationale et au Sénat sur les actes racistes et antisémites.

Le Parti Socialiste, qui s'est associé immédiatement aux manifestations de protestation, appelle ses militants et ses sympathisants à participer aux actions de grèves et à la grande manifestation unitaire qui aura lieu le mardi 7 octobre. Il mettra tout en œuvre pour que ces actions soient menées dans l'unité la plus large.

Il s'adresse à ses Fédérations départementales pour qu'elles invitent leurs militants et leurs élus à prendre toutes les initiatives nécessaires (déclarations, délégations auprès des Préfets, participations aux manifestations, etc...) pour amplifier l'actuel mouvement de protestation.

## Communiqué du 29/10/1980 sur l'Asie

Conflit Irak - Iran

Conflit à l'origine localisé, il tend à accroître aujourd'hui les risques de déstabilisation dans l'ensemble de la région, la course aux armements et l'intervention des grandes puissances.

Le gouvernement français tient des propos rassurants malgré la situation de dépendance extrême de notre pays par rapport à l'Irak (21:1 % de nos approvisionnements pétroliers) et au Moyen-Orient en général (75 %) et malgré le fait que la moitié de nos importations de pétrole transitent par le détroit d'Ormuz.

Bien plus, il profite de la situation pour poursuivre une politique mercantile irresponsable. Il vient de signer un contrat de vente d'armes de 14,4 milliards de Francs avec l'Arabie Saoudite. Quant à la vente à l'Irak d'un réacteur nucléaire sans contrôle réel sur son utilisation et notamment sur l'uranium enrichi fourni, elle est un exemple extrêmement inquiétant de cette politique qui facilite l'introduction des armes nucléaires dans la région.

Le gouvernement français se doit de dire au pays la vérité sur la situation et les mesures qu'il entend prendre. Au lieu de rester un observateur passif de cette guerre et de se borner à des prises de positions sans conséquences, il doit dénoncer clairement les risques de la situation et utiliser les relations qu'il a avec le gouvernement de Bagdad, pour déployer tous les efforts nécessaires à l'instauration d'un cessez-le-feu et permettre un retour à la paix sur la base du respect des droits des peuples.

## Communiqué du 05/11/1980 sur Divers

### CONTRE LA REPRESSION

A la veille de leur procès, le PS demande qu'il soit fait le plus grand cas des raisons humanitaires et politiques qui ont amené des personnes à fournir une aide concrète à des hommes et à des femmes persécutés dans leur pays d'origine, et qui luttent pour faire reculer l'oppression. Le PS demande la mise en liberté immédiate des emprisonnés.

## Communiqué du 05/11/1980 sur la Corée du Sud

La condamnation à mort de Monsieur Kim Dae Jung, principal représentant de l'opposition démocratique de Corée du Sud, vient d'être confirmée par la cour d'appel militaire de ce pays au mépris des libertés et du droit. Le Parti Socialiste exige que le gouvernement français, qui multiplie actuellement les missions ministérielles dans un pays où les droits de l'homme sont bafoués, agisse effectivement pour que la vie sauve soit garantie à Kim Dae Jung. Pour sa part, il poursuivra, avec tous les hommes épris de liberté, son action en faveur de la libération.

## Communiqué du 05/11/1980 sur Divers

### CONFERENCE DE MADRID

A la veille de l'ouverture de la Conférence de Madrid sur la Sécurité et la Coopération en Europe, le Parti Socialiste tient à réaffirmer son souhait qu'elle soit un succès. La détente en Europe est un élément essentiel de la paix dans le monde. Malgré les difficultés actuelles, le cadre défini à Helsinki constitue donc un acquis important qu'il faut préserver. C'est pourquoi le PS estime que le principe d'une suite à Madrid doit être adopté par la Conférence.

Il importe face aux tensions que connait la situation internationale, que soient rétablies les conditions du retour à un climat de confiance, condition première de la détente. Celle-ci, cependant, ne peut avoir pour prix le silence devant les violations des accords d'Helsinki (mis en cause par l'invasion de l'Afghanistan et des atteintes répétées aux droits de l'homme dans des pays signataires). Madrid doit permettre ainsi d'avancer des propositions nouvelles concernant à la fois les mesures de sécurité, la coopération et les droits de l'homme.

Pour les socialistes, c'est sur la base des avancées réalisées lors de la conférence de Madrid que l'on pourra poursuivre dans la voie du désarmement, d'une conception élargie des libertés individuelles et collectives, du développement des échanges économiques, fondements du progrès commun des peuples d'Europe.

## Communiqué du 26/11/1980 sur la Haute-Volta

### COUP D'ETAT MILITAIRE EN HAUTE VOLTA

L'une des premières mesures prises par le Comité Militaire mis en place est l'interdiction de l'activité des Partis. Dans ces circonstances dramatiques, le Parti Socialiste tient à réaffirmer son attachement à la démocratie et rappelle son soutien au Front Progressiste Voltaïque et à son Président Joseph Ki Zerbo, actuellement réduit au silence, qui viennent d'être admis au sein de l'Internationale Socialiste.

## Communiqué du 03/12/1980 sur le Salvador

En moins d'un an, la répression exercée par la Junte dictatoriale salvadorienne a coûté la vie à huit mille personnes, et contraint des centaines de milliers de Salvadoriens à fuir leur pays. Le massacre perpétré, le 27 novembre dernier, contre six dirigeants de l'opposition démocratique, et l'implication de l'armée dans ces assassinats sont les preuves que les membres de la Junte - en particulier le Colonel Gutierrez et Napoléon Duarte - bloquent toute issue et sont incapables de remédier aux problèmes fondamentaux du pays.

Le PS réaffirme son soutien à la lutte du peuple salvadorien et appelle ses militants à manifester concrètement leur solidarité.

## Communiqué du 03/12/1980 sur l'Asie

Le Parti Socialiste, inquiet des risques graves que fait courir à tout le Proche-Orient la prolongation du conflit entre l'Irak et l'Iran, rappelle qu'il s'est prononcé, dès le début de celui-ci, pour un cessez-le-feu qui permettrait le retour à la paix sur la base des principes du droit international. Il demande à nouveau au gouvernement français d'appuyer toutes les initiatives entreprises en faveur de la paix et d'y contribuer en appliquant un véritable embargo sur les armements à destination des pays belligérants, notamment les avions Mirage destinés à l'Irak et le matériel pour engins blindés.

## Communiqué du 10/12/1980 sur Divers

### ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME

A l'occasion du 32ème anniversaire de l'adoption par les Nations-Unies de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Parti Socialiste, conscient des menaces qui pèsent sur la paix et la liberté dans le monde, rappelle son attachement aux principes affirmés dans cette Déclaration. Il invite la communauté internationale à intensifier ses efforts pour que la plus haute aspiration de l'homme : la reconnaissance du respect et de la dignité humaine, soit une exigence prioritaire.

## Communiqué du 17/12/1980 sur le Tchad

L'occupation totale de N'Djamena par les forces du G UNT, appuyées par des armes et des troupes venues de Libye, est une étape décisive de la crise tchadienne.

Le PS réaffirme son attachement aux principes du respect strict des frontières issues de la colonisation et à la stabilité des Etats de la région. Ces principes impliquent le retrait de la Libye de la bande d'Aouzou et des troupes de ce pays de l'ensemble du territoire tchadien.

Aucune solution au problème tchadien ne pourra être trouvée sans que soient respectées l'unité et l'intégrité du Tchad auxquelles toutes les forces politiques du pays ont exprimé leur attachement.

Le PS appuie pleinement les initiatives de l'OUA pour un règlement négocié du conflit tchadien et sa demande de retrait des troupes étrangères hors de N'Djamena.

Le PS tient à affirmer enfin que la stabilité politique des Etats de la région ne sera garantie que par le développement économique et social de régions particulièrement déshéritées. Il importe que soient encouragées toutes les initiatives, et notamment celles de la Conférence des Chefs d'Etats Sahariens, qui visent cet objectif dans le respect des Etats et le souci des intérêts communs.

## Communiqué du 17/12/1980 sur la Pologne

Le PS, soucieux des pressions multiples exercées à l'encontre de la Pologne, tient à réaffirmer sa solidarité aux travailleurs polonais dans leur lutte pour la liberté et la justice.

C'est pourquoi le PS, refuse de s'associer aux campagnes alarmistes tendant à faire croire que la voie du compromis entre Polonais serait bouchée. Mais il tient à exprimer son inquiétude devant les pressions extérieures de plus en plus fortes exercées sur la Pologne par un certain nombre de gouvernements et partis de pays membres du Pacte de Varsovie. Une telle attitude, si elle devait se poursuivre, est de nature à provoquer des tensions internationales dangereuses pour la détente et la paix en Europe.

Les socialistes français, fermement attachés à l'indépendance de la Pologne et aux principes et à l'esprit des accords d'Helsinki, s'élèvent contre les tentatives de ceux qui à l'intérieur ou à l'extérieur chercheraient, directement ou indirectement à faire obstacle à l'accord entre Polonais. Ils porteraient, s'ils y parvenaient une lourde responsabilité pour l'avenir de ce pays et dans la grave dégradation des relations internationales qui en résulterait.

## Communiqué du 23/12/1980 sur le Salvador

Le Parti Socialiste tient à mettre solennellement en garde contre toute intervention extérieure visant à faire obstacle à la lutte du peuple salvadorien pour la démocratie que la junte actuellement au pouvoir bafoue quotidiennement. Plus de 10.000 morts depuis le début de l'année témoignent douloureusement du caractère répressif d'un pouvoir qui ne s'appuie plus que sur les éléments d'extrême-droite de l'armée, et dont la prétention à la légitimité s'est aujourd'hui effondrée.

1981

### Communiqué du 04/02/1981 sur l'Irak

MIRAGES FRANCAIS LIVRES A L'IRAK

Une telle attitude ne peut qu'aggraver la crise dans une zone déjà soumise à des tensions désastreuses pour les populations et dangereuses pour la paix mondiale.

De plus, par sa politique mercantile irresponsable, le gouvernement français nuit à l'intérêt national bien compris de la France ; la paix au Moyen Orient est une condition de la stabilité mondiale, de l'équilibre économique international, de l'amitié entre les peuples.

Le PS appelle une fois de plus à la paix entre l'Irak et l'Iran dans le respect des souverainetés mutuelles de ces deux pays.

### Communiqué du 04/02/1981 sur l'Afrique

AGRESSION SUD-AFRICAINE CONTRE LA NAMIBIE

En outre, on peut craindre que ce raid soit le prélude à d'autres attaques contre les pays de la ligne de front et à une escalade militaire qui aggraverait encore la déstabilisation de l'ensemble de la région.

Le Parti Socialiste condamne fermement ce raid perpétré par les forces du régime raciste d'Afrique du Sud contre les résidences des membres de l'Africain National Congress (ANC) dans la capitale du Mozambique.

### Communiqué du 25/02/1981 sur l'Espagne

Espagne : après l'échec des fascistes

C'est pourquoi les Socialistes français réaffirment leur entière solidarité avec les Socialistes espagnols qui veulent que toute la lumière soit faite sur la tentative de coup d'Etat du lundi 23 février. Ils s'associent au combat du P.S.O.E. pour mettre hors d'état de mire les éléments fascistes, renforcer la démocratie en Espagne et promouvoir la politique qui répondra aux préoccupations du peuple espagnol face à la crise et au chômage.

### Communiqué du 25/02/1981 sur le Salvador

Salvador : le gouvernement français cède aux U.S.A.

Alors que le sinistre pouvoir de la junte régnante se maintient par la liquidation physique de toute l'opposition et l'assassinat généralisé dans le pays (10000 victimes au cours de l'année écoulée), Reagan et Haig cherchent à enrégimenter leurs alliés européens pour les soutenir dans leur politique du « gros bâton ». L'envoyé spécial Eagleburger, fraîchement reçu à Bonn et à Londres, s'est vu opposer un refus par la Communauté Européenne lorsqu'il a cherché à empêcher l'envoi d'une aide alimentaire humanitaire aux populations salvadoriennes éprouvées. Par contraste le gouvernement français a dépêché son ministre des affaires étrangères à Washington où Monsieur François Poncet a souhaité publiquement que les avertissements américains soient entendus et pratiquement apporté le plein appui de la France à la politique américaine d'intimidation et de blocus dans le régime.

Les Socialistes tiennent à rappeler à cette occasion qu'ils restent quant à eux entièrement solidaires du peuple salvadorien et de son représentant, le Front Démocratique Révolutionnaire présidé par Guillermo Ungo, dont le parti est membre de l'Internationale socialiste.

### Communiqué du 04/03/1981 sur l'Afrique

L'ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Ainsi l'ACDA apparait dans les faits comme un instrument de répartition des marchés et des influences économiques respectives des principaux pays industrialisés. Giscard, qui se targue d'avoir des liens privilégiés avec de nombreux dirigeants africains et d'aider l'Afrique dans son développement économique, a accepté d'abandonner la coopération de la France avec l'Afrique, dans le secteur décisif de la santé, pour en faire la proie des intérêts multinationaux, en particulier américains. Cette capitulation est lourde de conséquences, dans un secteur où les médecins et chercheurs français ont accompli une œuvre considérable, et disposent d'un irremplaçable capital d'expérience et de dévouement. Il est d'autant plus scandaleux que le secret ait été longtemps entretenu sur toute cette affaire. Quelle contrepartie inavouable le justifiait aux yeux du gouvernement français ? Le septennat de Giscard se conclut sur un abandon qu'on n'a même pas osé avouer.

## Communiqué du 25/03/1981 sur le République centrafricaine

### CENTRAFRIQUE : LA DEMOCRATIE BIEN MALADE

Les dernières élections, pourtant caractérisées par un soutien du gouvernement français et de l'armée française au candidat Dacko, ont permis à celui-ci de l'emporter de justesse. Les premiers actes du nouveau président ont été des actes de répression sanglante contre une manifestation populaire.

Ainsi, une fois de plus en Afrique, la politique de Valéry Giscard d'Estaing conduit à la répression, à des atteintes aux droits démocratiques. Le PS réaffirme son soutien au peuple centrafricain et appelle une fois de plus à l'instauration des libertés individuelles et collectives dans ce pays.

## Communiqué du 25/03/1981 sur Divers

### LES DROITS DE L'HOMME A L'ONU

La responsabilité de deux superpuissances dans la dégradation de la situation doit être soulignée. Le gouvernement soviétique réussit à étouffer la discussion sur les droits de l'homme à Madrid. Le président américain renonce à la politique des droits de l'homme esquissée par son prédécesseur et cherche à faire accréditer la scandaleuse distinction entre « régimes autoritaires » qui pourraient tuer et torturer à loisir au nom du crédo libéral et « régimes totalitaires », à tendance marxiste, donc impie.

Alors que tous les pays proclament leur attachement au respect des libertés de l'homme, le PS s'élève contre la politique du troc et de l'omission qui, tant à l'ONU qu'à la CSCE, constitue un affront quotidien à la dignité humaine.

## Communiqué du 01/04/1981 sur la Pologne

### SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE POLONAIS

Toute ingérence étrangère, quelle qu'en soit la forme, affecterait gravement les relations internationales. En particulier elle ôterait toute crédibilité à l'offensive diplomatique menée par l'U.R.S.S. dont l'objectif officiellement déclaré est la détente et la paix, en même temps qu'elle exigerait de la France une réaction qui soit à la mesure de la gravité des événements. Dans l'immédiat, l'aide économique de la France à la Pologne doit être considérée comme acquise, afin que la politique de son gouvernement répondant aux aspirations qui se sont exprimées depuis août 1980 lui permette de résoudre elle-même et sans intervention extérieure les difficultés actuelles.

Le Parti Socialiste salue la lutte des travailleurs polonais pour les libertés syndicales et la liberté d'expression. Il réaffirme son entière solidarité avec le peuple polonais.

## Communiqué du 01/04/1981 sur la CEE

### APRES L'ECHEC DE MAASTRICHT

Le Parti Socialiste, comme l'a fait hier soir François Mitterrand, confirme que pour lui l'augmentation nécessaire des prix agricoles à partir du 1er avril 1981 doit être de 15,3 %. Ceci correspond aux revendications des principales organisations agricoles françaises et européennes et aux résultats de la méthode dite « objective » de la Commission des Communautés Européennes elle-même, pour l'augmentation nécessaire cette année. Ces 15,3 % représentent le minimum nécessaire pour que, contrairement aux sept années précédentes, le revenu des agriculteurs français ne soit pas encore une fois sacrifié.

## Communiqué du 01/04/1981 sur le Grenade

### LES U.S.A. CONTRE L'AEROPORT DE GRENADE

La mission Eagleburger visant à faire supprimer une aide alimentaire et sanitaire au Salvador a échoué. Mais l'administration Reagan récidive en demandant à la C.E.E. de ne pas contribuer au financement du futur aéroport international de Grenade, alléguant sans preuves qu'il serait utilisé à des fins militaires et non touristiques.

Le Parti Socialiste s'interroge sur des commentaires de presse faisant état de l'acceptation immédiate du Gouvernement français de cette thèse américaine, ce qui confirmerait son alignement systématique sur Washington. Il tient à rappeler que la République de Grenade est dirigée par Maurice Bishop, dont le parti est membre de l'Internationale Socialiste.

## Communiqué du 08/04/1981 sur le Corée du Sud

### COREE DU SUD : LA FRANCE S'HUMILIE

Le Parti Socialiste ne peut que condamner fermement un gouvernement qui apporte son soutien dans un but purement mercantile à un régime dictatorial.

### Communiqué du 08/04/1981 sur le Liban

AU LIBAN : RECONSTRUIRE ET NON PAS BOMBARDER

Le Parti Socialiste rappelle sa condamnation de toutes les interventions étrangères au Liban et son attachement au respect strict de l'unité et de l'intégrité de ce pays. Une issue à la crise libanaise passe, à la fois, par une négociation entre toutes les communautés en vue d'aboutir à un programme de reconstruction d'un Etat libre et indépendant, et par la solution négociée des conflits qui se perpétuent au Moyen Orient.

### Communiqué du 15/04/1981 sur Grenade

AÉROPORT DE GRENADE : SUITE

Le Parti Socialiste a déjà dénoncé le scandale que représentent les pressions américaines sur les gouvernements européens et la Commission. Il dénonce aujourd'hui l'alignement inconditionnel des gouvernements européens sur les Etats-Unis dans une négociation qui ne concerne que les pays signataires de l'accord de Lomé et eux seuls. Il est vrai que de la part du candidat sortant, nous sommes habitués au suivisme par rapport aux Etats-Unis comme par rapport à l'U.R.S.S.

### Communiqué du 06/05/1981 sur le Royaume-Uni

Le Parti Socialiste exprime sa vive émotion à l'annonce de la mort de Bobby Sands, comme il déplore toutes les pertes de vies humaines en Irlande du Nord.

Il considère que le gouvernement britannique aurait dû prendre des mesures appropriées sur un plan humanitaire afin d'éviter ce drame.

Par la voix d'une délégation, conduite par Véronique Neiertz, à l'Ambassade de Grande Bretagne le 6 mai, le Parti Socialiste a demandé à nouveau que les prisonniers irlandais puissent bénéficier du statut politique qu'ils revendiquent.

### Communiqué du 22/06/1981 sur la Turquie

Le Parti Socialiste a fait connaître, dès le 13 septembre 1980, sa condamnation d'un coup d'Etat qui a supprimé les institutions démocratiques existant en Turquie, et rappelé que ce pays est membre du Conseil de l'Europe et lié par un accord d'association avec la Communauté Economique Européenne, ou qui devrait lui imposer un strict respect des libertés politiques.

### Communiqué du 1/07/1981 sur le Sahara Occidental

Le Parti Socialiste prend acte de la proposition du gouvernement marocain que soit organisé un référendum au Sahara Occidental. C'est un premier pas vers la reconnaissance du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, droit qu'a toujours affirmé le Parti Socialiste.

Le Parti Socialiste souhaite que les conditions de toute consultation, reçoivent l'accord des parties au conflit et notamment du Front Polisario, et garantissent l'expression authentique de la volonté du peuple sahraoui dans les délais les plus brefs.

### Communiqué du 08/07/1981 sur le Mexique

Les relations entre le Mexique et la France risquent d'être perturbées par des différends commerciaux. Le Parti Socialiste, qui sait le rôle que le Mexique peut jouer dans les relations entre pays industrialisés et pays en voie de développement, particulièrement en Amérique Latine, souhaite que les difficultés actuelles soient surmontées rapidement.

### Communiqué du 15/07/1981 sur Divers

Le sommet d'Ottawa qui se réunit les 20 et 21 juillet doit être l'occasion, pour les sept chefs d'Etat ou de Gouvernement des pays les plus industrialisés, d'aborder les problèmes qui sont ceux de leur situation économique et sociale : emploi, concurrence commerciale, situation monétaire.

Ce sera aussi l'occasion de rappeler au Gouvernement américain à quel point les mesures économiques prises par lui sur le plan interne et externe sont dommageables pour l'économie mondiale et nuisent particulièrement

à l'emploi, qu'il s'agisse du dollar ou de la hausse des taux d'intérêt. Les Européens devraient trouver dans ce cadre l'occasion de défendre des intérêts communs et d'affirmer une volonté collective.

Ce sommet doit aussi être l'occasion de créer les conditions de reprise d'un dialogue Nord-Sud permettant de redéfinir les rapports économiques et politiques entre pays développés et pays du Tiers-Monde.

Le Parti Socialiste réaffirme à cette occasion la nécessité de réformer notamment les mécanismes du Fonds Monétaire International, comme ceux des marchés des matières premières.

Le Parti Socialiste estime par ailleurs que ce sommet aurait tout à gagner à prendre en compte dans son ordre du jour le mémorandum que lui ont adressé les organisations syndicales.

### Communiqué du 22/07/1981 sur la République centrafricaine

#### REPRESSION EN CENTRAFRIQUE

Le Parti Socialiste condamne avec la plus grande vigueur l'acte de violence aveugle qui fit trois morts et 32 blessés.

Il tient d'autre part à marquer sa très ferme réprobation de la répression qui s'abat sur l'opposition.

### Communiqué du 22/07/1981 sur le Liban

Le Parti Socialiste mesure l'extrême gravité des affrontements qui se déroulent en ce moment au Liban et à la frontière d'Israël. Il condamne les bombardements, d'où qu'ils viennent, et déplore notamment le très grand nombre de victimes dans les populations civiles du Liban. Il dénonce la politique de refus de tout dialogue menée par le gouvernement de Menahem Begin.

### Communiqué du 22/07/1981 sur le Maroc

Le Parti Socialiste tient à exprimer sa réprobation devant l'arbitraire et la lourdeur de la répression judiciaire qui frappe les personnes arrêtées au lendemain des émeutes populaires de Casablanca.

Il s'inquiète de la gravité des cas de violation des droits de l'Homme dont le régime d'Hassan II se rend à nouveau coupable à l'égard du peuple marocain.

Estimant que toute la lumière doit être faite sur ces événements, le Parti Socialiste participera à une mission d'enquête de l'Internationale Socialiste qui se rendra prochainement au Maroc.

### Communiqué du 22/07/1981 sur la Turquie

Le Parti Socialiste a fait connaître, dès le 13 septembre 1980, sa condamnation d'un coup d'Etat qui a supprimé les institutions démocratiques existant en Turquie, et rappelé que ce pays est membre du Conseil de l'Europe et lié par un accord d'association avec la Communauté Economique Européenne, ou qui devrait lui imposer un strict respect des libertés politiques.

### Communiqué du 14/08/1981 sur l'Iran

La dramatique évolution de la situation en Iran, dont une des conséquences est la dégradation des relations entre la France et les autorités iraniennes, inquiète le Parti Socialiste. Le processus qui a conduit à la destitution du Président Bani Sadr et à la désignation de son successeur, a été marqué par un brutal accroissement des exécutions capitales frappant aussi bien des jeunes militants et militantes que des personnes déjà emprisonnées et torturées à l'époque du Shah, ainsi que par la multiplication des attentats contre des personnalités politiques. L'Iran, qui est en guerre avec l'Irak mais mène aussi un conflit intérieur contre les aspirations de certaines minorités nationales notamment les Kurdes, court aujourd'hui le risque d'une guerre civile. A l'isolement diplomatique s'ajoutent enfin de graves difficultés économiques.

L'intolérance politique et religieuse a ainsi largement déçu les aspirations à la liberté et à la justice pour lesquelles le peuple iranien lutte depuis tant d'années. Cette situation ne saurait en aucun cas justifier les thèses des défenseurs du régime impérial, qui porte une large part de responsabilité dans cette évolution négative. Mais le Parti Socialiste, qui n'avait cessé de dénoncer la dictature du Shah, entend dire clairement qu'il condamne les actes d'un régime aussi brutalement répressif.

Le Parti Socialiste est préoccupé des risques que cette tension peut faire courir à la paix dans cette région du monde et il rappelle son attachement au strict respect des règles internationales.

### Communiqué du 14/08/1981 sur l'Afrique du Sud

Depuis ces dernières semaines, le gouvernement de Pretoria a encore durci sa politique d'apartheid et de répression envers les militants qui luttent en Afrique du Sud pour les Droits de l'Homme. Le déplacement brutal vers le Banboustan du Transkei des 2000 squatters noirs du Camp de Nyanga et la condamnation à mort de trois membres de l'ANC en sont la révoltante illustration.

### Communiqué du 02/09/1981 sur l'Afrique du Sud

Depuis ces dernières semaines, le gouvernement de Pretoria a encore durci sa politique d'apartheid et de répression envers les militants qui luttent en Afrique du Sud pour les Droits de l'Homme. Le déplacement brutal vers le Bandoustan du Transkei des 2000 squatters noirs du Camp de Nyanga et la condamnation à mort de trois membres de l'ANC en sont la révoltante illustration.

Plus grave encore, ce gouvernement vient de commettre une agression caractérisée contre l'Angola en vue d'atteindre la résistance namibienne et de bloquer le processus de paix et d'autodétermination de la Namibie. Cette agression a été largement condamnée par la Communauté internationale, ce qui montre les progrès de la juste cause du peuple namibien dans l'opinion mondiale. Le Parti Socialiste réaffirme son soutien aux majorités opprimées de Namibie et d'Afrique du Sud et assure l'ANC et la SWAPO de sa solidarité dans la crise actuelle.

### Communiqué du 02/09/1981 sur l'Amérique latine

Le Parti Socialiste a mené pendant de longs mois, tant sur le plan national que sur le plan international, une campagne active pour que le Front Démocratique Révolutionnaire soit reconnu comme représentant légitime du peuple salvadorien. De même a-t-il préconisé que l'un des fondements essentiels de la politique de la France en direction de l'Amérique Latine soit le renforcement des liens avec le Mexique. C'est pourquoi le Parti Socialiste salue la déclaration commune du 28 août sur le Salvador comme un événement significatif de la volonté du Président de la République et du Gouvernement français de contribuer à la recherche d'une solution pacifique et juste.

### Communiqué du 09/09/1981 sur le Maroc

Le Parti Socialiste proteste énergiquement contre l'arrestation de Monsieur Abderrahim BOUABID, Secrétaire Général de l'Union Socialiste des Forces Populaires du Maroc, et de Monsieur MANSOUR, membre du Bureau Politique de l'USFP et député de Casablanca, et exige leur libération immédiate. Ces arrestations, qui font suite à l'interdiction de la presse de ce Parti et à la fermeture de la plupart de ses locaux, ainsi que ceux du syndicat CDT consécutives aux événements de Casablanca du 20 juin 1981, signifient l'interdiction de fait de l'opposition socialiste et la remise en cause des éléments de démocratie qui subsistaient au Maroc.

### Communiqué du 09/09/1981 sur l'Égypte

A la suite des récents affrontements confessionnels en Egypte, le Président SADATE a fait procéder à l'arrestation de plus de 1500 personnes, parmi lesquelles se trouvent notamment des personnalités politiques qui n'ont aucun rapport avec l'extrémisme religieux. Le PS s'inquiète de cette atteinte aux libertés politiques et demande que soient libérés tous ceux qui ne se sont pas rendus coupables d'actes et de violence.

### Communiqué du 14/10/1981 sur Divers

A propos des initiatives du Mouvement de la Paix

Depuis plusieurs semaines, de nombreux camarades, fédérations, élus et MJS sont l'objet de sollicitations pressantes pour participer à des « marches de la paix » ou autres manifestations semblables organisées par le Mouvement de la Paix, notamment le 25 octobre à Paris. Ces actions se donnent pour objectif de favoriser le désarmement.

Rappelons à ce propos les positions du Parti et du MJS. Pour nous, le désarmement n'est pas un mot magique, une formule incantatoire et vague sans contenu précis. C'est pourquoi nous ne saurions nous associer à des actions « pour le désarmement et la paix » si elles ne mentionnent pas explicitement à la fois le retrait des SS20 soviétiques, le non déploiement des missiles Pershing 2, la condamnation de l'invasion soviétique de l'Afghanistan et celle de l'intervention américaine au Salvador.

Toute autre manière d'aborder les questions reviendrait à accepter des formulations vagues propres à toutes les interprétations et, partant, à toutes les récupérations.

Nous proposons donc aux camarades concernés de répondre à la fois sur la forme de l'invitation du Mouvement de la Paix et sur le fond du problème posé :

« Nous avons bien reçu votre invitation au Rassemblement que vous organisez le 25 octobre à Paris. Les Socialistes tiennent les 23, 24, 25 octobre leur Congrès national à Valence et seront donc mobilisés par cette manifestation de leur Parti à cette date. Mais de toute façon, il leur semble que toute initiative de mobilisation sur la paix et le désarmement étant donné l'importance de ces problèmes et leur complexité dans le contexte international actuel, mérite une discussion sérieuse sur le fond avant que des actions soient engagées. Les Socialistes sont prêts à discuter.

En tout état de cause, le Parti Socialiste prendra un certain nombre d'initiatives en faveur de la paix et du désarmement à partir de leur Congrès de Valence.

En conséquence, il ne nous paraît pas possible de nous associer au Rassemblement que vous organisez le 25 octobre.

### Communiqué du 14/10/1981 sur la Colombie

La deuxième grève civique nationale, décidée pour le 21 octobre, est la réponse des forces syndicales et du mouvement populaire de Colombie à la répression, à la torture, à la militarisation des campagnes, à l'état de siège, à la misère qui s'accroît

Le Parti Socialiste affirme sa solidarité avec le peuple colombien dans sa lutte pour la levée de l'état de siège, pour l'abrogation du statut de sécurité, pour le rétablissement des libertés politiques et syndicales et la concrétisation de ses justes revendications économiques.

### Communiqué du 02/12/1981 sur l'Algérie

FRANÇOIS MITTERRAND A ALGER

La qualité de l'accueil, le climat de confiance dans lequel se sont déroulées les conversations, la volonté politique qui s'y est manifestée, ont ouvert la voie à rétablissement d'une nouvelle coopération qui pourrait avoir « valeur exemplaire » dans les rapports entre pays du Nord et pays du Sud.

Les deux pays pourront ainsi avancer dans la voie des rapports économiques fondés sur la reconnaissance de nos intérêts réciproques et dans la mise en œuvre d'un type nouveau de coopération entre partenaires. De même, pourront-ils coordonner leurs efforts pour travailler, dans l'esprit de Cancun, à la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial, à la faveur des négociations globales qui doivent être rapidement lancées dans le cadre des Nations-Unies.

### Communiqué du 09/12/1981 sur l'URSS

SAKHAROV

Il s'agit d'une belle victoire pour tous les amis de la liberté, et aussi pour les partisans de la détente entre l'Est et l'Ouest, puisque ce dénouement heureux montre que, sur ce point essentiel des Droits de l'Homme, les choses peuvent bouger en URSS, et qu'en tout cas, les actions de solidarité ne sont pas inutiles.

Le Parti Socialiste a été présent dans les manifestations de solidarité avec le combat de Sakharov. Dès le début de sa grève de la faim, le Secrétariat aux Droits de l'Homme a envoyé un télégramme à l'ambassadeur d'URSS à Paris pour lui demander, au An du respect des accords d'Helsinki, d'inviter les autorités soviétiques à accorder le visa demandé. Deux jours plu, tard, Lionel Jospin a envoyé à Sakharov, au nom de tout le Parti, un télégramme de soutien chaleureux.

Enfin et surtout, le Président de la République a écrit à Léonid Brejnev pour lui demander de laisser partir Liza Alexeiva mettant ainsi dans la balance le poids de la France. Ce fut un geste très important, tranchant avec le silence habituel de l'Elysée sous Giscard dans ce genre d'affaires.

Le résultat est là. Il convient maintenant que l'action du Parti se poursuive tant pour imposer le respect des accords d'Helsinki que pour affirmer notre doctrine des droits de l'homme.

### Communiqué du 16/12/1981 sur Israël

L'ANNEXION DU GOLAN, UNE MESURE CONDAMNABLE

Manque

1982

1983

### Communiqué du 05/01/1983 sur la France

Faute d'avoir pu le faire dans les dernières semaines de décembre, en raison du temps consacré à la préparation des municipales et à la négociation P.S./P.C., le Bureau exécutif du Parti socialiste a discuté, le 5 janvier, du départ de Jean-Pierre Cot du gouvernement. Il a adopté la motion suivante :  
(Voté à l'unanimité. 4 refus de vote).

### Communiqué du 17/03/1983 sur la France

Alors que, pour la première fois depuis longtemps, les thèmes xénophobes viennent de jouer un grand rôle dans une campagne électorale, un attentat raciste dirigé contre des enfants a coûté la vie à un jeune garçon de 11 ans dans le quartier de la Cayolle à Marseille.

Le Parti socialiste engage les Français à répondre à ce crime raciste par la condamnation la plus énergique, comme ils l'ont fait pour les odieux attentats antisémites de Copernic et de Marbeuf. Il voudrait que les problèmes posés par le séjour des immigrés en France soient abordés par tous dans un esprit de responsabilité et soient résolus par la concertation la plus large. Le Parti socialiste fera des propositions dans ce domaine.

### Communiqué du 20/04/1983 sur la Pologne

Pologne

Le Parti socialiste, comme il l'a toujours fait, condamne la répression qui s'exerce contre les leaders de la classe ouvrière polonaise. Il condamne les tracasseries administratives subies par Lech Walesa lesquelles constituent en fait une assignation à résidence. Il considère que la négociation entre les diverses composantes de la nation polonaise est la seule solution à la crise que ce pays subit. Il affirme sa solidarité avec Lech Walesa et avec les leaders de Solidarité parce qu'ils défendent la démocratie et les libertés.

### Communiqué du 20/04/1983 sur l'Afrique du Sud

Les relations sportives France / Afrique du Sud

Tout le monde sait en effet que l'Afrique du Sud est le seul pays à avoir officiellement organisé le mouvement sportif sur une base raciale : blancs, métis, indiens, noirs doivent eux aussi poursuivre leur « développement séparé ».

Devons-nous le rappeler, les sportifs qui, en Afrique du Sud, essaient avec les pires difficultés de s'organiser sur une base réellement non raciale, ont lancé à plusieurs reprises les appels au mouvement sportif international pour les aider à faire triompher leurs idéaux sportifs en cessant tous contacts avec le sport Sud-Africain tel qu'il est actuellement organisé.

Nous souhaitons que le mouvement sportif français, et notamment les rugbymen, aient à cœur de défendre ces principes sportifs élémentaires. En s'abstenant de toutes relations sportives avec l'Afrique du Sud, ils resteront fidèles à l'idéal de Pierre de Coubertin qui disait que le « sport ne devait admettre aucune discrimination raciale.

### Communiqué du 18/05/1983 sur le Chili

Chili

Il dénonce la nouvelle vague de répression qui s'est abattue sur le peuple chilien à la suite de la journée de protestation civile du 11 mai.

Acculé par la faillite de sa politique économique néo-libérale, sans soutien populaire, le Général Pinochet gouverne par la violence : deux morts, de nombreux blessés, des centaines d'arrestations, quadrillage militaire des quartiers populaires, torture et disparitions.

### Communiqué du 01/06/1983 sur l'Afrique du Sud

Afrique du Sud

Le Parti Socialiste déplore les graves pertes humaines de ces derniers jours en Afrique du Sud et au Mozambique ; il s'indigne de la violation du territoire indépendant de la République du Mozambique par l'armée Sud-Africaine

; il estime qu'il n'est d'autre issue que la reconnaissance de l'intégrité des droits politiques et économiques à tous les habitants de l'Afrique du Sud.

### Communiqué du 24/08/1983 sur la Tchécoslovaquie

Il y a 15 ans, les armées de 5 pays du Pacte de Varsovie, mettaient fin au printemps de Prague en envahissant la Tchécoslovaquie. La tentative de démocratisation dans un pays communiste avait été voulue par le peuple tchèque prise à son compte par le Parti Communiste tchèque, et mise en œuvre sous la direction de son Premier Secrétaire, Alexandre DUBCEK.

15 ans après, l'occupation militaire soviétique continue, les libertés fondamentales n'existent pas, la répression politique est permanente et s'étend même depuis peu aux milieux religieux.

A l'occasion du 15e anniversaire des événements de Prague, le PS rappelle qu'il n'accepte pas la situation présente. Soulignant que le protocole de Moscou de 1968 parlait explicitement d'un « stationnement provisoire », le PS déclare que le stationnement prolongé des forces du Pacte des Varsovie sur le sol tchèque est un acte contraire à la paix et à la sécurité en Europe.

Le PS reconnaît dans le mouvement de la Charte 77, qui mène un combat courageux et difficile, un héritier du Printemps de Prague et un porte-parole des aspirations démocratiques du peuple tchèque.

### Communiqué du 24/08/1983 sur la Tchécoslovaquie

Manque.

### Communiqué du 24/08/1983 sur les Philippines

Benigno Aquino a été assassiné au moment même où il posait le pied sur le sol philippin. De retour d'un exil volontaire de plusieurs années. Chef de l'opposition démocratique philippine, il était homme de dialogue, d'ouverture et de tolérance. Il revenait dans son pays malgré les avertissements et les menaces de mort qui lui avaient été prodiguées pour préparer la campagne électorale qui doit déboucher sur les élections de printemps 84.

Les conditions de son assassinat sont suspectes et mettent directement en cause les autorités philippines.

Le PS condamne ce lâche attentat et renouvelle également sa solidarité avec les forces qui luttent aux philippines pour le rétablissement de la démocratie.

### Communiqué du 05/10/1983 sur l'Afrique

Le sommet de Vittel

La conférence de Vittel a permis, dans un cadre informel, et dans un climat de franchise et d'amitié, d'aborder tous les problèmes d'intérêt commun. Les nombreuses rencontres personnelles entre Chefs d'états et les réunions de travail sur les problèmes politiques, financiers et économiques ont donné l'occasion de rapprocher les points de vues et de préparer des décisions dans le respect de la souveraineté de chacun. C est là un résultat non spectaculaire mais positif de cette réunion, pour l'avenir des relations franco-africaines.

En ce qui concerne le problème du Tchad, le Parti socialiste considère que le sommet de Vittel représente un nouveau pas dans la recherche d'une solution. Les idées avancées par le Président de la République et le Gouvernement français, avec le plein appui du Parti socialiste, ont fait leur chemin. Depuis plusieurs semaines, les parties en présence ont fait des gestes significatifs en faveur d'une solution négociée. Il appartient aux Etats africains et à l'OUA de prendre toutes leurs responsabilités et d'aider le peuple tchadien à retrouver la voie de la paix, sur les bases définies à Vittel : respect de l'intégrité territoriale et négociation entre toutes les parties.

### Communiqué du 26/10/1983 sur Grenade

Manque.

### Communiqué du 09/11/1983 sur la CEE

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Appel aux candidatures

Pour la seconde fois, le 17 juin 1984, seront élus au suffrage universel les députés au Parlement Européen. Conformément à la procédure de désignation des candidats à l'Assemblée Européenne définie dans le Règlement

Intérieur adopté par la Convention Nationale du 26 novembre 1978, le Bureau exécutif réuni le 9 novembre fait appel aux candidats à la candidature du Parti.

- Tous les camarades désirant poser leur candidature doivent la transmettre par écrit directement au Secrétariat National aux Elections avant le 30 novembre/délai de rigueur.
- Chaque candidat à la candidature devra indiquer son nom, prénom, âge, profession, responsabilités publiques et dans le Parti, sections et fédérations auxquelles il appartient.
- Tous les militants remplissant les conditions requises par les statuts du Parti pour l'investiture à des mandats électifs peuvent présenter leur candidature à la candidature.

Conformément à la décision du Bureau exécutif prise en septembre 1981, le cumul entre mandats électifs nationaux et européens est interdit.

## Communiqué du 09/11/1983 sur le Liban

### LIBAN

Le Parti socialiste exprime son indignation devant le dramatique attentat qui a eu lieu à Tyr et qui a causé la mort de soldats israéliens ainsi que de civils libanais et palestiniens ; il réaffirme sa détermination de voir partir du Liban toutes les forces étrangères d'occupation et de saisir les chances qui existent pour la réconciliation de tous les libanais.

Le Parti socialiste exprime sa condamnation et sa réprobation au sujet des massacres des Palestiniens qui se déroulent à Tripoli.

Si le Parti socialiste n'a pas de relations officielles avec l'OLP, il avait établi depuis plusieurs années des contacts politiques avec des responsables de ce mouvement qui avait d'ailleurs été représenté au dernier Congrès du Parti socialiste. Depuis longtemps, le Parti socialiste a affirmé les droits légitimes du peuple palestinien à choisir librement son destin et à pouvoir jouir d'une terre et d'une patrie.

Face à l'offensive de la Syrie contre l'OLP de Yasser Arafat, le Parti socialiste appelle à un cessez-le-feu permettant non seulement d'épargner des vies humaines, mais aussi de préserver l'existence d'un mouvement palestinien autonome, sans laquelle il est vain d'espérer construire une paix durable au Proche-Orient.

## Communiqué du 09/11/1983 sur l'Algérie

### Le Président Chadli en France

Ce voyage a permis d'assurer la relance de la coopération économique, technologique et culturelle entre les deux Etats, il a permis d'établir les convergences des deux pays sur de nombreuses questions internationales, notamment les relations Nord-Sud, l'analyse de la crise mondiale, l'Afrique, mais également le Moyen Orient et la Méditerranée.

La rencontre qui a eu lieu entre le Président Chadli et Lionel Jospin, dès le premier jour de la visite du Président algérien en France, doit fournir l'occasion pour que les rapports entre le P.S. et le F.L.N. prennent un cours nouveau.

Le Parti Socialiste réaffirme aujourd'hui son amitié profonde pour le peuple algérien et pour la communauté algérienne en France, ainsi que sa sympathie avec l'Etat algérien, partenaire de choix de la France.

## Communiqué du 16/11/1983 sur le Chypre

### La situation à Chypre

Le Parti Socialiste réaffirme solennellement, à cette occasion, son attachement à l'unité, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, ainsi qu'au respect du non alignement de la République de Chypre.

## Communiqué du 07/12/1983 sur la CEE

### APRES LE SOMMET D'ATHENES

- Les propositions françaises, loin d'être isolées, rencontraient sur bien des points l'adhésion d'autres gouvernements européens. Dans la préparation et dans la conduite du Conseil d'Athènes, le Président de la République a défendu l'intérêt de la France et celui de la Communauté. Un compromis était possible. L'obstination de la Grande Bretagne et la faible détermination de certains gouvernements l'ont interdit.
- L'intérêt de la France, c'était notamment de défendre une politique agricole commune qui peut être réformée mais qui doit rester fidèle à ses objectifs initiaux : maintenir le niveau de vie des agriculteurs et garantir l'indépendance alimentaire de la C.E.E.
- Ce que le Président de la République a aussi défendu à Athènes, c'est une conception exigeante de la Communauté, qui, refusant la transformation de la Communauté en zone de libre échange, repose sur une

volonté politique capable de dépasser les affrontements d'intérêts nationaux et de «donner une signification historique profonde à l'entreprise européenne».

• Il faut maintenant tirer le meilleur parti de la crise. La France, qui va exercer la Présidence du Conseil Européen, aura un rôle important dans la relance de la Communauté, qui passe notamment :

— par une réforme de la politique agricole commune sauvegardant le revenu des agriculteurs, l'avenir des petites exploitations et la vocation exportatrice de la Communauté dans ce domaine ;

— par une meilleure discipline budgétaire ; — par la création de l'espace social européen ;

— par la mise sur pied de nouvelles politiques communes susceptibles de permettre à l'Europe d'affronter la troisième révolution industrielle ;

Seule une relance globale de la Communauté peut permettre de résoudre les problèmes qui se posent à elle.